

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
★ CRISE ET REVOLUTION	1
★ LA QUESTION DE L'AUTODETERMINATION DANS LES CLASSIQUES DU MARXISME (suite et fin)	9
★ LA " PENSEE DE MAO ", EXPRESSION DE LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE BOURGEOISE EN CHINE ET DE LA CONTRE - REVOLUTION ANTI - PROLETARIENNE MONDIALE	25
★ Document : LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE ET LA RESOLUTION DE BALE (1912) SUR LA RIPOSTE PROLETARIENNE A LA GUERRE	59

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste

CRISE ET RÉVOLUTION

Lorsqu'apparaissent et s'accumulent les signes d'une crise cyclique du mode de production capitaliste (comme c'est aujourd'hui le cas, quoique la bourgeoisie en exagère habilement la portée pour mieux prêcher la concorde nationale et l'austérité « générale »), rares sont ceux qui résistent à la tentation d'attendre que la catastrophe économique engendre **mécaniquement**, et pour ainsi dire, **automatiquement** la « catastrophe » sociale et politique. La question n'est pas académique et c'est pourquoi nous la soulevons : on a trop souvent improvisé la tactique et même la stratégie des partis ouvriers en fonction de la prévision d'un « écroulement imminent » du capitalisme, plus ou moins justifiée par des « arguments » théoriques, avec des effets négatifs et même désastreux pour le prolétariat.

Sur le plan doctrinal, l'erreur (nous usons de ce terme pour éviter des considérations oiseuses sur la bonne ou mauvaise foi de ses auteurs) dérive en partie d'une interprétation fautive de la phrase de Marx disant qu' « une formation sociale ne meurt pas avant d'avoir développé toutes les forces de production qu'elle pouvait contenir en son sein » (Préface à **Pour une critique de l'économie politique**, 1859). La signification réelle de cette phrase est, pour employer la formule du **Manifeste**, que « la société possède **trop** de civilisation, **trop** de moyens de subsistance, **trop** d'industrie, **trop** de commerce » pour les étroites limites imposées par les rapports bourgeois. En d'autres termes, la crise résulte du heurt violent entre des forces productives en pleine expansion et un mode de production et d'appropriation terriblement statique parce qu'étroitement privé ou, pour faire une image, du contraste incurable entre « le volcan de la production et le marécage du marché ». (1).

(1) Contre-épreuve : « Comment la bourgeoisie réussit-elle à surmonter les crises (bien entendu si le prolétariat ne s'en mêle pas) ? D'une part en **détruisant** par la force une grande quantité de forces productives ; de l'autre, en **conquérant de nouveaux marchés** et en exploitant **plus intensément** les marchés existants », donc en reprenant le cycle à une échelle élargie (le **Manifeste**).

L'interprétation fautive qui, malgré ses pompeuses prétentions « scientifiques », fait dire à ces phrases le contraire de ce qu'elles signifient, présente la courbe historique du capitalisme de façon typiquement gradualiste comme une sinusoïde. Selon cette conception déformée, la productivité du travail social commencerait par croître rapidement, bien qu'avec des oscillations momentanées, puis cette croissance se ralentirait, atteindrait un maximum et l'on assisterait ensuite à une décroissance progressive jusqu'à un point zéro et à un arrêt : la crise se produirait alors par épuisement de l'essor grandiose imprimé à l'économie mondiale par le capitalisme.

Comme il arrive souvent, le **gradualisme** et le **fatalisme** se rejoignent dans cette perspective. Ce n'est pas par hasard que l'anti-catastrophisme social-démocrate et centriste et le faux « catastrophisme » immédiatiste se retrouvent d'accord pour l'accepter. Pour le social-démocrate de vieille souche, le passage pacifique du pouvoir des mains d'une bourgeoisie agonisante à un prolétariat préparé depuis longtemps à en recueillir l'héritage est prévu de tous temps pour le moment où la courbe aura enfin atteint le point zéro. Le centrisme n'exclut pas — Dieu garde ! — que quand on arrivera à ce point, la révolution et la dictature puissent faire leur apparition comme accidents momentanés ; mais quand une crise éclate, il s'empresse de proposer des mesures d'urgence, des réformes de structures, des combinaisons ministérielles, etc., sous le prétexte que de toutes façons le capitalisme est déjà mort et que plus grande sera la part de richesse sociale et de forces productives qu'on parviendra à sauver, plus réduites seront les douleurs de l'enfantement de la société nouvelle, si douleurs il doit y avoir. Pour l'immédiatiste enfin, quand on arrive au point zéro, la révolution et même la dictature sont inévitables et bienvenues ; toutes leurs conditions objectives et subjectives apparaissant alors de façon automatique, il suffit de secouer l'arbre de l'économie associée pour que le fruit mûr tombe dans les mains de son héritier, le prolétariat.

Pour ces trois courants, la conclusion est **une donnée** du même ordre que l'entrée du soleil dans tel signe du zodiaque à telle saison. Pour les deux premiers, le « passage au socialisme » se réduit à l'enregistrement d'un décès, c'est-à-dire d'un fait fatal ; pour le troisième, c'est l'heureux dénouement de ce phénomène naturel par excellence qu'est l'agonie d'un organisme vivant, un dénouement dû aux forces révolutionnaires fatalement suscitées par cette agonie. Les sociaux-démocrates et les centristes « préparent » les techniciens et les experts de ce passage dans la tiédeur ouatée des parlements, des coopératives, des syndicats et des municipalités ; les immédiatistes attendent qu'ils surgissent comme par miracle du passage lui-même, qu'il s'agisse des militants ou de mystérieuses organisations ; à l'extrême rigueur, ils en voient la préfiguration dans les hommes et les institutions du « pouvoir ouvrier dans l'usine ». Pour eux, ce n'est pas seulement le passage au socialisme qui est au moins prévisible, mais la forme qu'il prendra. Les

sociaux-démocrates et les centristes, eux, prévoient ce passage, mais considèrent sa forme comme imprévisible. **Exit** la bourgeoisie, **Intrat** le prolétariat. La scène historique n'a rien à envier aux classiques scènes de théâtre.

L'interprétation marxiste correcte est toute autre. On la trouve formulée avec une extrême clarté dans notre texte **Théorie et action dans la doctrine marxiste**, et en particulier dans les deux schémas dont l'un représente « la fausse théorie de la courbe descendante du capitalisme » et l'autre « la succession des régimes de classe selon le marxisme révolutionnaire » (2). « Marx, y lit-on, n'a pas prédit une montée du capitalisme suivie d'un déclin, mais au contraire une exaltation simultanée et dialectique de la masse des forces productives contrôlées par le capitalisme, de leur accumulation et de leur concentration illimitées, et en même temps la réaction antagonique des forces dominées représentées par la classe prolétarienne. Le potentiel productif et économique général continue à s'accroître jusqu'à ce que l'équilibre soit rompu : on a alors une phase d'explosion révolutionnaire, une chute brutale et de très courte durée qui anéantit les anciennes formes de production et pendant laquelle les forces de production diminuent pour se réorganiser ensuite et recommencer une ascension plus vigoureuse ».

Dans cette vision puissamment dialectique, aussi éloignée du fatalisme que du volontarisme, le cycle historique du capital se présente comme une courbe fortement ascendante, avec des oscillations plus ou moins brusques, mais à échéances périodiques toujours plus rapprochées, qui font de lui le mode de production le plus chaotique de toute l'histoire. La possibilité qu'au sommet de la courbe se produise l'écroulement du système n'est pas liée à l'accumulation brute des contradictions économiques ; elle dépend d'une double condition : l'intervention d'une classe prolétarienne armée et organisée, la plus grande force productive engendrée par la société bourgeoise, et la rencontre de celle-ci avec l'organe-guide de la bataille décisive, le parti.

C'est ici que se greffe la seconde « erreur » gradualiste et fataliste qui est aussi la plus grave et qui consiste à « lier de façon purement formelle le processus économique et le processus politique » (3) et pis encore, à supposer que « le processus économique » se déroule dans le vide comme processus autonome (alors qu'il résulte d'un jeu complexe d'actions et de réactions entre la structure et la super-structure), comme si capital constant et capital variable étaient des corps solides, liquides ou gazeux, alors qu'ils sont des forces historiques ; comme si la lutte

(2) Cf. **Programme Communiste**, n° 56, juillet-septembre 1972, page 55 et suivantes.

(3) Cf. **Lezioni delle controrivoluzioni**, Edizioni Il Programma comunista 1951, Milan (à paraître prochainement dans cette revue).

avait lieu entre des catégories métaphysiques, et non pas entre des classes matérielles, ou encore comme si la bourgeoisie déclinait parallèlement aux forces productives, suivie pas à pas par le renforcement du prolétariat, si bien que la condamnation prononcée contre elle par l'histoire s'exécuterait toute seule une fois que le capitalisme aurait atteint... la limite d'âge ! Cela revient à réduire le matérialisme dialectique à un vulgaire matérialisme **économique**, au mépris du vigoureux démenti d'Engels. Dans un discours immédiatement postérieur au III^e Congrès de l'Internationale, mais calqué sur le rapport qu'il y avait fait, Trotsky a illustré un paradoxe apparent qui est la clef même de « l'impérialisme, phase ultime du capitalisme » : d'une part, la bourgeoisie est prise à la gorge par ses propres antagonismes internes ; sa structure productive est bouleversée ; les rapports internationaux entre les Etats sont perturbés ; et d'autre part, elle est au sommet de ses capacités, non seulement de défense, mais d'attaque contre la classe ennemie. Elle sait ou elle sent qu'elle est condamnée, mais elle refuse d'accepter sans réagir le verdict. Son équilibre est tour à tour détruit et reconstruit, puis à nouveau détruit et à nouveau reconstruit grâce à un gaspillage monstrueux des forces productives ; mais cette dynamique démontre une « grande force de résistance dont la meilleure preuve est que sa domination ne s'est pas encore écroulée » (4). Bien entendu, le but de ce discours n'était pas de pousser les militants accourus d'Europe centrale à Moscou à déposer les armes, mais au contraire de les rappeler aux lourdes responsabilités de préparation et de prévision qui incombent au Parti Communiste.

Quelques mois après que la Gauche italienne eut développé la même thèse dans sa **Rassegna Comunista**, non parce que Milan était téléguidé par Moscou, mais parce que les communistes obéissent tous aux mêmes critères de jugement et parlent un langage commun, l'organisateur de l'Armée Rouge écrivait que ce paradoxe était seulement apparent, le phénomène étant dialectique : « Même si la bourgeoisie est en antithèse complète avec les exigences du développement historique, elle n'en reste pas moins la classe la plus forte. Bien plus, on peut dire que du point de vue politique, la bourgeoisie atteint le sommet de sa puissance, le sommet de la concentration de ses forces et de ses moyens politiques et militaires, de tromperie, de violence et de provocation, c'est-à-dire l'apogée de sa stratégie de classe au moment où elle est le plus directement menacée d'un écroulement de sa domination. La guerre et ses horribles conséquences (...) ont révélé à la bourgeoisie le danger d'une ruine imminente. C'est ce qui a aiguisé au maximum son instinct de conservation. Plus le péril est grand, plus la classe, de même que l'individu, mobilise ses énergies vitales pour se sauver. En outre, nous ne devons pas oublier que la bourgeoisie (c'est le grand privilège de la classe dominante) ne s'est trouvée en danger

(4) In *Die Neue Etappe*, Hamburg, pp. 51, 55-56, sq.

de mort qu'après avoir acquis une énorme expérience politique. La bourgeoisie a créé et détruit toutes sortes de formes de gouvernement : elle s'est développée sous l'absolutisme, sous la monarchie constitutionnelle, sous la monarchie parlementaire, sous la république démocratique, sous la dictature bonapartiste, dans l'Etat allié à l'Eglise catholique, dans l'Etat qui persécutait l'Eglise. Cette expérience riche et multiforme a pénétré dans la chair et le sang de la caste dirigeante de la bourgeoisie et celle-ci la mobilise aujourd'hui pour se maintenir à tout prix au pouvoir. Et elle agit avec d'autant plus d'ingéniosité, de raffinement, de manque de scrupules que ses chefs reconnaissent plus clairement le danger qui la menace ».

Depuis, cinquante ans ont passé : de la république social-démocratique de Noske et Scheidemann, la bourgeoisie est passée à cette combinaison de violence et de réformisme qui a emprunté leur nom à Mussolini et à Hitler, puis à cette autre combinaison de réformisme et de violence qui a emprunté son nom au vainqueur du second massacre mondial. Son mode de production a été condamné par le tribunal de l'histoire, mais la bourgeoisie reste en selle. Il est clair, comme seule la dialectique peut l'expliquer, qu'économie, politique, Etat, classe, superstructure idéologique et juridique ne sont pas parallèles comme les fils d'une trame harmonieuse, mais qu'ils s'entremêlent et se superposent dans un jeu complexe d'effets qui se transforment en causes, de causes qui engendrent des effets contradictoires, d'anarchie économique qui stimule la discipline politique, de facteurs de déséquilibre qui libèrent des facteurs de compensation.

Inversement, quand Marx complète la phrase plus haut citée de **Pour la critique de l'économie politique** par cette remarque : « Et des rapports de production nouveaux et supérieurs ne peuvent la remplacer (la formation sociale antérieure) avant que les conditions matérielles de leur existence n'aient mûri au sein de la vieille société », il n'assigne pas de terme fixe à l'avènement de la classe dont les conditions matérielles non seulement d'existence, mais d'accession au pouvoir sont déjà présentes dans la société « ou en passe de le devenir », et il subordonne encore moins cette accession **exclusivement** à la dotation de forces productives nécessaire à l'apparition d'un nouveau mode de production et de vie associée. Seul peut croire le contraire, encore une fois, celui qui « lie de façon purement formelle le processus économique et le processus politique », oubliant que si pour Marx « la classe ouvrière possède un élément de succès, le nombre » et si la dynamique même du développement capitaliste l'accroît sans cesse, « les nombres ne pèsent dans la balance que quand ils sont **unis par l'organisation et guidés par la connaissance** » (5). Or, la première est constamment mena-

(5) In Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs, 28 septembre 1864.

cée, sur le plan strictement économique, par la concurrence réciproque que se font les prolétaires, et la seconde, que le parti est seul à posséder, est **importée** par lui dans l'**avant-garde** de la classe, et continuellement menacée de destruction du fait du poids terrible qu'exerce l'idéologie dominante et de l'inertie historique qu'elle provoque, même **quand** cette connaissance a été acquise, même **là où** elle l'a été. Quand cela se produit, les résultats en sont profonds et durables, transformant ou risquant de transformer l'organisation elle-même, qui doit être un moteur, en un frein puissant.

Pour penser autrement, il faut avoir oublié que Marx et Engels avaient déjà pu noter le phénomène de l'aristocratie ouvrière née de l'expansion commerciale et coloniale de la bourgeoisie, et de l'afflux de couches prolétariennes jeunes et sans éducation politique dans des **trade-unions** tombées dans les griffes de « lieutenants bourgeois de la classe ouvrière » et marchant sous le drapeau « liberté, égalité, fraternité ». Il faut avoir oublié que l'usine est en même temps une école de discipline (Lénine) et un bagne (Marx) des salariés ; que des facteurs objectifs tels que le chômage, l'insécurité de l'existence, la misère, la rechute périodique dans les couches les plus basses de l'armée industrielle de réserve, la menace incessante de la guerre poussent les masses au heurt social décisif (et les y pousseront sans aucun doute à nouveau), mais qu'ils agissent en même temps bien souvent comme des facteurs de découragement, de démoralisation, de trahison ouverte ou voilée de couches entières d'ouvriers à leur classe.

Pour commettre cette stupide erreur, il faut encore avoir oublié (ceux qui l'oublient sont aujourd'hui légion) que la classe ouvrière supporte le poids d'un siècle de défaites, d'hémorragies sans précédents, de sacrifices inouïs succédant à des luttes glorieuses et surtout que, trop souvent et à des moments trop décisifs, avec la complicité ou sous la responsabilité directe de transfuges du mouvement ouvrier, le seul lien — à savoir le parti de classe — qui puisse unir de façon stable l'organisation et la connaissance et les mettre au service l'une de l'autre aux fins révolutionnaires a été brisé.

D'inexorables déterminations matérielles ont mis et mettront en mouvement des millions de prolétaires, régénérant des organismes immédiats complètement gangrenés ou en suscitant de nouveaux. Mais, comme il est écrit dans les Statuts de la 1^{re} Internationale, « dans sa lutte contre le pouvoir unifié des classes possédantes, le prolétariat peut agir comme classe seulement en s'organisant en parti politique autonome s'opposant à tous les autres partis constitués des classes possédantes » (par. 7a, repris dans le prologue aux Statuts de la 3^{me} Internationale). Or le parti a manqué pendant la Commune de 1871 et dans ce qui aurait pu être la Commune berlinoise de 1919. Dans les deux cas son absence a signifié la défaite, et la férocité avec laquelle les sbires de Thiers se déchaînèrent contre les Fédérés et ceux de Noske contre les Spartakistes s'explique uniquement par la crainte que, malgré tout, ce parti ne

ressurgisse **armé de pied en cap**, de la défaite. Il fut présent et actif en Octobre en Russie, et ce fut la victoire. Il a fallu le vider de toute substance comme parti mondial (ce fut l'œuvre du stalinisme) pour que la révolution chinoise commençante se termine par un enième bain de sang (dont on ne sait toujours pas combien il a fait de victimes), et pour que la crise du Vendredi Noir, répercutée de capitale en capitale, à la grande terreur des gouvernements et des financiers, des industriels et des flics, des bonzes religieux et syndicaux éclate sans provoquer dans le prolétariat de réactions notables, préparant au contraire le terrain au triomphe pacifique du nazisme. De même, il a fallu que les derniers vestiges de ce parti aient été physiquement détruits pour l'empêcher de renaître au feu de la guerre civile espagnole qui prépara le second massacre impérialiste.

Seule une infime, tout à fait infime minorité se rend compte aujourd'hui de ce que cela a signifié et continue à signifier. Chez les immédiatistes, personne ne soupçonne le moins du monde qu'il est impossible à la classe ouvrière de se relever d'une contre-révolution si profonde qu'elle a engendré le stalinisme à moins d'un calvaire d'autant plus long et douloureux que ceux qui se croient l'avant-garde ont plus de mal à comprendre ce fait. Dans une page que nous devons revendiquer contre toutes les improvisations organisatives de son auteur, pour ne rien dire de ses pâles épigones, et contre l'illusion que l'**influence réelle** du parti puisse jamais s'exercer indépendamment des déterminations matérielles qui, malgré tout, pousseront le prolétariat à secouer son apathie, et ses couches les plus avancées à lutter contre les organisations politiques et économiques dans lesquelles elles sont emprisonnées, posant ainsi, du moins confusément, le problème de l'organe de direction politique, Trotsky écrivait en 1934, en commémorant Rosa Luxembourg : « Quelles forces les masses travailleuses de tous les pays civilisés ou semi-civilisés n'ont-elles pas dépensées, quelle abnégation n'ont-elles pas montrée depuis le début de la guerre mondiale ! On ne peut pas en trouver un seul précédent dans toute l'histoire de l'humanité. Dans cette mesure, Rosa Luxembourg avait parfaitement raison contre les philistins, les caporaux et les imbéciles de la bureaucratie conservatrice qui, « couronnés de victoires », continuaient leur petit bonhomme de chemin. Mais c'est justement le gaspillage de ces immenses énergies qui a créé un terrain favorable à la grande dépression qui s'est produite au sein du prolétariat (...). On peut dire sans aucune exagération que la situation mondiale est déterminée par la **crise de direction du prolétariat**. Le chemin du mouvement ouvrier est encore encombré par l'amas de ruines des vieilles organisations banqueroutières. Après des sacrifices innombrables, des déceptions incessantes, le prolétariat européen, au moins dans une grande partie, s'est replié sur lui-même. »

Nous devons avoir le courage de reconnaître que, quarante ans plus tard, il en va de même et que, quelles que soient l'ampleur et la

profondeur de la crise du monde capitaliste, elle est loin d'égaliser celle de la direction politique du mouvement ouvrier qui, aujourd'hui, n'affecte pas seulement « une grande partie », mais l'écrasante majorité du prolétariat, et qui pèse lourdement sur les perspectives de dénouement de la crise économique en crise sociale profonde et en affrontement entre les classes.

En 1953, nous écrivions à ce propos : « Il n'est pas possible de remonter pareille pente, si on ne le fait pas dans tous les domaines. Il faut démontrer qu'en Russie, il n'y a pas de « construction du socialisme » ; que si l'État russe entre en guerre, ce ne sera pas pour le socialisme, mais pour des rivalités impérialistes ; il faut démontrer surtout qu'en Occident les buts démocratiques et progressistes non seulement n'intéressent pas la classe ouvrière, mais servent uniquement à maintenir sur pied un capitalisme pourri. Dans la longue œuvre de reconstruction qui doit accompagner la maturation de la crise de la forme de production occidentale et américaine (aujourd'hui nous pouvons tranquillement ajouter « russe ») dont toutes les conditions objectives existent et qu'aucune diversion de politique intérieure et mondiale ne pourra repousser au-delà de quelques dizaines d'années, on ne doit pas commettre la folie d'accorder plus de valeur aux nouveaux expédients et aux regroupements qui se prétendent inspirés par l'étude de l'histoire qu'aux confirmations données par les événements eux-mêmes à la construction originale du marxisme dans sa compréhension et son application correctes » (7).

De deux choses l'une : ou bien on comprend qu'avec ces matériaux, il faut construire le parti, et qu'il faut le défendre en défendant tout ce qui conditionne son existence en tant que noyau politique militant, ou bien on se considère comme battu d'avance face à une crise qui viendra comme tant d'autres, et qui, sans cette **condition subjective fondamentale** de la révolution, passera sur le corps martyrisé de la classe ouvrière et de son avant-garde, comme cela ne s'est déjà que trop souvent produit.

(7) La rivoluzione anti-capitalistica occidentale, in *Per l'organica sistemazione di principi comunisti*, ed. Il Programma Comunista, Milan 1973, pp. 35-36.

La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme

(Suite et fin)

Après le reflux du mouvement de 1905 et la contre-épreuve de la révolution bourgeoise de février 1917, la perspective de conquête du pouvoir par le prolétariat se réalisa avec la révolution d'Octobre dont Lénine espérait abrégier la phase d'alliance avec la paysannerie grâce à l'éveil révolutionnaire du prolétariat occidental, allié naturel du prolétariat russe.

Cette perspective fit croire à ceux qui n'avaient pas bien assimilé l'enseignement marxiste de Lénine que les tâches démocratiques bourgeoises d'Octobre pouvaient être reléguées au second plan, et, en particulier, que la reconnaissance du droit des nations opprimées à l'auto-détermination devenait superflue, sinon inopportune. On raisonnait pratiquement de la façon suivante : une dictature démocratique-bourgeoise même dirigée par le prolétariat doit reconnaître le droit à l'auto-détermination, mais la révolution prolétarienne mondiale ne le doit pas.

Lénine fut donc contraint à défendre une fois encore le principe de l'auto-détermination et à souligner que la victoire de la révolution prolétarienne en Russie et même dans le pays le plus développé du monde ne changeait rien au fait que la reconnaissance du droit des nations et des peuples opprimés à la séparation restait indispensable pour que la classe ouvrière de ces pays éprouve l'oppression de sa propre bourgeoisie et engage la lutte contre elle, s'unissant au prolétariat victorieux, d'autant plus que la dictature n'est pas encore le communisme, que même au pouvoir, le prolétariat doit encore conduire une dure lutte de classe et que pour parvenir à la victoire définitive, il lui faut isoler sa propre bourgeoisie de celle des nations opprimées.

LENINE ET L'ETAT NATIONAL DEMOCRATIQUE

En juillet 1916 (« *Résultats de la discussion sur l'auto-détermination* »), Lénine écrivait :

« Entre la société capitaliste et la société communiste se place une période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. A celle-ci correspond une période politique de transition pendant laquelle l'Etat ne peut être que la dictature révolutionnaire du prolétariat ». Cette vérité, jusqu'ici incontestable pour les socialistes, implique la reconnaissance de l'Etat jusqu'à ce que le socialisme victorieux se soit transformé en communisme intégral. Ce qu'Engels a dit sur l'extinction de l'Etat est bien connu. Nous avons souligné expressément... que la démocratie est une forme d'Etat qui s'éteindra elle aussi en même temps que l'Etat lui-même. Et tant que nos contradicteurs n'auront pas remplacé le marxisme par un nouveau point de vue « a-étatique », leurs raisonnements seront complètement erronés.

« Au lieu de parler de l'Etat (et donc de la détermination de ses frontières), ils parlent d'un « groupe culturel socialiste », c'est-à-dire choisissent volontairement une expression vague qui peut être comprise dans ce sens que toutes les questions étatiques disparaissent ! Il en résulte une tautologie ridicule : naturellement, s'il n'y a pas d'Etat, la question de ses frontières ne peut se poser. Dans ce cas, tout le programme politique démocratique est lui-même inutile. Quand l'Etat s'éteindra, il n'y aura même pas la république ».

Dans l'impostation de Lénine, la question se pose donc ainsi : le prolétariat victorieux reconnaît le droit de la nation opprimée à l'auto-détermination ; le prolétariat de cette dernière lutte pour maintenir l'union avec l'Etat de la dictature ouvrière, lutte révolutionnaire contre sa propre bourgeoisie. Cela n'exclut évidemment pas que la dictature communiste puisse elle-même conduire une guerre révolutionnaire contre les Etats des nationalités anciennement opprimées, perspective parfaitement conforme au marxisme, mais une telle action militaire n'infirmes pas le moins du monde le fait que le prolétariat de la nation opprimée doit être mis en mesure de conduire sa lutte de classe sur ses bases propres.

Comme nous l'avons vu en résumant la position bolchevique, la théorie marxiste démêle tout l'écheveau de la problématique compliquée des révolutions nationales. Répétons que les bolcheviks ont repris la question nationale au point crucial sur lequel avait porté la polémique de Marx et d'Engels contre les anarchistes, c'est-à-dire la nécessité de l'Etat de la dictature prolétarienne, avec tout ce qu'il implique en tant qu'Etat, pour conduire à son terme la lutte de classe contre la bourgeoisie, et la nécessité de créer les conditions les meilleures pour que cet Etat et cette lutte se développent dans l'arène internationale qui leur est propre.

La revendication marxiste de l'auto-décision nationale se résume donc dans le postulat suivant : l'Etat national démocratique, c'est-à-dire n'exerçant ni ne subissant aucune oppression nationale, est la meilleure enveloppe pour

la révolution communiste, aussi bien avant qu' pendant son développement jusqu'au communisme intégral. Il faut naturellement comprendre les termes « national » et « démocratique » non dans le sens idéaliste que leur donne la bourgeoisie, mais dans leur signification réelle, historiquement déterminée.

A l'appui de cette thèse, nous citerons un passage de « *L'Etat et la Révolution* » (paragraphe 4, ch. IV) dans lequel Lénine commente la critique du programme d'Erfurt.

« Engels répète... avec une clarté particulière l'idée fondamentale qui se trouve dans toutes les œuvres de Marx, à savoir que la république démocratique est la voie la plus brève vers la dictature du prolétariat. Sans supprimer en rien la dictature du capital et donc l'oppression des masses et la lutte de classe, la république démocratique conduit en effet inéluctablement à l'extension et au développement de cette lutte, qu'elle met à nu et rend à ce point aiguë que quand apparaît la possibilité de satisfaire les intérêts fondamentaux des masses opprimées, cette possibilité se réalise nécessairement et uniquement par la dictature du prolétariat, dans la direction de ces masses par le prolétariat. Pour toute la Seconde Internationale, ce sont là aussi des « paroles oubliées » du marxisme, comme l'histoire du parti menchevique pendant les six premiers mois de la Révolution russe de 1917 l'a démontré de façon particulièrement évidente...

« Non seulement Engels ne montre aucune indifférence au problème des formes de l'Etat, mais il se préoccupe au contraire d'analyser avec le plus grand soin justement les formes transitoires, pour déterminer, selon les particularités historico-concrètes de chaque cas, la *genèse* et le *développement futur* de chacune de ces formes.

« Tout comme Marx, Engels défend le centralisme démocratique, la république une et indivisible du point de vue du prolétariat et de la révolution prolétarienne. Il considère la république fédérale soit comme une exception et une entrave au développement, soit comme un stade intermédiaire sur la voie de la monarchie à la république centraliste, comme un « pas en avant » dans certaines conditions historiques particulières. Et parmi ces conditions particulières, il place le problème national.

« Chez Engels, comme chez Marx, et malgré la critique impitoyable qu'ils font tous deux du caractère réactionnaire des petits Etats et du fait que dans certains cas concrets, le problème national servait à dissimuler ce caractère réactionnaire, il n'y a pas l'ombre d'une tendance à éluder le problème national, tendance dont les marxistes hollandais et polonais se rendent souvent coupables, sur le terrain de la lutte plus que légitime contre le nationalisme étroitement petit-bourgeois de « leurs » petits Etats.

« Même en Angleterre, où les conditions géographiques, la communauté de langues et plusieurs siècles d'histoire ont, du moins à ce qu'il pourrait sembler, « mis un point final » au problème national des différentes subdivisions du pays, Engels tient compte du fait évident que le problème national n'est pas encore dépassé et voit donc dans la république fédérale « un pas

en avant ». Naturellement, il n'y a pas là la moindre ombre de refus de critiquer les insuffisances de la république fédérale et de faire de la propagande pour la république unitaire, démocratico-centraliste et de lutter pour elle de la façon la plus décidée ».

Cette citation nous permettra de montrer plus loin que Lénine emploie le terme « démocratique » dans l'acception que lui donne le langage diplomatique, c'est-à-dire comme le contraire de « fédéral » ; mais nous l'avons surtout rapportée pour montrer que la façon dont le mouvement ouvrier formule, par la bouche de Lénine, la question nationale est l'exemple le plus typique des conquêtes que permet l'invariance politique. Le parti révolutionnaire est parti de la conception marxiste de la lutte de classes ; il s'y est tenu fermement pendant tout le processus complexe d'organisation anti-féodale de l'aire occidentale ; et c'est pourquoi au moment où, avec l'écroulement irrémédiable du tsarisme, la lutte pour l'indépendance nationale prend définitivement, toujours du point de vue de la lutte de classes, le caractère d'une lutte pour se séparer d'Etats à régime capitaliste, le Parti révolutionnaire parvient à donner un développement systématique aux principes de la révolution nationale et de l'auto-décision. Et ce n'est pas par hasard que l'on retrouve le condensé théorique des principes marxistes sur la question nationale dans une œuvre comme « *L'Etat et la Révolution* » qui est en même temps une polémique contre tous les ennemis historiques du prolétariat, anarchistes, bernsteiniens, kautskysiens, « radicaux de gauche » etc.

EXPANSION IMPERIALISTE ET AIRES SOUS-DEVELOPPEES

Nous avons déjà noté que l'effondrement du tsarisme a marqué aussi pour l'Europe la chute du dernier grand Etat non-bourgeois renfermant des nationalités opprimées. Depuis 1917, en gros, les grands Etats qui oppriment des nationalités et des peuples sont tous des Etats capitalistes où le seul problème qui se pose est celui d'une révolution prolétarienne « pure ».

Sauf cas particuliers comme celui de l'Irlande, la domination politique sur les pays opprimés est non un héritage des conquêtes territoriales de l'époque féodale, mais un produit de la conquête impérialiste moderne. Sous la féodalité, l'expansion territoriale se faisait au début grâce à la soumission de libres communautés villageoises au pouvoir des « seigneurs » conquérants, ou encore grâce au remplacement d'anciens dominateurs par ces derniers ; de toute façon, la société qui se formait ainsi dans les zones opprimées ne différait nullement de celle qui existait dans les Etats oppresseurs. Sous l'impérialisme, la domination des métropoles transforme *en apparence* la structure sociale des aires colonisées en une structure nouvelle qui n'a plus les caractéristiques de celle qui existait avant la conquête, mais ne possède pas davantage la physionomie des capitalismes métropolitains.

Le capitalisme métropolitain est né de l'accumulation primitive qui, du point de vue de la circulation générale des marchandises, a les caractères d'une reproduction élargie. Un trait fondamental de cette dernière est qu'elle

ne peut revenir à la reproduction simple. Pour que le surproduit social ne puisse être convoité par le prolétariat, il faut que sa forme même soit étrangère à ce dernier c'est pourquoi il est formé de biens de production, ce qui implique des investissements productifs qui, en vertu de la loi générale de la reproduction même, se font dans la branche des moyens de production, si bien que le nouveau surproduit revêtira la forme physique de moyens de production dans des proportions toujours plus larges.

Dans sa « Note sur le problème de la théorie des marchés » et dans « Encore sur la théorie de la réalisation » (1898-1899), Lénine montre que, dans la reproduction élargie, le cycle de la circulation du capital peut s'effectuer dans l'hypothèse d'un marché fermé. Cela ne signifie absolument pas que le capital métropolitain n'ait pas besoin d'une expansion hors de ses propres frontières mais que ce besoin ne résulte pas des problèmes de la circulation et est le produit de rapports qui se nouent au cours du cycle productif lui-même ; par exemple, l'augmentation de l'accumulation en fin de cycle entraîne une chute du taux de profit lors du cycle suivant, manifestation, au niveau économique, du conflit entre développement des forces productives et rapports capitalistes de production. C'est pour pallier cette chute (et non pas pour réaliser telle ou telle partie du produit social) que le capitalisme exporte dans les zones « arriérées » des moyens de production ou de l'argent à convertir sous cette forme. Par conséquent, l'impérialisme résulte des contrastes de classe, même latents, dans les métropoles et non pas d'une insuffisante réalisation du produit sur le marché intérieur.

Cette expansion impérialiste favorise l'implantation de rapports capitalistes de production dans les colonies en fonction des exigences des métropoles et dans les proportions déterminées par leur rythme de développement, et c'est elle qui empêche du même coup la formation en leur sein d'un marché de libre petite production individuelle comme celui qui s'est par exemple instauré au XVIII^e siècle en Europe et, bien plus, qui détruit les germes déjà existants d'un tel marché. Cela se manifeste pratiquement par la ruine de la production liée à l'agriculture sans que cette production fasse place à un processus relativement « équilibré » de développement des échanges et de concentration des moyens de production. C'est ainsi qu'à côté d'usines et de plantations du type capitaliste le plus avancé utilisant une main-d'œuvre à bas prix et produisant de la plus-value sous le contrôle du capital financier international, végète la grande masse des ex-producteurs paupérisés qui, sous l'ancien despotisme, étaient encore employés dans une production de type naturel et qui sont désormais voués sans espoir par l'impérialisme à un niveau de vie encore inférieur même aux stricts besoins physiologiques. En dernier lieu, les « seigneurs » qui régnaient sur les communautés agricoles et qui, bien ou mal, y remplissaient une fonction matérielle positive, deviennent des détenteurs purs et simples de la rente foncière dont la fonction est subordonnée aux intérêts des grandes puissances, certains d'entre eux assumant le rôle d'agents directs du capital international en s'engageant dans des entreprises commerciales représentant simplement les faux-frais de ce dernier.

Ces contradictions objectives de la formation d'un marché national dans

les colonies constituent les « particularités » dont l'opportunisme avait besoin pour jeter aux orties l'imposition marxiste de la question nationale.

L'opportunisme a entraîné dans la défaite tout le prolétariat des métropoles impérialistes en le liant à la domination capitaliste idéologiquement, politiquement et même, par l'intermédiaire des aristocraties ouvrières, matériellement ; la conséquence naturelle en est qu'il a aussi engendré une fausse idéologie et une fausse ligne politique dans la question nationale et, parallèlement, de faux rapports entre le prolétariat métropolitain et les forces révolutionnaires des peuples opprimés.

Toutes les impositions opportunistes de la question nationale au cours des cinquante dernières années peuvent être ramenées aux formulations suivantes (nous faisons volontairement abstraction de la continuelle multiplication de « nouvelles » théorisations insensées) :

1) Si dans les zones sous-développées, la formation d'un marché national est impossible, ni la question nationale ni par conséquent le problème d'une révolution démocratico-bourgeoise ne se posent pour elles. Les masses exploitées sont poussées à lutter immédiatement pour le socialisme qui est l'unique voie pour se débarrasser de la question nationale. Il en résulte que, dans la phase historique actuelle, la perspective socialiste se déplace des métropoles, où la domination du capitalisme est trop forte, à la périphérie.

2) Si dans les zones sous-développées, la formation d'un marché national est impossible, les masses opprimées ne peuvent obtenir l'indépendance politique si elles ne conquièrent pas auparavant l'indépendance économique dont seul peut leur faire cadeau le socialisme actuellement victorieux en Russie, en Chine, etc. et qui demain remportera une victoire internationale au moyen d'une lutte pacifique. En effet, étant donné le pouvoir presque surnaturel acquis par les grands monopoles internationaux, il est évident que le socialisme ne pourra triompher dans les Etats métropolitains qu'en fusionnant dans un unique bloc inter-classiste les prolétaires, les petits-bourgeois, les capitalistes de bonne volonté, les intellectuels « avancés », etc., qui s'abstiendraient naturellement de tout contact avec le mouvement ouvrier si celui-ci menaçait de recourir à des solutions violentes et dictatoriales.

Le caractère contre-révolutionnaire de ces deux conceptions est évident. La première condamne le prolétariat occidental à attendre comme le Messie un socialisme qui devrait naître de la plus anachronique confusion pseudo-révolutionnaire dans le Tiers-Monde ; dans le meilleur des cas, elle lui propose des actions aventuristes dans lesquelles les ouvriers les plus combattifs seraient moralement et physiquement saignés à blanc, dans l'isolement le plus complet par rapport au mouvement réel de leur classe. La seconde efface purement et simplement toute question nationale et de droit à l'auto-détermination à l'aide de phrases générales sur l'égalité, etc., pour mettre toutes les forces révolutionnaires à genoux devant l'idole de la progression sans douleur vers le socialisme. Cela suffirait déjà pour montrer l'abîme qui sépare ces conceptions de la question nationale de la conception marxiste de Lénine, dont la

base et la raison d'être se trouvent dans le programme de la révolution mondiale et de la dictature du prolétariat.

Il suffit de pousser les théorisations opportunistes jusqu'à leurs conséquences réelles, en dehors des formalismes logiques, pour les démasquer. Mais cela ne suffit pas. Il faut en outre restaurer la conception marxiste de la question nationale en la dégagant du brouillard dont les différentes pseudo-analyses l'enveloppent.

MARCHE NATIONAL ET "MARCHE NATIONAL INDEPENDANT"

La première déformation de l'analyse marxiste consiste à affirmer qu'un marché intérieur ne peut se former dans les pays sous-développés.

Notre conception du marché national a, avant tout, un caractère de classe ; il y a formation d'un marché national chaque fois que l'ensemble des classes d'une aire géo-historique donnée est entraîné dans le tourbillon des échanges. Cela ne signifie pas que ce processus doive se matérialiser dans une situation capitaliste « pure » (hypothèse logique que Marx fait en déclarant qu'elle est pratiquement irréalisable), mais que ces classes doivent finir par se trouver devant l'impossibilité d'un retour en arrière vers les rapports sociaux typiques des sociétés pré-capitalistes. En outre, pour Marx, la création d'un marché national traverse deux phases bien distinctes : la première se déroule sous la domination des anciennes classes et consiste dans la désagrégation irrémédiable de leur mode de production (désagrégation qui, dans les colonies, correspond à l'implantation de l'impérialisme) ; la seconde, que nous pourrions appeler positive, et qui est celle du passage de l'économie individuelle à la concentration, se situe *après* la prise du pouvoir par le capitalisme et *après* sa constitution en Etat national, puisqu'elle *présuppose* justement l'existence de l'Etat.

Dans « *Le Capital* » (Livre I, ch. XXVI, par. I, « Le secret de l'accumulation primitive ») Marx écrit :

« Nous avons vu comment l'argent devient capital, le capital source de plus-value, et la plus-value source de capital additionnel. Mais l'accumulation capitaliste présuppose la présence de la plus-value et celle-ci la production capitaliste qui, à son tour, n'entre en scène qu'au moment où des masses de capitaux et de forces ouvrières assez considérables se trouvent déjà accumulées entre les mains de producteurs marchands. Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux, dont on ne saurait sortir sans admettre une *accumulation primitive* (*previous accumulation*, dit Adam Smith) antérieure à l'accumulation capitaliste et servant de point de départ à la production capitaliste, au lieu de venir d'elle.

« Cette accumulation primitive joue dans l'économie politique à peu près le même rôle que le péché originel dans la théologie. Adam mordit la pomme,

et voilà le péché qui fait son entrée dans le monde. On nous en explique l'origine par une aventure qui se serait passée quelques jours après la création du monde.

« De même, il y avait autrefois, mais il y a bien longtemps de cela, un temps où la société se divisait en deux camps : là, des gens d'élite, laborieux, intelligents, et surtout doués d'habitudes ménagères ; ici, un tas de coquins faisant gogaille du matin au soir et du soir au matin. Il va sans dire que les uns entassèrent trésor sur trésor, tandis que les autres se trouvèrent bientôt dénués de tout. De là la pauvreté de la grande masse qui, en dépit d'un travail sans fin ni trêve, doit toujours payer de sa propre personne, et la richesse du petit nombre, qui récolte tous les fruits du travail sans avoir à faire œuvre de ses dix doigts.

« L'histoire du péché théologal nous fait bien voir, il est vrai, comme quoi l'homme a été condamné par le Seigneur à gagner son pain à la sueur de son front ; mais celle du péché économique comble une lacune regrettable en nous révélant comme quoi il y a des hommes qui échappent à cette ordonnance du Seigneur.

« Dans l'histoire réelle, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale, qui l'a toujours emporté. Dans les manuels béats de l'économie politique, c'est l'idylle au contraire qui a de tout temps régné. A leur dire il n'y eut jamais, l'année courante exceptée, d'autres moyens d'enrichissement que le travail et le droit. En fait, les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce qu'on voudra, hormis matière à idylle.

« Le rapport officiel entre le capitaliste et le salarié est d'un caractère purement mercantile. Si le premier joue le rôle de maître et le dernier le rôle de serviteur, c'est grâce à un contrat par lequel celui-ci s'est non seulement mis au service, et partant sous la dépendance de celui-là, mais par lequel il a renoncé à tout titre de propriété sur son propre produit. Mais pourquoi le salarié fait-il ce marché ? Parce qu'il ne possède rien que sa force personnelle, le travail à l'état de puissance, tandis que toutes les conditions extérieures requises pour donner corps à cette puissance, la matière et les instruments nécessaires à l'exercice utile du travail, le pouvoir de disposer des subsistances indispensables au maintien de la force ouvrière et à sa conversion en mouvement productif, tout cela se trouve de l'autre côté.

« Au fond du système capitaliste il y a donc la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. Cette séparation se reproduit à une échelle élargie dès que le système capitaliste s'est une fois établi ; mais comme celle-là forme la base de celui-ci, il ne saurait s'établir sans elle. Pour qu'il vienne au monde, il faut donc que, partiellement au moins, les moyens de production aient déjà été arrachés sans phrase aux producteurs, qui les employaient à réaliser leur propre travail, et qu'ils se trouvent déjà détenus par des producteurs marchands, qui eux les emploient à spéculer sur le travail d'autrui. Le *mouvement historique* qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures, voilà donc le fin mot de l'accumulation appelée

« primitive » parce qu'elle appartient à l'âge préhistorique du monde bourgeois.

« L'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre économique féodal. La dissolution de l'un a dégagé les éléments constitutifs de l'autre.

« Quant au travailleur, au producteur immédiat, pour pouvoir disposer de sa propre personne, il lui a d'abord fallu cesser d'être attaché à la glèbe ou d'être inféodé à une autre personne ; il ne pouvait non plus devenir libre vendeur de travail, apportant sa marchandise partout où elle trouve un marché, sans avoir échappé au régime des corporations, avec leurs maîtrises, leurs jurandes, leurs lois d'apprentissage, etc. Le mouvement historique qui convertit les producteurs en salariés se présente donc comme leur affranchissement du servage et de la hiérarchie industrielle. De l'autre côté, ces affranchis ne deviennent vendeurs d'eux-mêmes qu'après avoir été dépouillés de tous leurs moyens de production et de toutes les garanties d'existence offertes par l'ancien ordre des choses. L'histoire de leur expropriation n'est pas matière à conjecture : elle est écrite dans les annales de l'humanité en lettres de sang et de feu indélébiles.

« Quant aux capitalistes entrepreneurs, ces nouveaux potentats avaient non seulement à déplacer les maîtres des métiers, mais aussi les détenteurs féodaux des sources de la richesse. Leur avènement se présente de ce côté-là comme le résultat d'une lutte victorieuse contre le pouvoir seigneurial, avec ses prérogatives révoltantes, et contre le régime corporatif avec les entraves qu'il mettait au libre développement de la production et à la libre exploitation de l'homme par l'homme. Mais les chevaliers d'industrie n'ont supplanté les chevaliers d'épée qu'en exploitant des événements qui n'étaient pas de leur propre fait. Ils sont arrivés par des moyens aussi vils que ceux dont se servit l'affranchi romain pour devenir le maître de son patron. »

Au ch. XXVIII, « *La législation sanguinaire contre les expropriés à partir de la fin du XV^e siècle. Les lois sur les salaires* », Marx écrit :

« Dès que le mode de production capitaliste a acquis un certain développement, son mécanisme brise toute résistance ; la présence constante d'une surpopulation relative maintient la loi de l'offre et la demande du travail et, partant, le salaire dans des limites conformes aux besoins du capital, et la sourde pression des rapports économiques achève le despotisme du capitaliste sur le travailleur. Parfois on a bien encore recours à la contrainte, à l'emploi de la force brutale, mais ce n'est que par exception. Dans le cours ordinaire des choses, le travailleur peut être abandonné à l'action des « lois naturelles » de la société, c'est-à-dire à la dépendance du capital, engendrée, garantie et perpétuée par le mécanisme même de la production. Il en est autrement pendant la genèse historique de la production capitaliste. La bourgeoisie naissante ne saurait se passer de l'intervention constante de l'Etat ; elle s'en sert pour « régler » le salaire, c'est-à-dire pour l'abaisser au niveau convenable, pour prolonger la journée de travail et maintenir le travailleur lui-même au degré

de dépendance voulue. C'est là un moment essentiel de l'accumulation primitive. »

On lit de même au ch. XXX « *Contre-coup de la révolution agricole sur l'industrie. Etablissement du marché intérieur pour le capital industriel* » :

« Les divers moments de l'accumulation primitive (...) se combinent systématiquement (...) dans le système colonial, système moderne de tribut et de protectionnisme. Les méthodes s'appuient en partie sur la violence la plus brutale, comme par exemple le système colonial. Mais toutes se servent du pouvoir de l'Etat, violence concentrée et organisée de la société, pour susciter artificiellement le processus de transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste et pour accélérer les transitions. *La violence est l'accoucheuse de toute vieille société enceinte d'une société nouvelle. Elle constitue par elle-même une puissance économique.* »

Si l'on applique ces passages à la situation des marchés sous-développés, il est clair qu'il y existe toutes les conditions « négatives » de la création d'un marché national proprement dit. Quant au « marché national indépendant », c'est une conception qui n'a rien à faire avec le marxisme : dans toute l'analyse de Marx et d'Engels, on trouve en effet cette considération fondamentale que plus les caractéristiques spécifiques du marché apparaissent nettement, plus aussi toute l'économie de ce dernier s'insère dans la division internationale du travail et plus donc augmente de ce fait sa « dépendance » de l'étranger.

INDEPENDANCE POLITIQUE ET INDEPENDANCE ECONOMIQUE

De ce qui précède, il résulte de façon tout aussi évidente que l'indépendance politique, c'est-à-dire la constitution en Etat national centralisé, est la condition fondamentale du développement ultérieur des forces productives. Prétendre que la réalisation de cette condition exige l'indépendance économique préalable à l'égard des métropoles signifie condamner toutes les aires sous-développées à se résigner à l'oppression des grandes puissances, car, sous le capitalisme, une telle indépendance ne peut exister pour aucune partie du monde, tandis que le triomphe du socialisme remplacera le système mercantile international non pas par l'autarchie de ses différents composants, mais par le « plan mondial ».

Mais écoutons Lénine dans « Sur le droit d'auto-détermination des nations » (février-mai 1914) :

« Peut-on parler sérieusement, s'écrie R. Luxembourg, de la « libre disposition » des Monténégrins, des Bulgares, des Roumains, des Serbes, des Grecs, formellement indépendants, en partie même des Suisses, dont l'indépendance est elle-même le produit de la lutte politique et du jeu diplomatique du « concert européen » ? » ! (p. 500). Ce qui correspond le mieux aux condi-

tions, « ce n'est pas l'Etat national, comme le pense Kautsky, mais l'Etat de proie ». Et de citer quelques dizaines de chiffres sur la grandeur des colonies appartenant à l'Angleterre, à la France, etc.

« Lorsqu'on lit de semblables raisonnements, on ne peut que s'étonner de la capacité de l'auteur à ne pas comprendre *le pourquoi de la chose*. Enseigner à Kautsky d'un air sentencieux que les petits Etats dépendent économiquement des grands ; qu'entre les Etats bourgeois la lutte se poursuit pour écraser et spolier les autres nations ; qu'il existe un impérialisme et des colonies, c'est raffiner ridiculement et d'une façon puérole, car tout cela n'a pas le moindre rapport avec la question. Non seulement les petits Etats, mais aussi la Russie par exemple, dépendent entièrement, au point de vue économique, de la puissance du capital financier impérialiste des « riches » pays bourgeois. Non seulement les Etats-miniatures des Balkans, mais aussi l'Amérique du XIX^e siècle était économiquement une colonie de l'Europe, ainsi que Marx le disait déjà dans le *Capital* (1). Tout cela, bien entendu, Kautsky et chaque marxiste le savent parfaitement, mais cela est décidément hors de propos dans la question des mouvements nationaux et de l'Etat national.

« Au problème de la libre disposition politique des nations dans la société bourgeoise, de leur indépendance en tant qu'Etat, Rosa Luxembourg a substitué la question de leur autonomie et de leur indépendance économiques. Cela est aussi intelligent que si, lors de la discussion de la revendication-programme sur la suprématie du Parlement, c'est-à-dire de l'Assemblée des représentants du peuple dans l'Etat bourgeois, on entreprenait d'exposer sa conviction absolument juste de la suprématie du gros capital, quel que soit le régime, dans un pays bourgeois.

« Nul doute qu'une portion considérable de l'Asie, la partie du monde la plus peuplée, ne se trouve dans la situation soit de colonies des « grandes puissances », soit d'Etats extrêmement dépendants et nationalement opprimés. Cette circonstance universellement connue infirme-t-elle en quoi que ce soit ce fait incontestable qu'en Asie même, les conditions du développement le plus complet de la production marchande, de l'essor le plus libre, le plus large et le plus rapide du capitalisme n'existent qu'au Japon, c'est-à-dire uniquement dans un Etat national indépendant ? Cet Etat est bourgeois ; aussi a-t-il lui-même commencé à opprimer d'autres nations et à asservir des colonies ; nous ignorons si l'Asie parviendra, avant la faillite du capitalisme, à constituer un système d'Etats nationaux indépendants, à l'instar de l'Europe. Mais une chose est incontestable, c'est qu'en éveillant l'Asie, le capitalisme a suscité, là aussi, partout des mouvements nationaux ; que ces mouvements tendent à constituer des Etats nationaux en Asie ; que précisément de tels Etats assurent au capitalisme les meilleures conditions de développement. L'exemple de l'Asie témoigne *en faveur de Kautsky, contre Rosa Luxembourg*.

(1) Voir K. Marx : *Le Capital*, t. III, p. 206, Editions sociales, 1950.

« L'exemple des Etats balkaniques, lui aussi, témoigne contre elle, car chacun voit aujourd'hui que les meilleures conditions de développement du capitalisme dans les Balkans se créent précisément dans la mesure où des Etats nationaux indépendants se constituent dans cette péninsule.

Ainsi l'exemple de toute l'humanité civilisée la plus avancée, celui des Balkans et celui de l'Asie démontrent, en dépit de Rosa Luxembourg, l'absolue justesse de la thèse de Kautsky : l'Etat national est la règle et la « norme » du capitalisme ; l'Etat à composition nationale hétérogène n'est qu'un stade arriéré ou une exception. Du point de vue des rapports entre nationalités, l'Etat national offre incontestablement les meilleures conditions pour le développement du capitalisme. Cela ne signifie évidemment pas qu'un tel Etat, sur le terrain des rapports bourgeois, exclut l'exploitation et l'oppression de nations. Cela veut dire seulement que des marxistes ne peuvent perdre de vue les puissants facteurs *économiques* qui engendrent les tendances à la création d'Etats nationaux. Cela veut dire que dans le programme des marxistes, la « libre disposition des nations » *ne peut avoir*, du point de vue historico-économique, d'autre signification que la libre disposition politique, l'indépendance en tant qu'Etat, la formation d'un Etat national. »

LES TACHES DU PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE FACE A LA QUESTION NATIONALE DANS LES AIRES SOUS-DEVELOPPEES

Comme nous l'avons vu chez Lénine, même pour un Etat de dictature prolétarienne, la reconnaissance du droit des peuples opprimés à l'auto-détermination est une nécessité imprescriptible, afin de priver la bourgeoisie de l'intérieur de ses multiples liens politiques avec les forces conservatrices des aires opprimées et pour en détruire le potentiel contre-révolutionnaire. Il est donc évident que le prolétariat métropolitain ne pourra mener aucune lutte révolutionnaire cohérente pour ses objectifs de classe sans intégrer à son programme le principe de l'auto-détermination et sans combattre avec décision pour qu'il soit respecté.

Mais puisque la nécessité de cette lutte découle directement des buts ultimes du mouvement ouvrier, et non pas de l'appréciation de la situation contingente, il est tout aussi évident que le mouvement révolutionnaire ne doit ni ne peut faire dépendre la revendication du droit à la séparation politique de l'existence réelle d'un mouvement indépendantiste dans les aires opprimées. Cette revendication doit être défendue même si dans les zones sous-développées et en général opprimées n'existe qu'un mouvement national inconscient, ce qui ne veut pas dire qu'il faille pour autant singer les attitudes de ce dernier ou lui subordonner la ligne révolutionnaire indépendante.

On peut résumer tout ce point en disant que la question de l'auto-déter-

mination n'est pas un problème tactique d'alliances, mais de réalisation dialectique de l'unité prolétarienne internationale dans la lutte.

Toujours dans « *Sur le droit d'auto-détermination des nations* », Lénine expose ainsi le problème au par. 4, « Le praticisme dans la question nationale » :

« La bourgeoisie qui, au début de tout mouvement national, joue naturellement un rôle d'hégémonie (de direction), qualifie d'action pratique le soutien de toutes les aspirations nationales. La politique du prolétariat dans la question nationale (de même que dans les autres questions) ne soutient la bourgeoisie que dans une direction déterminée, mais ne coïncide jamais avec sa politique. La classe ouvrière soutient la bourgeoisie uniquement dans l'intérêt de la paix nationale (que la bourgeoisie ne peut donner entièrement et qui n'est réalisable que dans la mesure d'une *entière* démocratisation), dans l'intérêt de l'égalité en droits, afin d'assurer à la lutte de classes l'ambiance la plus favorable. Aussi les prolétaires *opposent-ils* précisément au *praticisme* de la bourgeoisie une politique *de principe* dans la question nationale ne soutenant jamais la bourgeoisie que *conditionnellement*. Dans la cause nationale, toute bourgeoisie veut soit des privilèges soit des avantages exceptionnels pour *sa* nation ; c'est ce qu'on entend par « pratique ». Le prolétariat est contre tout privilège, contre tout exclusivisme. Exiger qu'il soit « pratique », c'est marcher sous la houlette de la bourgeoisie, c'est verser dans l'opportuniste.

« Répondre par « oui ou non » à la question de la séparation de chaque nation ? C'est là, semble-t-il, une revendication très « pratique ». Or, en fait elle est absurde, elle est métaphysique théoriquement et elle conduit dans la pratique à subordonner le prolétariat à la politique de la bourgeoisie. La bourgeoisie met toujours au premier plan ses revendications nationales. Elle les formule de façon catégorique. Pour le prolétariat, elles sont subordonnées aux intérêts de la lutte de classes. Théoriquement, on ne saurait affirmer par avance si c'est la séparation d'une nation ou son égalité en droits avec une autre nation qui achèvera la révolution démocratique bourgeoise ; pour le prolétariat, il importe *dans les deux cas* d'assurer le développement de sa propre classe ; ce qui importe pour la bourgeoisie, c'est d'entraver ce développement, en en reléguant les tâches derrière celles de « sa » nation. Aussi le prolétariat se borne-t-il à revendiquer de façon toute négative, pour ainsi dire, la reconnaissance du *droit* de libre disposition, sans rien garantir à aucune nation, ni s'engager à rien donner *aux dépens* d'une autre nation.

« Cela n'est pas « pratique » ? Soit. Mais en fait, cela garantit le mieux la plus démocratique des solutions possibles ; ce qu'il faut au prolétariat, ce sont *uniquement* ces garanties ; ce qu'il faut à la bourgeoisie de chaque nation, c'est que soient garantis *ses* avantages, sans égard à la situation (aux désavantages possibles) des autres nations.

« Ce qui intéresse surtout la bourgeoisie, c'est la « possibilité » de faire aboutir une revendication donnée ; d'où la perpétuelle politique de transactions avec la bourgeoisie des autres nations au détriment du prolétariat. Au prolétariat, par contre, il importe de renforcer sa propre classe contre la bour-

geoisie, d'éduquer les masses dans l'esprit d'une démocratie conséquente et du socialisme. »

« Les intérêts de la classe ouvrière et de sa lutte contre le capitalisme exigent la solidarité complète et la plus étroite unité des ouvriers de toutes les nations ; ils exigent qu'une riposte soit infligée à la politique nationaliste de la bourgeoisie de quelque nationalité que ce soit. Aussi, ce serait pour les social-démocrates se soustraire aux tâches de la politique prolétarienne et subordonner les ouvriers à la politique bourgeoise, que de dénier aux nations le droit de disposer d'elles-mêmes, (c'est-à-dire le droit des nations opprimées de se séparer) aussi bien que d'appuyer toutes les revendications nationales de la bourgeoisie des nations opprimées. Il est indifférent à l'ouvrier salarié que son principal exploiteur soit la bourgeoisie grand-russe, de préférence à l'allogène, ou à la polonaise de préférence à la juive, etc. L'ouvrier salarié conscient des intérêts de sa classe, est indifférent aux privilèges d'Etat des capitalistes grand-russes comme aux promesses des capitalistes polonais ou ukrainiens d'instaurer le paradis sur terre lorsqu'ils détiendront des privilèges dans l'Etat. De toute façon, le développement du capitalisme se poursuit et se poursuivra dans un Etat hétérogène unique aussi bien que dans des Etats nationaux distincts.

« Dans tous les cas, l'ouvrier salarié subira l'exploitation, et pour lutter contre elle avec succès, il faut que le prolétariat soit affranchi de tout nationalisme ; que les prolétaires soient, pour ainsi dire, entièrement neutres dans la lutte de la bourgeoisie des différentes nations pour la suprématie. Le moindre appui accordé par le prolétariat d'une nation quelconque aux privilèges de « sa » bourgeoisie nationale provoquera inévitablement la défiance du prolétariat de l'autre nation, affaiblira la solidarité internationale de classe des ouvriers, les désunira pour la plus grande joie de la bourgeoisie. Or, nier le droit de libre disposition ou de séparation signifie nécessairement, dans la pratique, soutenir les privilèges de la nation dominante. »

Même du point de vue de la nation opprimée, la question ne peut être posée qu'en termes de classe.

La bourgeoisie lutte contre l'oppression politique des grandes puissances uniquement pour défendre ses intérêts immédiats qui ne dégagent en aucune façon cette odeur de sainteté que certains voudraient leur attribuer. Elle ne peut poser la question du pouvoir que quand les avantages qu'elle tirerait de sa conquête sont supérieurs à ceux qu'elle tire de la persistance du *statu quo* ; mais elle est disposée à renoncer immédiatement à la lutte si elle se voit menacée de perdre un des privilèges déjà obtenus ou d'être submergée par le mouvement révolutionnaire du prolétariat et du peuple en général, retournant, comme l'histoire en a donné des exemples qui sont pour elle un terrible avertissement, les fusils contre elle.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire des pays opprimés voit au contraire dans l'Etat national centralisé un puissant levier de développement des forces productives, et non pas le moyen d'obtenir des avantages matériels immédiats, et sa lutte pour l'instauration de cet Etat est la manifestation naturelle de sa

lutte pour le pouvoir. La question ne se pose pas de façon différente que pour la Russie de Lénine, malgré un apparent renversement de termes : là nous avons un Etat oppresseur qui aurait pris une physionomie d'Etat démocratique (c'est-à-dire national et centralisé) en libérant les nations opprimées ; ici, nous avons affaire à des aires sous-développées, qui ne peuvent se constituer en Etat national qu'en conquérant leur indépendance politique. Pourtant, même pour les pays sous-développés, la seule perspective pour un éventuel mouvement prolétarien révolutionnaire est celle de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans et de sa transcroissance en dictature accomplissant des tâches socialistes dans le cadre de la révolution mondiale.

Jusqu'à quel point sommes-nous condamnés dans l'avenir immédiat à assister à des mouvements nationalistes inconséquents mêlant succès et insuccès et jusqu'à quel point des révolutions du type sus-mentionné sont-elles au contraire possibles, cela ne dépendra pas immédiatement du degré de l'oppression impérialiste, mais plutôt de la persistance ou non de la domination jusqu'ici incontestée de l'opportunisme qui non seulement a fait perdre la boussole révolutionnaire à la classe ouvrière métropolitaine, mais a dévié de sa voie celle de la périphérie sous-développée.

En tous cas, le principe fondamental reste que la confluence des divers mouvements réels du prolétariat en une force révolutionnaire unique ne pourra se faire sans que ce dernier se réapproprie son programme communiste intégral au feu de multiples conflits de classe. Le déclenchement d'un processus révolutionnaire aussi bien au centre qu'à la périphérie, la résolution des problèmes complexes de l'un et de l'autre ne peuvent résulter de mains chrétiennement tendues, ni d'embrassades entre ouvriers ivres de démocratisation et politiciens de couleur déjà rompus à tous les stratagèmes diplomatiques, et encore moins des aventures guerrières d'une jeunesse dorée dans les savanes et les jungles. Ils exigent au contraire un Parti capable de dépasser les particularités des situations pour suivre la voie d'un programme unique et immuable, celui du marxisme révolutionnaire.

La "pensée de Mao"

expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale

Le communisme scientifique révolutionnaire est le résultat de l'assimilation **critique** d'un acquis antérieur qui s'est faite à la lumière des premières révoltes du prolétariat industriel moderne contre les conditions de vie imposées par le capitalisme. Cet acquis est celui de l'économie politique anglaise, de la philosophie classique allemande (dialectique idéaliste de Hegel, tentative insuffisante, mais féconde de Feuerbach de la « redresser » dans le sens matérialiste) et enfin du socialisme français, de Babeuf et Buonarroti aux utopistes et à Blanqui.

Telles sont « **les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme** » indiquées par Lénine dans un article de mars 1913 où il note que Marx a tiré sa doctrine de la lutte des classes « des révolutions orageuses qui accompagnèrent partout en Europe et principalement en France la chute de la féodalité et du servage » et dans lesquelles « pas une seule liberté politique n'a été conquise sur la classe des féodaux sans une **résistance acharnée** (NDR : souligné par nous), pas un seul pays capitaliste ne s'est constitué sur une base plus ou moins libre, démocratique, sans qu'une **lutte à mort** (idem) n'ait mis aux prises les différentes classes de la société... ». Lénine s'y attache à souligner que Marx a appliqué cette doctrine de **façon cohérente** à la société bourgeoise en montrant que « les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris à discerner les **intérêts** de telles ou telles classes derrière les phrases, les déclarations, les promesses morales, religieuses, politiques et sociales », en avertissant que « les partisans des réformes ou améliorations seront toujours dupés par les défenseurs de l'ancien ordre de choses aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes » et en concluant de façon **révolutionnaire** que « pour briser la résistance de ces classes, il n'y a qu'un moyen : trouver dans la société même qui nous entoure, puis éduquer et organiser pour la lutte les forces qui peuvent et qui, de par leur situation sociale, doivent devenir la force capable de balayer l'ordre ancien et d'en créer un nouveau ».

Si le marxisme est la doctrine de classe du prolétariat, ce n'est donc pas parce qu'il enregistrerait ou codifierait des solutions spontanément « découvertes » par ce dernier grâce

à la seule expérience de sa lutte immédiate : c'est parce qu'ayant diagnostiqué les graves contradictions du capitalisme, il montre sur la base de l'étude scientifique des révolutions bourgeoises la nécessité de les trancher par la violence qui s'impose à la seule classe qui, au sein de la société bourgeoise, soit intégralement révolutionnaire, quand elle agit comme classe, c'est-à-dire quand elle est dirigée par le parti politique qui exprime sa mission historique : le prolétariat. Tirée des révolutions bourgeoises, cette conclusion a été confirmée par les défaites répétées que cette classe, qui « est révolutionnaire ou n'est rien » a subies depuis juin 1848.

LA THEORIE REVOLUTIONNAIRE PREMISSE DE L'ACTION REVOLUTIONNAIRE

« La théorie de Marx, écrivait encore Lénine dans **Notre programme** (Seconde moitié de 1899), a élucidé la véritable tâche d'un parti socialiste révolutionnaire : non pas inventer des plans de réorganisation de la société, non pas prêcher aux capitalistes et à leurs valets l'amélioration du sort des ouvriers, non pas tramer des conspirations, mais organiser la lutte de classe du prolétariat et diriger cette lutte dont le but final est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation de la société socialiste. »

On lit de même dans **Entretien avec les défenseurs de l'économisme** (6 décembre 1901) : « Ils s'embrouillent dans la question des rapports entre les éléments « matériels » (spontanés) du mouvement et les éléments idéologiques (conscients, agissant « d'après un plan »). Ils ne comprennent pas qu'un « idéologue » n'est digne de ce nom que s'il marche en avant du mouvement spontané et lui indique le chemin, s'il sait avant les autres résoudre toutes les questions de théorie, de politique, de tactique et d'organisation auxquelles se heurtent fatalement les « éléments matériels » du mouvement. Pour réellement « tenir compte des éléments matériels du mouvement », il faut les aborder dans un sens critique, il faut savoir élever la spontanéité jusqu'à la conscience. Mais affirmer que les idéologues (c'est-à-dire les dirigeants conscients) ne peuvent détourner le mouvement de la voie déterminée par l'interaction du milieu et des éléments, c'est oublier cette vérité première que la conscience participe à cette interaction et à cette détermination. Les syndicats ouvriers catholiques et anarchistes d'Europe sont aussi le résultat inévitable de l'interaction du milieu et des éléments, mais c'est la conscience des popes et des Zoubatov (NDR : Zoubatov, 1864-1917, colonel de gendarmerie, fondateur en 1901-1903 de syndicats ouvriers sous les auspices de la police), et non pas celle des socialistes ».

Certes, « le marxisme ne pouvait pas naître au moyen-âge, parce que le prolétariat n'existait pas encore et que la théorie marxiste manquait ainsi de base naturelle », comme Boukharine le notait dans **La Théorie du matérialisme historique** ; mais la base naturelle de la doctrine est une chose et la doctrine elle-même en est une autre : même en présence de cette base, le marxisme n'aurait jamais existé sans les « trois sources et parties constitutives » dont nous venons de parler. Dans sa lettre à Weydemeyer du 5 mars 1852, Marx définit ainsi ce qui fait l'originalité de sa doctrine : « En ce qui me concerne, je n'ai le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société contemporaine ni la lutte qu'elles se livrent entre elles. Des historiens bourgeois avaient exposé bien longtemps avant moi le développement historique de la lutte entre les classes, et quelques économistes bourgeois, l'anatomie économique de celles-ci. Ce que j'ai fait de nouveau, c'est d'avoir démontré : 1) que l'existence des classes ne concerne que certaines phases du développement de la production. 2) Que la lutte de classe conduit nécessairement à la dictature du prolétariat. 3) Que cette dictature elle-même n'est qu'une transition vers la suppression de toutes les classes, vers la société sans classes ».

Commentant ce passage que Lénine a jeté à la face de l'opportunisme comme principe **fondamental** valable pour toutes les époques et toutes les révolutions, nous disions dans notre **Dialogue avec les Morts** (mars 1957) : « Cette découverte originale du marxisme n'est pas une de ces « conquêtes créatives » de l'expérience historique dont Messieurs les communistes d'aujourd'hui aiment tant parler.

En effet, Marx l'a établie alors que l'histoire n'avait encore donné aucun exemple de dictature du prolétariat et à plus forte raison de suppression des classes (1). Lénine en a fait un principe indérogeable, après qu'Engels eut montré dans la Commune de Paris le premier exemple historique de cette dictature et peu après que la première dictature stable eut remporté un triomphe éclatant, tout en subissant encore de très violents assauts ennemis et donc très longtemps avant la disparition des classes et de l'Etat, qui, aujourd'hui encore, reste très lointaine. » (**Dialogue avec les morts**, mars 1957).

Malgré ses « trois sources », en tant que critique scientifique du capitalisme parvenu à maturité et de ses contradictions insurmontables, le communisme est « monolithique » et « naît tout d'une pièce ». Il est « invariant » tant que subsistent le mode et donc les rapports capitalistes de production, qui ne peuvent être réduits ni à de simples dispositions juridiques, ni à des relations entre personnes, mais se résument dans la monopolisation des moyens de production par la classe dominante dont l'effet est la spoliation de la classe dominée — c'est-à-dire la séparation du travailleur de ses moyens de production et de son produit — et une généralisation des échanges monétaires incluant la transformation de la force de travail en marchandise, toutes choses qui débordent le cadre de la « propriété privée » du droit romain.

Si le communisme de Marx et d'Engels est scientifique, c'est qu'il dégage les tendances dynamiques du système bourgeois, déchiffre ses solutions de classe à ses propres contradictions et prévoit ses grandes lignes de développement historiques. Et cette capacité, il la doit à une conception matérialiste-dialectique du monde qui dépasse, tout en intégrant les aspects féconds dans le domaine de la théorie de la connaissance, aussi bien la philosophie elle-même comme branche autonome du savoir que tous les systèmes philosophiques.

Si le communisme marxiste est scientifique, c'est donc parce qu'il n'est ni une utopie ni une **idéologie** et qu'il s'oppose même à la contamination toujours possible de l'idéologie qui, pour représenter les événements historiques, use de catégories à priori au lieu d'examiner la forme sociale au sein de laquelle ces événements se sont produits et de définir non seulement les caractères constants et spécifiques de cette forme, mais les lois de son évolution. C'est précisément pour cela que face à la confirmation toujours plus nette des prévisions marxistes, la **réaction idéologique conservatrice** se voit contrainte à accepter **sous conditions**, la doctrine prolétarienne. Cela signifie qu'au lieu de la contester en bloc, elle la mutilé ou de ses conclusions révolutionnaires ou de ses conséquences stratégique-tactico-organisatives. En d'autres termes elle cherche précisément à en faire une simple **idéologie** ou encore à la réduire à une compilation plus ou moins amorphe de **faits** (le « fait divin » du « positivisme merdeux » !), rassemblés par un **empirisme privé de pensée**. Cette réaction peut évidemment se présenter comme « ultra-progressiste » et à plus forte raison prétendre qu'elle a « dépassé le marxisme ».

(1) Dans les **Luttes de classe en France** (« du 13 juin 1849 au 10 mars 1850 »), Marx affirme clairement que les **blanquistes** ont revendiqué la dictature du prolétariat et la suppression des classes ; ce qui caractérise pourtant la conception de Marx est qu'il détermine les **conditions** de l'une et de l'autre ; c'est en cela que son communisme est scientifique. Celui de Blanqui est un **communisme révolutionnaire** mais non scientifique (Cf. **Le dix-huit brumaire**, « Blanqui et ses partisans, les communistes révolutionnaires, c'est-à-dire les véritables chefs du parti prolétarien »).

Utilisation et révision de la doctrine du communisme scientifique

Dans *Marxisme et révisionnisme* (mars-avril 1908), Lénine écrit :

« Lorsque le marxisme eut supplanté les théories adverses tant soit peu cohérentes, les tendances que ces théories traduisaient recherchèrent des voies nouvelles. Les formes et les motifs de la lutte avaient changé, mais la lutte continuait. (...) Le socialisme pré-marxiste est battu. Il poursuit la lutte, non plus sur son terrain propre, mais sur le terrain général du marxisme, en tant que révisionnisme. (...) Et de l'essence même de cette politique (NDR révisionniste) découle de ce fait évident qu'elle peut varier ses formes à l'infini, et que chaque question un peu « nouvelle », chaque changement un peu inattendu ou imprévu des événements — même si le cours essentiel de ceux-ci n'en est modifié qu'à un degré infime et pour une très brève période — engendreront inévitablement et toujours telles ou telles variétés de révisionnisme.

« Ce qui rend le révisionnisme inévitable, ce sont les racines sociales qu'il a dans la société moderne. Le révisionnisme est un phénomène international (...) Même le « révisionnisme de gauche », qui apparaît aujourd'hui dans les pays latins comme un « syndicalisme révolutionnaire », s'adapte lui aussi au marxisme en le « corrigeant » : Labriola, en Italie, Lagardelle en France, en appellent à tout moment de Marx mal compris à Marx bien compris ».

Cette exploitation d'éléments « marxistes », inévitablement alliée à l'adjonction d'« autres éléments » nécessairement puisés dans le patrimoine idéologique de la bourgeoisie (2) a un but évident : « isoler » du marxisme ce qui est acceptable par la bourgeoisie, c'est-à-dire détacher certains points de cette doctrine des prémisses et des conséquences dont ils sont indissociables de façon à les dénaturer faute de quoi ils ne pourraient précisément pas être insérés dans le cadre d'une idéologie bourgeoise. Tout cela peut être utile au capitalisme et c'est pourquoi il utilise cette méthode à usage tantôt interne tantôt externe, de façon directe ou indirecte (3).

Le fait que les mouvements national-révolutionnaires, démocratiques bourgeois (du moins dans leur aile la plus avancée) donnent à leurs buts qui sont l'accumulation primitive du capital et la formation de l'Etat capitaliste moderne un travestissement socialiste n'a donc rien qui doive surprendre : ce fait s'explique parfaitement par la composition sociale de ces mouvements qui se recrutent essentiellement dans les masses travailleuses, dans une plèbe de paysans pauvres, d'ouvriers d'extraction paysanne plus ou moins récente,

(2) Dans l'article sus-mentionné, Lénine note que les objections des révisionnistes au **blanquisme** marxiste « forment un système assez cohérent, le système des conceptions libérales bourgeoises connues depuis longtemps ».

(3) Un exemple évident d'**usage interne** : les strouvistes et les marxistes légaux russes utilisant le marxisme pour démontrer à la rachimée bourgeoise locale la nécessité historique de l'instauration du capitalisme, même dans la Sainte Russie. Des théories ouvertement conservatrices professées dans les universités bourgeoises reprennent telle ou telle « partie » du marxisme en les détachant de l'ensemble de la doctrine, pour affirmer que des faits nouveaux imposent une mise à jour (par exemple le *Capital* n'aurait décrit que le « capitalisme manchestérien »). Autre procédé : on accepte l'exaltation marxiste du caractère révolutionnaire de l'expansion capitaliste pour faire l'apologie du pillage colonial ou encore pour « justifier » le fédéralisme, l'européisme, la Société des Nations, etc.

L'**usage externe** : il est pratiqué par la bourgeoisie et par ses « lieutenants ouvriers » et par diverses franges petites-bourgeoises au... « bénéfice du prolétariat ». On n'a ici que l'embaras du choix : toutes les formes d'immédiatisme et d'opportunisme qui théorisent le suivisme sont des manifestations de ce phénomène.

de semi-prolétaires, de coolies, etc. ; ce sont ces couches qui donnent à la démocratie révolutionnaire bourgeoise insurrectionnaliste (ou à ses secteurs plus ou moins avancés) une coloration plus ou moins vaguement « communiste ».

C'est ce qui s'était déjà produit en substance avec les Enragés de la grande révolution française, les Niveleurs anglais de l'époque de Cromwell, les Tai-ping et le populisme de Sun Yat-sen. De même, dès 1850, dans sa *Guerre des Paysans en Allemagne*, Engels notait que l'hérésie religieuse apparue chez les paysans et qui était tout à fait indépendante de l'hérésie bourgeoise de Luther « exprimait directement les besoins des paysans et des plébiens et fut presque toujours liée à une insurrection » (4).

A l'époque présente qui est celle d'un capitalisme mûr et même arrivé depuis longtemps à sa phase ultime, l'impérialisme, la contre-révolution stalinienne a rompu le lien entre le mouvement ouvrier métropolitain et les insurrections démocratiques dans les aires pré-capitalistes en déniait au prolétariat local le rôle dirigeant dans la révolution démocratique-bourgeoise que l'Internationale de 1920 revendiquait pour lui et donc en s'opposant à toute tendance à la double révolution :

« Lénine nous enseigne que la révolution démocratique-bourgeoise ne peut être conduite à son terme sans l'alliance entre la classe ouvrière et des paysans sous la direc-

(4) Engels, in *La Guerre des Paysans*, écrit ce qui suit, de cette hérésie paysanne :

« Elle comportait, certes, toutes les revendications de l'hérésie bourgeoise concernant les prêtres, la papauté et le rétablissement de la constitution de l'Eglise primitive, mais elle allait aussi infiniment plus loin. Elle voulait que les conditions d'égalité du christianisme primitif soient rétablies entre les membres de la communauté et reconnues également comme norme pour la société civile. De « l'égalité des hommes devant Dieu », elle faisait découler l'égalité civile, et même, en partie déjà, l'égalité des fortunes. (...) Cette hérésie paysanne-plébiennne (...) apparaît habituellement de façon tout à fait indépendante à côté de l'hérésie bourgeoise. (...) »

« Les plébiens constituaient, à l'époque, la seule classe placée tout à fait en dehors de la société officielle. Ils étaient en dehors de l'association féodale, comme de l'association bourgeoise. Ils n'avaient ni privilèges, ni propriété, et ne possédaient même pas, comme les paysans et les petits bourgeois, un bien, fût-il grevé de lourdes charges. Ils étaient sous tous les rapports sans biens et sans droits. Leurs conditions d'existence ne les mettaient jamais en contact direct avec les institutions existantes, qui les ignoraient complètement. Ils étaient le symbole vivant de la décomposition de la société féodale et corporative bourgeoise, et, en même temps, les premiers précurseurs de la société bourgeoise moderne. »

« C'est cette situation qui explique pourquoi, dès cette époque, la fraction plébiennne ne pouvait pas se limiter à la simple lutte contre le féodalisme et la bourgeoisie privilégiée ; elle devait, du moins en imagination, dépasser la société bourgeoise moderne à peine naissante. Elle explique pourquoi cette fraction, exclue de toute propriété, devait déjà mettre en question des institutions, des conceptions et des idées qui sont communes à toutes les formes de société reposant sur les antagonismes de classe. (...) Mais, en même temps, cette anticipation par delà non seulement le présent, mais même l'avenir ne pouvait avoir qu'un caractère violent, fantastique, et devait, à la première tentative de réalisation pratique, retomber dans les limites restreintes imposées par les conditions de l'époque. Les attaques contre la propriété privée, la revendication de la communauté des biens, devaient se désagréger en une organisation grossière de la bienfaisance. La vague égalité chrétienne pouvait, tout au plus, aboutir à l'égalité civile devant la loi ; la suppression de toute autorité devint, en fin de compte, la constitution de gouvernements républicains élus par le peuple. L'anticipation en imagination du communisme était, en réalité, une anticipation des conditions bourgeoises modernes. (...) »

« Non seulement le mouvement de l'époque, mais son siècle lui-même, n'étaient pas encore mûrs pour la réalisation des idées qu'il avait seulement commencé lui-même à pressentir confusément. La classe qu'il représentait (N.D.L.R. : il s'agit de Munzer, à la tête du « Conseil éternel » de Mulhausen issu de l'insurrection paysanne-plébiennne), bien loin d'être complètement développée et capable de dominer et de transformer toute la société, ne faisait que naître. La transformation sociale qui hantait son imagination était encore si peu fondée dans les conditions matérielles de l'époque, que ces dernières préparaient même un ordre social qui était précisément le contraire de celui qu'il rêvait d'instituer. De plus, il restait lié à ses anciens prêches sur l'égalité chrétienne et la communauté évangélique des biens. Il devait donc, tout au moins, essayer de les mettre en application. C'est pourquoi il proclama la communauté des biens, l'obligation au travail pour tous et la suppression de toute autorité. Mais, en réalité, Mulhausen resta une ville libre républicaine, avec une constitution un peu démocratisée, avec un Sénat élu au suffrage universel, soumis au contrôle de l'assemblée des citoyens, et un système de ravitaillement des pauvres improvisé à la hâte. La révolution sociale, qui épouvantait à tel point les contemporains bourgeois protestants, n'alla jamais, en fait, au-delà d'une faible et inconsciente tentative pour instaurer prématurément la future société bourgeoise. »

tion du prolétariat. Non seulement cela est applicable à la Chine et aux pays coloniaux et semi-coloniaux, mais c'est la seule voie possible pour remporter la victoire dans ces pays. Il en résulte qu'à l'époque actuelle de guerres impérialistes et de révolutions prolétariennes où existe un pouvoir comme celui de l'URSS, la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat aurait eu, sous la forme soviétique, toutes les chances de se transformer de façon relativement rapide en révolution socialiste ». (*Plate-forme de l'Opposition de l'URSS, 1927, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, etc. IX*).

L'éviction politique, puis l'élimination physique de la direction prolétarienne aussi bien dans les métropoles que dans les pays pré-capitalistes, la destruction de l'Internationale ne laissèrent subsister dans les aires de révolution démocratique que des directions bourgeoises ou petites-bourgeoises ; la base plébéienne du mouvement national-révolutionnaire qui ne pouvait plus se rallier à un pôle révolutionnaire international fut ainsi privée de toute possibilité d'indépendance à l'égard de celles-ci, unique voie réelle au socialisme ; mais elles ne cessèrent pas pour autant (à quelques exceptions près qui confirment la règle) de parler le langage d'une idéologie « socialiste » aux accents « marxistes », pour des raisons semblables à celles qui expliquent le socialisme petit-bourgeois ou le révisionnisme contemporain.

Notre thèse est que l'idéologie maoïste résulte justement de la combinaison du révisionnisme (stalinien en l'occurrence) et de ce travestissement socialiste de tâches étroitement bourgeoises-nationales. Ce travestissement a d'ailleurs été lui-même utilisé par le stalinisme, tant sur le plan international que sur le plan intérieur où il a identifié son ébauche d'industrialisation capitaliste avec l'« édification du socialisme dans un seul pays », rompant ainsi avec le bolchevisme — doctrine et pratique de révolution internationale. (4 bis)

De façon ultra-synthétique, on peut affirmer que le « maoïsme » et son expression « théorique », la « pensée de Mao », sont le formalisme de la contre-révolution stalinienne et l'idéologie de la révolution bourgeoise démocratique en Chine, laquelle est née en étroite liaison avec l'écrasement du prolétariat chinois en 1927, justement grâce aux bons offices du stalinisme, « organisateur de défaites » et « fossoyeur de la révolution ».

Le néo-menchevisme stalinien en Chine

Avec la stratégie de ce qu'il a appelé la « révolution par étapes », ce que le stalinisme a imposé au prolétariat chinois a été le schéma menchevik classique combattu par Lénine dans ses *Deux Tactiques* de 1905 et dans *Lettres de Loin* et les *Thèses d'Avril* de 1917 dans la ligne du *Manifeste*, de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, de la *Lutte des Classes en France*, de l'*Adresse* de 1850, c'est-à-dire de la doctrine, de la stratégie et de la tactique marxistes classiques de la « double révolution » (la « révolution permanente » de Marx).

« Nous avons eu en Chine un exemple classique d'application de la tactique menche-

(4 bis) Dans la *Révolution Inachevée*, 1967, chapitre II, Isaac Deutscher qui n'a pourtant cessé d'attaquer le bolchevisme d'un point de vue menchevik, luxembourgien et paléo-trotskiste comme doctrine du « substitutionnisme », écrit : « Le fait que Staline n'a pas pu consolider son autocratie que sur les cadavres de la plupart des chefs qui avaient été à l'origine de la révolution et de leurs partisans, et qu'il a même dû se hisser par-dessus les cadavres de fidèles staliniens, donne la mesure de la profondeur et de la force des résistances qu'il lui a fallu briser ».

vique dans la révolution démocratique bourgeoise. Voilà la raison pour laquelle le prolétariat chinois non seulement n'a pas eu son 1905 victorieux (Lénine) mais a joué jusqu'à maintenant, en réalité, le même rôle que le prolétariat européen pendant les révolutions de 1848 » (Plate-forme de l'opposition de l'URSS, 1927, de Trotski, Zinoviev, Kame-nev, etc., IX).

Ce n'est pas ici le lieu d'analyser comment Trotski tout en dénonçant exactement le menchevisme stalinien dans la direction de la « révolution chinoise » lui opposa sa propre conception de la « révolution permanente » comme si une transformation socialiste avait été à l'ordre du jour en Chine. Ce qui était en réalité à l'ordre du jour, était une révolution démocratique bourgeoise. Pour qu'elle puisse être menée jusqu'au bout de façon conséquente, il aurait fallu la pression puis l'hégémonie du prolétariat et de ses alliés naturels dans une telle aire géo-historique (semi-prolétariat, paysans pauvres, petits et moyens agriculteurs, petite bourgeoisie laborieuse urbaine) contre une démocratie bourgeoise inconsistante, simple ombre politique dissimulant la réalité matérielle du bloc conservateur entre les bourgeois **compradores**, les grands propriétaires fonciers, les bureaucrates, les mercenaires et tous les agents plus ou moins directs d'un impérialisme omni-présent ; car comme l'écrivait Lénine dans « Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx » : « Les révolutions d'Asie nous ont montré la même veulerie et la même bassesse du libéralisme, la même importance exceptionnelle de l'autonomie des masses démocratiques, la même délimitation précise entre prolétariat et bourgeoisie de toute espèce. » Contrairement à ce que pensait Trotski « la dictature démocratique du prolétariat et des paysans » était à l'ordre du jour dans la Chine de 1927 ; mais sa victoire exigeait une politique bolchevique et non celle formulée par Borodine citée par Trotski dans *La révolution étranglée* (9-2-1931) quand il affirmait que « dans cette révolution, les ouvriers doivent faire le travail des coolies pour la bourgeoisie ». A plus forte raison était-il absurde de déduire de ce mot-d'ordre de dictature démocratique du prolétariat et des paysans qu'il fallait constituer « un parti unique à la fois ouvrier et paysan, du type du Kuomintang », expression « du bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite bourgeoisie », comme Staline le fit dans ses *Questions du léninisme* (1928). En effet à la différence de bien des membres du C.C. d'avant avril 1917, oublieux de la doctrine de leur parti, Lénine avait toujours compris la dictature démocratique du prolétariat et des paysans comme une dictature du prolétariat s'appuyant sur les paysans pour réaliser une transformation économique démocratique bourgeoise, c'est-à-dire pour liquider l'ancien régime, opérer une réforme agraire radicale, commencer l'industrialisation, en somme jeter les bases matérielles du socialisme lui-même. De l'interprétation de Staline, Trotski dit justement : « Elle nous reporte en arrière non seulement par rapport au programme du P.C. russe de 1919, mais même par rapport au *Manifeste Communiste* de 1848 » et qu'elle est « l'idée cardinale du populisme russe (...) contre laquelle a dû lutter le parti de l'avant-garde prolétarienne dans la Russie paysanne pour pouvoir se développer. » Et Trotski souligne :

« Si l'avant-garde ouvrière ne s'était pas opposée aux paysans, si elle n'avait pas impitoyablement lutté contre la confusion petite-bourgeoise paralysante de ceux-ci, elle se serait inévitablement égarée parmi les éléments petits-bourgeois par l'intermédiaire du parti social-révolutionnaire ou de quelque autre parti « des deux classes » qui l'aurait inévitablement contrainte à subir la direction de la bourgeoisie. Pour arriver à l'alliance révolutionnaire avec les paysans (ce qui ne va pas sans difficultés) il faut d'abord que l'avant-garde prolétarienne et, grâce à elle, l'ensemble de la classe ouvrière, se distingue des masses petites-bourgeoises. On n'y parvient qu'en éduquant le parti prolétarien dans un esprit d'intransigeance de classe inébranlable.

« Plus le prolétariat est jeune plus ses liens de parenté avec les paysans sont intimes et récents, plus le pourcentage de ceux-ci dans l'ensemble de la population est élevé, et plus la lutte contre toute alchimie politique des « deux classes » est importante. En

Occident, l'idée du parti ouvrier et paysan est tout simplement ridicule (5). En Orient, elle est funeste. En Chine, aux Indes, au Japon, c'est l'ennemi mortel non seulement de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, mais même de l'autonomie la plus élémentaire de l'avant-garde prolétarienne. Le parti ouvrier et paysan ne peut être qu'une base, un masque, un tremplin pour la bourgeoisie. » (*Critique des Thèses fondamentales du projet de programme de l'I.C.*, juin 1928, chap. III, 7).

Dans le même écrit, Trotski fait quelques précieuses citations de Lénine :

« Lénine répéta avec ténacité, infatigablement, à l'époque de la révolution de 1905 : « Se défier des paysans, s'organiser indépendamment d'eux, être prêts à lutter contre eux dès qu'ils agissent de façon réactionnaire ou anti-prolétarienne ».

« En 1906, Lénine écrit : « Dernier conseil : prolétaires et semi-prolétaires des villes et des campagnes organisez-vous de façon indépendante. Ne vous fiez pas aux petits propriétaires, même très petits, même s'ils « travaillent »... Nous soutenons pleinement le mouvement paysan, mais nous devons nous souvenir que c'est le mouvement d'une autre classe, non de celle qui doit accomplir et accomplira la révolution socialiste. »

« En 1908, il disait : « On ne peut en aucune façon concevoir l'alliance du prolétariat et des paysans comme la fusion de classes différentes ou des partis du prolétariat et des paysans. Non seulement une fusion, mais même un quelconque accord permanent serait funeste au parti socialiste de la classe ouvrière et affaiblirait la lutte démocratique révolutionnaire. »

« Est-il possible de condamner de façon plus sévère, plus implacable et plus définitive l'idée même d'un parti ouvrier et paysan ? »

Le mouvement que par commodité nous appelons « maoïste » est donc bien l'héritier du néo-menchevisme stalinien et il s'est lui-même proclamé comme le continuateur du Kuomintang. Mais tandis que les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et consorts attendaient la transformation démocratique bourgeoise des assemblées constituantes de la démocratie rachitique propre aux aires arriérées et devenaient, comme Trotski le souligna opportunément à propos des socialistes-révolutionnaires, une pure et simple « agence de la bourgeoisie impérialiste », le mouvement de Mao a historiquement remplacé et en même temps continué la démocratie traditionnelle, réalisant la révolution bourgeoise contre la bourgeoisie mercenaire de l'impérialisme, personnifiée par Tchang Kai-Chek, ou tout au moins en concurrence avec elle, bien que les staliniens aient fait pression jusqu'à la veille de la victoire de Mao pour subordonner les forces plébéiennes et paysannes au vieux responsable du massacre des ouvriers de Canton et de Shanghai, tout comme en 1927 lui avaient été subordonnées les forces prolétariennes.

Identité et différence entre maoïsme et stalinisme

En réalité tout en acceptant pleinement le « parti des deux classes » auquel il identifiait les maigres résidus du P.C.C. et les nouvelles recrues paysannes, Mao opposa ce nouveau bloc réellement populaire, authentiquement national-révolutionnaire à base petite-bourgeoise, à un fantôme de Kuomintang complètement vendu aux puissances étrangères

(5) Nous faisons ici allusion, outre à « l'expérience des partis paysans » dans une série de pays arriérés (Bulgarie, Pologne, Roumanie), à celle de La Follette-Pepper aux U.S.A.

et ne représentant donc en aucune façon les forces vives du capitalisme chinois naissant qui avait avant tout besoin de constituer son Etat national et de se créer son marché intérieur.

« Jacobinisme » ? Certainement pas. Dans les aires où la révolution démocratique-bourgeoise est en retard et où une révolution conséquente est une révolution qui réalise jusqu'au bout les tâches démocratiques-bourgeoises par une victoire radicale contre toutes les forces réactionnaires, une direction jacobine, c'est-à-dire conséquente, a pour condition, comme il ressort des citations ci-dessus, une autonomie politico-organisative du prolétariat, puis l'hégémonie de ce dernier, c'est-à-dire une dictature du prolétariat reposant sur l'adhésion et la collaboration des travailleurs agricoles. A cet égard si le mouvement maoïste est indubitablement démocratico-(national)-révolutionnaire, il n'est pas conséquent dans la mesure où il n'est justement pas bolchevik.

Pour nous résumer sans prétendre épuiser cette question ardue nous dirons que les rapports entre stalinisme et maoïsme sont complexes et éminemment dialectiques. Le maoïsme n'a pas joué le rôle que le stalinisme lui avait confié ; il a joué le rôle national que le stalinisme avait rempli ailleurs, par exemple en industrialisant la Russie, mais dans des conditions bien différentes de celles de l'URSS d'après Lénine puisque la Chine n'a pas connu une révolution d'Octobre transformant radicalement les structures pré-bourgeoises sur le plan économique.

En effectuant « sa » révolution bourgeoise, le maoïsme a été contraint de s'écarter du stalinisme, justement à cause de son nationalisme ; mais justement parce qu'il n'était ni ne pouvait être internationaliste, il a aussi été contraint à suivre des voies stalinienne, d'où son culte de Staline, avec cette différence que n'ayant pas bénéficié de la vigoureuse impulsion d'une révolution comme celle d'Octobre, il n'a pas non plus été obligé d'écraser l'opposition d'un parti comme le parti bolchevique qui n'était disposé à renoncer ni à l'internationalisme ni, les deux choses étant indissolublement liées, à la « transcroissance » de la révolution démocratique dirigée par le prolétariat en révolution socialiste sur le plan économique-social (6).

(6) Cela ne signifie nullement que le maoïsme n'ait pas exterminé les rares éléments révolutionnaires qui s'inspiraient de l'opposition internationale de gauche, comme par exemple, pour faire un seul nom, Ciu Li-ming. De son côté, Ho Chi Minh a fait fusiller Ta Thu-tau, protagoniste de la Commune de Canton.

Dans une lettre de Trotsky aux membres chinois de l'Opposition de gauche internationale (22-26 septembre 1932) (Cf. Ecrits 1928-40, Paris 1955, vol. I, pp. 311-320), on trouve de nombreuses indications intéressantes :

« L'intransigeance à l'égard des opinions démocratiques vulgaires des stalinien sur le mouvement paysan ne peut naturellement rien avoir de commun avec la passivité et l'indifférence à l'égard du mouvement paysan lui-même ». Il faut se souvenir que même en Russie, « pendant la guerre civile, la paysannerie a créé dans diverses régions ses propres détachements de partisans, d'où naissaient quelquefois des armées entières : certains de ces corps d'armée se considéraient comme bolcheviques et étaient souvent dirigés par des ouvriers (...). La dure expérience de la guerre civile nous a démontré la nécessité de désarmer les corps d'armée paysans dès que l'Armée rouge assumait le pouvoir dans une zone débarrassée des Gardes blancs. Leurs éléments les meilleurs et les plus disciplinés s'intégraient dans les rangs de l'Armée rouge ; mais la plupart des paysans tentaient de conserver leur indépendance et entraînaient souvent en conflit armé direct avec le pouvoir soviétique ; c'est ce qui s'est produit avec l'armée « anarchiste » de Makhno, indirectement koutak par sa mentalité, mais pas seulement avec elle : de nombreux détachements paysans qui avaient énergiquement lutté contre la restauration des propriétés foncières se transformèrent après la victoire en une armée contre-révolutionnaire (...) Mais ceux qui sont à la tête des armées rouges chinoises sont communistes : cela n'exclut-il pas les conflits entre bandes paysannes et organisations ouvrières ? Nullement. La circonstance que des communistes soient individuellement à la tête des armées paysannes ne change en rien le caractère social de ces dernières même si la direction a une forte trempé prolétarienne.

Mais quelle est la situation à cet égard, en Chine ? Parmi les dirigeants communistes des bandes de partisans rouges, il y a indubitablement beaucoup d'intellectuels ou semi-intellectuels déclassés qui ne sont pas passés par la sérieuse école de la lutte prolétarienne (...). La plupart des communistes de base dans

En tout cas, le succès du mouvement maoïste est une réfutation supplémentaire de l'interprétation particulière de la « révolution permanente » que Trotski oppose à la conception bolchevique (7). En effet en réalisant une révolution nationale-bourgeoise, en tant qu'expression des couches les plus avancées de la bourgeoisie nationale, c'est-à-dire en remplissant, de façon inconséquente, il est vrai, les tâches démocratiques et de libération nationale, (8) le maoïsme a prouvé qu'il était faux que « la victoire de la révolution démocratique n'est concevable qu'au moyen de la dictature du prolétariat s'appuyant sur l'alliance de ce dernier avec la paysannerie et remplissant en premier lieu les tâches de la révolution démocratique » et à plus forte raison que « la dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la contraignent à de profondes violations du droit de propriété bourgeois, la révolution démocratique se (transformant) directement en révolution socialiste au cours de son propre développement » (Qu'est-ce que la révolution permanente ? (30-9-1929) thèses 4 et 8).

Par contre, une révolution purement démocratique (qui, dans ce cas, n'ira naturellement pas jusqu'au bout) est possible même sous la direction de forces démocratiques révolutionnaires, c'est-à-dire des forces petites-bourgeoises allant des masses paysannes à l'intelligentsia presque inévitablement camouflées derrière un paravent « socialiste » ; car si ces forces sont, si l'on veut, « populistes », elles ne sont pas automatiquement condamnées à devenir des agents de l'impérialisme, même si elles accomplissent par force des tâches bourgeoises nationales. Dans une telle révolution, la paysannerie suivra naturellement des directives bourgeoises ; il en va de même pour le prolétariat dans la mesure où il y participera, participation qui fut restreinte dans le cas de la Chine. Les « viola-

les bandes de partisans rouges sont évidemment des paysans qui se considèrent comme communistes le plus honnêtement et sincèrement du monde, mais qui sont des révolutionnaires « paupérisés » ou des petits-propriétaires révolutionnaires. En politique, quiconque juge en fonction des étiquettes et des dénominations et non sur la base des faits sociaux est perdu, surtout quand il s'agit d'une politique menée les armes à la main (...). Quand le Parti communiste, solidement appuyé sur le prolétariat urbain, cherche à commander l'armée paysanne grâce à une direction ouvrière, c'est une chose ; et c'en est une tout autre quand quelques milliers ou même dizaines de milliers de révolutionnaires dirigeant la guerre des paysans sont ou se proclament communistes sans avoir aucun appui sérieux dans le prolétariat : or la situation chinoise est avant tout celle-là. »

La conclusion est importante, même sur le plan doctrinal :

« En conservant sa propre indépendance politique, l'avant-garde prolétarienne doit inévitablement être prête à réaliser l'unité d'action avec la démocratie révolutionnaire. Si nous nous refusons à identifier les bandes paysannes armées avec l'Armée rouge, si nous n'avons aucune tendance à fermer les yeux sur le fait qu'un mouvement paysan au contenu petit-bourgeois arbore le drapeau communiste, nous nous rendons d'autre part parfaitement compte de la signification, de l'importance énorme du caractère démocratique-révolutionnaire des guerres de paysans, nous enseignons aux ouvriers à comprendre cette signification, et nous sommes prêts à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour conclure un accord militaire nécessaire avec les armées paysannes. Notre tâche consiste donc non seulement à empêcher tout commandement militaire et politique sur le prolétariat de la part de la démocratie petite-bourgeoise appuyée sur les paysans armés, mais encore à préparer et à réaliser la direction prolétarienne du mouvement paysan, et en particulier de son « armée rouge ». Plus nettement les bolcheviques-léninistes comprendront la situation politique et les tâches qui en découlent ; plus ils obtiendront de succès dans l'élargissement de leur base prolétarienne ; plus tenacement ils pratiqueront la politique de front unique à l'égard du parti officiel et du mouvement paysan qu'il dirige (N.D.R. : en 1932, en Chine, le maoïsme signifie démocratie petite-bourgeoise et révolte agraire, et il ne s'agit certainement pas d'appuyer une combinaison avec le Kuomintang), mieux ils réussiront à préserver la révolution d'un heurt gros de dangers entre paysannerie et prolétariat : non seulement ils réaliseront l'unité d'action nécessaire entre deux classes révolutionnaires, mais ils transformeront encore leur front unique en un pas historique vers la dictature du prolétariat. »

(7) Il prétendit que Lénine s'était rallié à cette conception, malgré la preuve contraire donnée par *Les Lettres de loin* et par les *Thèses d'avril* elles-mêmes.

(8) Nous sommes pleinement d'accord avec Trotski sur le fait que « pour les pays en retard dans leur développement bourgeois, et particulièrement pour les colonies et semi-colonies », la solution authentique et complète « ne peut être que la dictature du prolétariat prenant la direction de la nation opprimée et de ses masses paysannes » ; mais c'est précisément là la « dictature démocratique du prolétariat et des paysans » telle que Lénine l'a comprise.

tions du droit de propriété » (c'était, soit dit en passant, une erreur grossière d'identifier le capitalisme à ce droit) seront imposées par la nécessité de commencer l'accumulation primitive alors que la bourgeoisie n'a qu'un poids réduit et qu'elle est l'agent plus ou moins direct de l'impérialisme attaché à la conservation de l'ancien régime. Ces « violations » se réduisent essentiellement à une nationalisation plus ou moins complète des grandes propriétés foncières. Cette mesure n'a rien d'incompatible avec le régime bourgeois, même si, de toute évidence, elle n'est pas applicable par les régimes des aires depuis longtemps capitalistes, où d'ailleurs les propriétaires fonciers se sont adaptés à la dictature de la bourgeoisie industrielle qui, de son côté, recrute dans les campagnes son armée industrielle de réserve et qui n'est guère poussée à des investissements agricoles fournissant un revenu réduit et souvent précaire.

A propos de la nationalisation de la terre Lénine écrivait dans **Démocratie et populisme en Chine (15-7-1912)** :

« Une telle réforme est-elle possible dans le cadre du capitalisme ? Non seulement elle est possible, mais elle représente le capitalisme le plus pur, le plus conséquent, le capitalisme idéal. Marx en a parlé dans **Misère de la Philosophie**, l'a démontré en détail dans le troisième tome du **Capital** et l'a développé avec une clarté particulière lors de sa polémique avec Rodbertus dans **Théories de la plus-value**.

La nationalisation de la terre donne la possibilité d'anéantir la rente absolue et de ne laisser subsister que la rente différentielle. Elimination maxima des monopoles moyenâgeux et des rapports moyenâgeux dans l'agriculture, liberté maxima dans la circulation marchande de la terre, facilité d'adaptation maxima de l'agriculture au marché, voilà ce qu'est la nationalisation de la terre d'après la doctrine de Marx. L'ironie de l'histoire veut que le populisme, au nom de la « lutte contre le capitalisme » dans l'agriculture, applique un tel programme agraire, dont la complète réalisation marquerait le développement le plus rapide du capitalisme, dans l'agriculture.

Quelle est la nécessité économique qui a provoqué dans un des pays agricoles les plus arriérés de l'Asie le développement des programmes bourgeois démocratiques les plus progressistes en ce qui concerne la terre ? C'est celle de détruire le féodalisme dans tous ses aspects et ses manifestations.

Plus la Chine prenait du retard sur l'Europe et sur le Japon, plus le fractionnement et la désagrégation nationale la menaçaient. Seul pouvait la « rénover » l'héroïsme des masses populaires révolutionnaires, un héroïsme capable, dans le domaine politique, de créer une République chinoise, et dans le domaine agraire, de garantir au moyen de la nationalisation de la terre, le progrès capitaliste le plus rapide.

Ceci réussira-t-il et dans quelle mesure ? C'est là une autre question. Divers pays, dans leur révolution bourgeoise, ont réalisé différents degrés de démocratie politique et agraire, et cela dans les conditions les plus variées. C'est la situation internationale et le rapport des forces sociales en Chine qui décideront. (...) La démocratie bourgeoise révolutionnaire, représentée par Sun Yat-sen, cherche à juste titre la voie vers la « rénovation » de la Chine en développant au maximum l'autonomie, la décision et la hardiesse des masses paysannes dans le domaine des réformes politiques et agraires.

Enfin, plus le nombre des Shanghaï croitra en Chine, et plus le prolétariat chinois se développera. Il formera vraisemblablement tel ou tel parti ouvrier social-démocrate chinois, qui, en critiquant les utopies petites-bourgeoises et les points de vue réactionnaires de Sun Yat-sen, saura probablement isoler avec soin, sauvegarder et développer le noyau démocratique révolutionnaire de son programme politique et agraire. » (Lénine, O.C. tome 18, pp. 167 - 168).

Le maoïsme s'est voulu et s'est proclamé l'héritier de Sun Yat-sen et du premier Kuomintang, et indubitablement il a exprimé l'héroïsme des masses populaires et surtout paysannes. Mais comme Lénine le rappelait dès 1894 dans « **Ce que sont les « amis du peuple** », « les théories petites-bourgeoises sont **absolument réactionnaires dans la mesure** où elles se présentent comme théorie socialiste », ce qui n'empêche pas ce « socialisme réactionnaire » théorique d'avoir une action progressiste et même révolutionnaire **bourgeoise** sur le plan politique et économique.

La révolution démocratique, lorsqu'elle est dirigée par la bourgeoisie nationale de vieille ou de nouvelle souche, n'a pas de vocation internationale, de par ses buts mêmes. Le mouvement chinois ne fait pas exception à la règle, ne manifestant, dans ses relations avec l'étranger, que ses aspects **réactionnaires**. En effet, à l'égard par exemple de l'Indonésie, la Chine en est arrivée à jouer le même rôle que l'URSS stalinienne à son propre égard (9), et on peut en dire autant de sa politique actuelle à l'égard du Cambodge (le Front d'unité nationale Khmer et le gouvernement royal présidé par Sihanuk). Une théorie qui en est arrivée à parler de « l'aristocratie patriotique » ne peut exprimer qu'une révolution inconséquente non seulement par rapport à l'Octobre russe, mais même par rapport à la révolution française : comme nous le disions dans les **Fondements du communisme révolutionnaire** (III, 1957) : « Bien des générations ont passé et trois Internationales sont nées et ont péri. Nous avons vu s'élancer à l'assaut par douzaines des gens qui voulaient dépasser Marx et Lénine. Peu d'entre eux, très peu, sont arrivés à la hauteur de l'Incorruptible, du bourgeois Maximilien Robespierre. »

Le programme du mouvement

Le mouvement maoïste n'a jamais eu d'autre objectif que la construction d'un centre autonome d'accumulation capitaliste, dont la systématisation nationale, la constitution d'un marché intérieur base de l'échange mercantile entre la ville et la campagne, le développement des rapports capitalistes fondés sur la mécanisation et le travail associé composaient les prémisses matérielles nécessaires. Donc le programme économique de Mao tel qu'on le trouve dans les écrits qui font suite à la **Nouvelle Démocratie** (19-1-1940) reprenait la thèse de Sun Yat-sen : étatisation des grandes entreprises et des banques, libre développement du capitalisme, réforme agraire ; malgré son « romantisme économique » populiste apparent (« voie nationale » chinoise au socialisme, sautant la phase du capitalisme) cette thèse correspondait parfaitement au programme de la révolution démocratique-bourgeoise. Du point de vue idéologique, le « socialisme » du docteur Sun ou du président Mao apparaît comme un **socialisme réactionnaire** mais dans la réalité c'est un progressisme capitaliste comme Lénine le démontre très clairement dans « **Démocratie et populisme en Chine** » :

« Ce démocrate chinois progressiste (Sun Yat-sen) raisonne littéralement comme un Russe. Sa ressemblance avec un populiste russe est telle qu'il y a identité parfaite des idées de base et nombreuses expressions (...) Considérons, avec l'exemple de Sun Yat-sen, quelle est la « signification sociale » des idées engendrées par le mouvement révolutionnaire de centaines et de centaines de millions de gens, qui sont maintenant entraînés

(9) Cf. I. Deutscher, **La Révolution inachevée**, chap. V, note 2 : « Le rôle joué par Mao à l'égard du communisme indonésien est très semblable à celui de Staline à l'égard du communisme chinois après 1920, avec des résultats encore plus désastreux ». Cette dernière affirmation n'est vraie que d'un point de vue purement quantitatif, car elle oublie la signification stratégique négative de la défaite chinoise dans le contexte international de l'époque.

irréversiblement dans le courant de la civilisation capitaliste universelle (...) L'Orient a définitivement choisi la route de l'Occident (...) ; **de nouvelles centaines de millions** de gens participeront dorénavant à la lutte pour les idéaux que l'Occident a déjà fait siens. Elle est pourrie, la bourgeoisie occidentale, déjà confrontée à son fossoyeur, le prolétariat. En Asie, par contre, il y a **encore** une bourgeoisie capable de représenter une démocratie conséquente, sincère et militante, une bourgeoisie qui est la digne compagne des grands prédicateurs et des grands hommes d'action de la fin du XVIII^e siècle français.

Le principal représentant ou le principal état social de cette bourgeoisie asiatique encore capable d'une tâche historiquement progressiste, c'est le paysan. Près de lui existent déjà une bourgeoisie libérale, dont les dirigeants, tel Yuan Shi-kaï (NDR : nous pourrions ajouter Tchang Kai-check) sont plus que tout capables de trahison : hier, ils craignaient l'empereur et lui faisaient des courbettes ; puis, quand ils ont vu la force, quand ils ont senti la victoire de la démocratie révolutionnaire, ils ont trahi l'empereur ; demain, ils trahiront les démocrates pour traiter avec quelque ancien empereur ou quelque nouvel empereur « constitutionnel ». (...)

Sans le grand et sincère élan démocratique qui enflamme les masses ouvrières et les rend capables d'accomplir des miracles (...), la libération du peuple chinois de son esclavage séculaire serait impossible (...). Un tel élan suppose et engendre la sympathie la plus sincère envers la situation des masses ouvrières, la haine la plus ardente pour ceux qui les oppriment et les exploitent. Mais en Europe et en Amérique, à qui les Chinois d'avant-garde, **tous** les Chinois, pour autant qu'ils ont vécu cet élan, ont emprunté leurs idées libératrices, ce qui est à l'ordre du jour, c'est déjà la libération du joug de la bourgeoisie, c'est-à-dire le socialisme. De là découlent inévitablement la sympathie des démocrates chinois pour le socialisme, leur socialisme **subjectif** (...) Mais ce que les conditions **objectives** de la Chine, pays arriéré, agricole, semi-féodal, mettent à l'ordre du jour, c'est seulement la suppression d'une forme spécifique, historiquement définie de cet assujettissement et de cette exploitation : le féodalisme (...)

« Et voici que les idées, et les programmes subjectivement socialistes du démocrate chinois donnent naissance en réalité à un programme de « changement de tous les fondements juridiques » **de la seule** « propriété immobilière », un programme d'anéantissement **de la seule** exploitation féodale.

Là est l'**essence** du populisme de Sun Yat-sen, de son programme progressiste, militant et révolutionnaire de transformation agraire bourgeoise démocratique, et de sa théorie prétendument socialiste.

Cette théorie, si on la considère du point de vue de la doctrine est une théorie de « socialiste » petit-bourgeois réactionnaire. (...) La dialectique des relations sociales de la Chine consiste justement en ceci que les démocrates chinois, sympathisant sincèrement avec le socialisme d'Europe, l'ont transformé en une théorie réactionnaire, et que **sur** la base de cette théorie réactionnaire de « prévention » du capitalisme, ils appliquent un programme agraire **purement capitaliste**, on ne peut plus capitaliste ! »

Se référant à la préface d'Engels à la première édition allemande de la *Misère de la philosophie*, Lénine écrivait en octobre 1912 dans *Deux Utopies* :

« Il faut rappeler la thèse profonde d'Engels quand on veut donner une appréciation de l'utopie populiste contemporaine en Russie (et peut-être pas seulement en Russie mais dans toute une série d'Etats asiatiques qui passent, au vingtième siècle, par des révolutions bourgeoises). Le démocratisme populiste qui est faux au sens strictement économique est une vérité au sens historique ; faux comme utopie socialiste, ce démocratisme est une vérité de la lutte démocratique originale, historiquement déterminée, de

la masse paysanne qui constitue un élément inséparable de la transformation bourgeoise et la condition de sa complète victoire. »

Le programme maoïste ajoute à celui du Kuomingtang une série de mesures et de réformes sociales sur le modèle du « programme minimum » de la social-démocratie classique. C'est ainsi qu'aux « trois principes du peuple » du Dr Sun, **nationalisme, démocratie, bien-être** se joignent la **plénitude des droits** « pour le peuple », la journée de travail de huit heures et une révolution agraire « radicale ». Pourtant Lénine considérait déjà comme « radicale » celle de Sun Yat-sen, notant dans **Démocratie et Populisme en Chine** :

« C'est un rêve parfaitement réactionnaire de vouloir « prévenir » le capitalisme en Chine, de croire qu'une « révolution sociale » serait plus facile en Chine du fait de son retard, etc. Et Sun Yat-sen, avec une candeur incomparable, virginale, pourrait-on dire, détruit lui-même sa théorie populiste réactionnaire en reconnaissant ce que la vie force à avouer, à savoir que « la Chine est à la veille d'un gigantesque développement industriel » (c'est-à-dire capitaliste), qu'en Chine « le commerce » (c'est-à-dire le capitalisme) « prendra d'énormes proportions », que « dans cinquante ans, il y aura chez nous beaucoup de Shanghaï », c'est-à-dire des centres populeux de prospérité capitaliste et de besoin, de misère prolétariens ».

En résumé, politiquement, le maoïsme réduit le prolétariat au rôle de défenseur et de réalisateur du programme bourgeois. Il liquide sa perspective propre (« révolution double »), substituant ainsi à la vision marxiste de dictature démocratique du prolétariat s'appuyant sur les paysans pauvres et même moyens exprimée par la domination du parti communiste, la démocratie bourgeoise déguisée en « bloc des quatre classes » (bourgeoisie nationale, petite bourgeoisie urbaine, paysannerie, prolétariat) dont les intérêts particuliers sont déclarés compatibles. Un tel bloc est la négation la plus complète de la tactique défendue par Marx et Engels en 1848-50 pour l'Europe pré-capitaliste et reprise par Lénine pour la Russie. Il relève théoriquement de la conception **menchevique** qui voulait que le prolétariat se limite à aider sa bourgeoisie nationale à faire sa révolution, sans prétendre la « remplacer », sans introduire dans la lutte pour la transformation démocratique bourgeoise ses directives radicales afin de ne pas « effrayer » la dite bourgeoisie. La différence sus-mentionnée est que tout en continuant à reconnaître le rôle de la « bourgeoisie nationale » (rôle qui selon Lénine incombe aux **paysans**) et tout en refusant de la remplacer par le prolétariat allié à la paysannerie, le maoïsme a bel et bien représenté un bloc de forces petites bourgeoises et paysannes se substituant à la bourgeoisie nationale traditionnelle. Ce bloc a eu l'hégémonie sur le prolétariat et il a rempli une fonction pratique non pas petite bourgeoise et réactionnaire à la façon populiste, mais progressiste bourgeoise, c'est-à-dire pleinement **démo-capitaliste**. En somme le menchevisme a représenté la subordination de certaines couches prolétariennes à une bourgeoisie impuissante tandis que le maoïsme représente la mobilisation du prolétariat par un bloc de différentes couches petites bourgeoises révolutionnaires en vue de la transformation bourgeoise.

Malgré toutes ses idées utopistes réactionnaires, Sun Yat-sen combattait pour le capitalisme en Chine : il en va de même pour Mao, malgré des schémas théoriques qui, adoptés par des partis « prolétariens », devaient les conduire à la défaite, et pouvaient même faire échouer la révolution démocratique. Le maoïsme représente en effet substantiellement la démocratie révolutionnaire chinoise, tandis qu'en Chine le néo-menchevisme stalinien a représenté uniquement le désarmement du prolétariat devant une soi-disant « bourgeoisie nationale » pourrie qui s'était plusieurs fois vendue à l'impérialisme.

Si duo dicunt idem, non est idem : si deux formations sociales différentes affirment la même chose sur le plan formel, ce n'est pas, d'un point de vue dialectique, la même chose. Le fait que les paysans de pays arriérés adhèrent à un programme purement

démocratique peut indiquer qu'ils se placent sur le terrain révolutionnaire ; que le prolétariat adopte le même programme signifie qu'il abdique son rôle spécifique y compris celui de diriger la révolution démocratique de façon conséquente et jusqu'au bout. La même idéologie démocratique adoptée par le stalinisme a pris en France, par exemple, la signification d'un social-chauvinisme et d'un social-impérialisme. Mais chez les petits bourgeois algériens des villes et des campagnes, une telle adoption a signifié révolution démocratique et lutte armée anti-impérialiste. Anibal Escalante, chef et... théoricien des staliniens de Cuba qui soutenait Batista, et Fidel Castro reconnaissent les mêmes principes démocratiques sacrés, etc. Pourquoi cela ? Nous ne ferons pas au lecteur l'injure de lui expliquer pourquoi Robespierre, par exemple fut un grand révolutionnaire et les « Montagnards » de 1848 de grands bouffons. De même dans les aires pré-capitalistes il peut encore exister des révolutionnaires petits-bourgeois même si, jusque dans ces aires, seul le révolutionnaire communiste peut être le « jacobin moderne ». Mais cette Gironde prolétarienne qu'est l'opportunisme renonce à toute révolution quelle qu'elle soit et fait tomber le prolétariat au-dessous du révolutionnarisme petit-bourgeois lui-même, le subordonnant aux classes d'ancien régime et à l'impérialisme étranger et en faisant « un jouet dans les mains de la bourgeoisie » tout comme dans les pays capitalistes avancés.

Au reste, le maoïsme utilise habilement son travestissement socialiste, jouant sur toutes les touches du vaste clavier révisionniste. C'est ainsi qu'il prévoit l'évolution pacifique de la démocratie au socialisme, copiant le schéma stalinien traditionnel de la « nouvelle démocratie », qui est quelque chose d'inédit, de différent à la fois de la dictature bourgeoise et de la dictature prolétarienne, ou encore prétendant « faire l'économie » de la période de transition et de la dictature prolétarienne grâce à une « culture » purement « socialiste » présentée d'une façon typiquement idéaliste comme la source du communisme intégral.

Les justifications « philosophiques » du maoïsme

Quand la dictature du prolétariat est remplacée par la... « révolution culturelle », c'est que le pragmatisme et le populisme ont prévalu définitivement, comme dans l'idéologie maoïste, sur le déterminisme matérialiste et historique du communisme scientifico-révolutionnaire.

La « pensée de Mao » est le formalisme théorique d'une coalition politique à prédominance paysanne de forces bourgeoises révolutionnaires. Elle exprime la nécessité qui fut la sienne de lever l'obstacle réactionnaire constitué par les « compradors » et la ligue des intérêts impérialistes ; d'où la théorisation du « bloc des quatre classes » et le refus au prolétariat de tout rôle politique autonome. Elle fait de l'Etat chinois l'expression administrative et juridique d'un front national, dans lequel les différentes classes dominent « ensemble », les contradictions qui les opposent n'étant pas « antagoniques ».

Cette falsification de la tactique, des principes et du programme marxistes devait s'accompagner d'une totale révision doctrinale : d'où la configuration spéciale de la « philosophie » maoïste.

« Les philosophes ne sortent pas de terre comme des champignons, ils sont les fruits de leur époque, de leur peuple dont les sucs les plus subtils, les plus précieux, les moins visibles s'expriment dans les idées philosophiques ». (K. Marx : Gazette Rhénane, 14-7-1842)

Nous avons vu quelles étaient les racines matérielles, les conditions de possibilité historiques, tant économiques et politiques que sociales de la « pensée de Mao Tsé-Toung ». Tournons-nous maintenant vers ses fondements idéologiques proches et lointains.

Ce qu'il faut bien appeler la « philosophie » de Mao, dont les différents écrits « théoriques » (9 bis) proposent une « explication » dialectique et moniste des phénomènes naturels et des processus de la vie sociale, s'articule autour de deux concepts : l'expérience et la contradiction. Ils expriment un héritage triple dont les volets correspondent à deux moments de l'évolution de la pensée bourgeoise et au développement traditionnel des thèses de l'opportunisme invariant.

La pensée de Mao Tsé-Toung fusionne : 1) des thèmes idéologiques hérités de la problématique de la révolution démocratique bourgeoise classique : anthropologie (philosophie de la nature humaine) et corrélativement principe démocratique ; idéalisme gnoséologique (théorie de la connaissance grossièrement empiriste, voire... kantienne) ; illuminisme culturaliste (reprise de la séculaire apologie du « progressisme » et des vieilles invectives à l'égard de l'obscurantisme moyenâgeux et féodal, dont on se propose de venir à bout par la « révolution idéologique ») ; enfin, last but not least, populisme interclassiste inspiré de J.-J. Rousseau (10).

2) des éléments théoriques empruntés à la tradition du pragmatisme anglo-saxon (cf : W. James et J. Dewey) : la pratique, entendue comme critère de la « vérité » et processus de validation des témoignages de l'expérience et des données des sens, modifie la réalité sensible et l'adapte aux desiderata de celui qui la transforme (11).

Notons que cet héritage ne fait que traduire dans le domaine « théorique » le retard de la révolution démocratique bourgeoise en Chine, laquelle s'effectue à l'époque de l'impérialisme, et l'évolution simultanée et parallèle de la pensée bourgeoise euro-américaine partagée entre le subjectivisme du petit bourgeois consommateur et rentier, éliminé de la production, dont l'individualisme sordide n'a d'égal que sa haine pour tout ce qui est d'ordre historique et le pragmatisme agressif des dirigeants des grands ensembles capitalistes, dont le dynamisme exprime l'essor permanent de la bourgeoisie en voie de « progrès » qui tend, sous l'aiguillon de la concurrence et de la baisse tendancielle de son taux de profit, à élargir sans cesse la base de son accumulation.

(9 bis) Par exemple, *Sur la praxis*, juillet 1937 ; *Sur la contradiction*, août 1937 ; *Sur la juste solution des contradictions eu sein du peuple*, 25 février 1957.

(10) L'analogie avec le jacobinisme révolutionnaire de Robespierre est purement extérieure : jamais Robespierre n'aurait exalté « certains rois, princes et aristocrates patriotes », comme feu Lin-Piao (alors « leader » de la « grande révolution culturelle prolétarienne ») le fit au point 9 de son rapport au IX^e Congrès du P.C.C. (1969), dans lequel il affirmait « que le fondement théorique sur lequel le parti guide sa pensée est le marxisme-léninisme-pensée de Mao-Tsé-tung ».

(11) Ces positions ont été portées à leurs conséquences extrêmes par Gramsci et les gramsciens (« philosophie de la praxis ») dont l'humanisme à la Pangloss est bien illustré par la citation suivante : « C'est dans le rapport homme-nature, dans le processus qui modifie la nature selon les exigences et les besoins des hommes, que la nature elle-même trouve sa seule « vérité » possible, vérité elle aussi historico-sociale, puisqu'elle est conditionnée par le processus historico-social de la production ». (Mario Spinella, préface à *Marxisme et Philosophie* de Karl Korsch). Significative, l'interprétation de Bertrand Russell qui écrivait (1943) au ch. 27 du second volume de son *Histoire de la philosophie occidentale* consacré à Marx : « Son matérialisme (...) différait de façon notable du matérialisme traditionnel et était plus proche de ce qu'on appelle aujourd'hui l'instrumentalisme... Pour autant que je sache, Marx fut le premier philosophe qui critiqua la notion de « vérité » d'un pareil point de vue activiste (!). Chez lui, ces critiques ne sont pas très accentuées... » Après avoir attribué à Marx une pareille doctrine, qui fait entièrement dépendre la réalité objective de sa transformation par l'homme, Russell critique l'« anthropocentrisme » de Marx : « Ses perspectives sont limitées à cette planète, et, sur cette planète, à l'homme (N.D.R. : sic !). Depuis Copernic, il est évident que l'homme n'a pas l'importance cosmique qu'il s'arrogeait auparavant ».

3) enfin des emprunts à la tradition opportuniste dont on peut suivre le fil depuis Proudhon-Lassalle jusqu'au révisionnisme intégral de la doctrine entrepris par Staline et imposé par la direction de l'Internationale dégénérée, dont le maoïsme continue à se proclamer l'héritier légitime (12), en passant par Bernstein, Kautsky, etc.

Rappel de quelques points généraux du matérialisme marxiste

Le monisme du matérialisme dialectique exclut définitivement sur la base des résultats de la recherche scientifique et de la science de la pensée (c'est-à-dire de la logique et de la dialectique) toute concession à la métaphysique (et donc à la métahistoire) idéaliste, au subjectivisme, à l'agnosticisme, à l'empirisme brut ainsi qu'au mécanisme fataliste et aprioriste du « matérialisme métaphysique bourgeois » (13), qu'il s'agisse de la philosophie subversive des Lumières (d'Holbach, d'Helvétius, la Mettrie) ou du matérialisme dégénéré de Buchner et Moleschott. Il introduit ainsi le déterminisme scientifique expérimental — le

(12) Il ne manque pourtant pas de « théoriciens » du calibre de Kostas Mavrakis pour écrire que « grâce à Mao, il est aujourd'hui possible de dépasser le « stalinisme », bien qu'ayant présenté Staline lui-même de façon vraiment maoïste comme « un léniniste », un dirigeant révolutionnaire de la seconde (N.D.R. : sic !) phase du marxisme ». Après avoir taxé la perspective « Clemenceau » de Trotsky d'« hitléro-trotskysme » et avoir affirmé que « du moment où la seconde guerre mondiale avait déjà éclaté, s'opposer à l'U.R.S.S. dirigée par Staline revenait à se ranger du côté de la contre-révolution », le même personnage caractérise comme suit Mao-Tsé-toung (représentant la « troisième étape du marxisme ») en opposition à Staline : « Staline croyait que dans l'élaboration de la ligne politique, il fallait partir des chefs pour retourner aux chefs. Mao met l'accent sur tout autre chose : il faut partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie en particulier que le parti est sous le contrôle des masses, et non le contraire ». Tant il est vrai que « quand Mao fait le bilan de la dictature du prolétariat et en tire les enseignements concernant une période de restauration capitaliste », il sauve la situation « en déclenchant, pour tenir tête à celle-ci, la grande Révolution culturelle prolétarienne ». Tendances vaguement libertaires et plus ou moins spontanéistes (le mao-spontanisme est bien connu, spécialement en France), qui ne sont nullement en contradiction avec une proclamation de fidélité — « critique ». Il est vrai — à Staline, champion de la « nouvelle démocratie », des « voies nationales », de la « ligne de masse » et du « marxisme non dogmatique ».

(13) Plékhanov écrivait très clairement dans son *Essai sur le développement de la conception moniste de l'histoire* (1895) :

« Tout mouvement est un processus dialectique, une contradiction vivante. Du fait qu'il n'existe pas un seul phénomène naturel que nous puissions expliquer sans faire appel, en dernière instance, au mouvement, il faut concéder à Hegel que la dialectique est l'âme de toute connaissance scientifique, et cela ne regarde pas seulement la connaissance de la nature (...) Hegel qualifiait de métaphysique l'attitude des penseurs tant idéalistes que matérialistes qui, incapables de comprendre le devenir, bon gré mal gré se représentent et présentent les phénomènes comme figés, sans liens entre eux, ni possibilité de passage de l'un à l'autre. A cette attitude, il opposait la dialectique qui les fait connaître dans leur devenir, et par suite dans leur liaison réciproque » (ch. IV). « Bien loin de chercher, comme l'en accusent ses adversaires, à convaincre l'homme qu'il est absurde de se rebeller contre la nécessité économique, le matérialisme dialectique a été le premier à montrer comment on peut la dominer. Ainsi, l'inévitable fatalisme propre au matérialisme métaphysique est éliminé (...). Nous employons l'expression « matérialisme dialectique » parce que c'est la seule qui caractérise exactement la philosophie de Marx. D'Holbach et Helvétius ont été des matérialistes métaphysiques — ils combattaient l'idéalisme métaphysique. Mais leur matérialisme a cédé le terrain à l'idéalisme dialectique (hégélien) qui, à son tour, a été battu par le matérialisme dialectique. L'expression « matérialisme économique » est tout à fait impropre. Marx ne s'est jamais présenté comme matérialiste économique. » (ch. 5).

« déterminisme dialectique » (14) — dans l'histoire. Il met ainsi en évidence la dépendance de celle-ci à l'égard des conditions et des rapports objectifs de production. Il montre que l'avènement de rapports sociaux nouveaux résulte de la révolte des forces productives qui se sont développées au sein d'un mode de production donné contre les rapports sociaux nés à l'époque où celui-ci s'est constitué et devenus trop étroits pour elles. Cette vision est aussi éloignée du volontarisme et de l'idéalisme que de l'étroit gradualisme positiviste. Elle est étrangère à tout apriorisme idéologique et donc à toute prétention de déduire les données réelles de systèmes intellectuels ou encore de se passer d'une méthode correcte d'observation et de coordination des données objectives. C'est, comme le dit Engels dans la *Dialectique de la nature* (15) « une forme de pensée théorique

(14) Dans la *Dialectique de la Nature*, Engels traite des rapports entre causalité (nécessité) et hasard, de leur dialectique, et du déterminisme « absolu », « passé du matérialisme français métaphysique dans les sciences », c'est-à-dire du fatalisme (équivalent à l'« éternel conseil de Dieu » de Saint Augustin et Calvin, au « Kismet » des Turcs, c'est-à-dire à la « conception théologique de la nature »). Le déterminisme scientifique marxiste correspond à la brillante définition de Claude Bernard (matérialiste dialecticien sans le savoir) dans son *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale* (1865) 2^e partie, ch. IV: « Le fatalisme suppose la manifestation nécessaire d'un phénomène indépendamment de ses conditions, tandis que le déterminisme est la condition nécessaire d'un phénomène, dont la manifestation n'est pas forcée ». On lit encore, 1^{re} partie, ch. 2 : « Grâce à l'expérience, nous pouvons saisir entre les phénomènes des rapports qui, tout en étant partiels et relatifs, nous permettront d'étendre toujours plus notre pouvoir sur la nature » ; « le raisonnement expérimental (...) se propose le même but dans toutes les sciences. L'expérimentateur veut arriver au déterminisme, c'est-à-dire qu'il cherche à rattacher au moyen du raisonnement et de l'expérience les phénomènes naturels à leurs conditions d'existence, ou autrement dit à leurs causes prochaines. Il arrive par ce moyen à la loi qui lui permet de se rendre maître du phénomène. Toute la philosophie (c'est-à-dire la science) naturelle se résume en cela : connaître la loi des phénomènes. Tout le problème expérimental se réduit à ceci : prévoir et diriger les phénomènes. « En effet, quand l'expérimentateur arrive à connaître les conditions d'existence d'un phénomène, il en devient dans un certain sens le maître : il peut en prévoir le développement et en favoriser ou en empêcher à volonté les manifestations. C'est seulement alors qu'il peut dire qu'il a atteint son but (...) »

En ce qui concerne la dialectique liberté-nécessité, la solution de Claude Bernard est en fait la même que celle de Hegel et de Marx-Engels (Cf. 2^e partie, ch. 1) : « Nous ne pouvons maîtriser les phénomènes que si nous nous soumettons aux lois qui les régissent » (liberté comme nécessité reconnue).

Ce sont ces conceptions fondamentales de la science expérimentale (en tant qu'elle s'oppose à l'empirisme) que le matérialisme dialectique applique à l'histoire elle-même : c'est en cela que réside l'essence de la théorie marxiste de la lutte de classe qui ne se contente pas de reconnaître l'existence de celle-ci, mais en reconnaît les conditions objectives, les lois et, sur la base de cette connaissance, trace un plan d'intervention pratique, de « praxis subversive » (umwälzende Praxis), c'est-à-dire d'« activité révolutionnaire » (revolutionäre Praxis). C'est précisément en cela que la théorie scientifique de la lutte de classe se différencie de la constatation empirique de l'existence de classes et de conflits de classes, et s'y oppose.

(15) Bien loin de contredire le caractère expérimental de la doctrine scientifique marxiste, cela en est une condition nécessaire. C'est ce qui est justement démontré par Claude Bernard, que certains « philosophes marxistes » — surtout italiens — invoquent sans pudeur pour réfuter de prétendues « déformations » hégéliano-engelsiennes de la « pensée de Marx ». Pour le montrer, nous nous contenterons de quelques passages de l'*Introduction à l'étude de la médecine expérimentale* :

« La méthode expérimentale ne fait pas autre chose que porter un jugement sur les faits qui nous entourent, à l'aide d'un critérium qui n'est lui-même qu'un autre fait disposé de façon à contrôler le jugement et à donner l'expérience » (1^{re} partie, ch. 1). « Une idée anticipée ou une hypothèse est donc le point de départ nécessaire de tout raisonnement expérimental. Sans cela on ne saurait faire aucune investigation ni s'instruire ; on ne pourrait qu'entasser des observations stériles. Si l'on expérimentait sans idée préconçue, on irait à l'aventure ; mais d'un autre côté (...), si l'on observait avec des idées préconçues, on ferait de mauvaises observations et l'on serait exposé à prendre les conceptions de son esprit pour la réalité. « Les idées expérimentales ne sont point innées. Elles ne surgissent point spontanément, il leur faut une occasion ou un excitant extérieur (...) ; (elles) peuvent naître soit à propos d'un fait observé par hasard, soit à la suite d'une tentative expérimentale, soit comme corollaire d'une théorie admise (...). (Elle) n'est-point arbitraire ni purement imaginaire ; elle doit avoir toujours un point d'appui dans la réalité observée, c'est-à-dire dans la nature (...), en un mot toujours être fondée sur une observation antérieure. Une autre condition essentielle de l'hypothèse est qu'elle soit aussi probable que possible et qu'elle soit vérifiable expérimentalement (...). La méthode expérimentale ne donnera (...) pas des idées neuves et fécondes à ceux qui n'en ont pas ; elle servira seulement à diriger les idées chez ceux qui en ont et à les développer afin d'en retirer les meilleurs résultats possibles. L'idée, c'est la graine ; la méthode, c'est le sol qui lui fournit les conditions de se développer, de prospérer et de donner les meilleurs fruits selon sa nature. Mais de même qu'il ne poussera jamais dans le sol que ce qu'on y sème, de même il ne se développera par la méthode expérimentale que les idées qu'on lui soumet. La méthode en soi n'enfante rien, et c'est une erreur de certains philosophes d'avoir accordé trop de puissance à la méthode sous ce rapport » (1^{re} partie, ch. 2).

qui repose sur la connaissance de la pensée et de ses résultats » et qui pour cette raison même « offre un critère pour les théories que la science doit construire ».

En effet dans la théorie de la connaissance en général (gnoséologie) et dans la méthodologie scientifique, « la dialectique (...) est pour la science naturelle d'aujourd'hui la forme de pensée la plus importante, parce qu'elle seule offre les analogies et partant les méthodes nécessaires pour comprendre les processus de développement qui se produisent dans la nature, les liaisons générales, les passages d'un domaine à l'autre ».

Le matérialisme dialectique est donc une vision réaliste (matérialisme) et dynamique (dialectique) aussi bien du processus de la connaissance (16) que des événements objectifs sur lesquels elle porte.

« La dialectique n'est rien d'autre que la science des lois générales du mouvement et du développement dans la nature, la société et la pensée » (Anti-Duhring), lois « tirées par abstraction de l'histoire de la nature et de celle de la société » (Dialectique de la nature). L'Anti-Duhring souligne qu'en caractérisant un processus comme « négation de la négation » et en général comme processus dialectique, le marxisme ne prétend pas démontrer du même coup « que c'est un processus historiquement nécessaire » ; Plekhanov note d'ailleurs dans La conception moniste de l'histoire que dans les dix-huit volumes de Hegel, la « triade » n'apparaît pas une seule fois comme argument et qu'il suffit d'avoir quelques lumières sur son système pour se rendre compte qu'elle ne pouvait en aucune façon jouer ce rôle. C'est seulement après avoir démontré « du point de vue historique » le déroulement objectif d'un processus que le marxisme « le caractérise en outre comme obéissant à une loi dialectique déterminée ». L'aspect caduque de la doctrine hégélienne consiste en ceci : les lois (de la dialectique) ne sont pas tirées de la nature et de l'histoire mais leur sont imposées d'en haut comme loi de la pensée (17) (...). La

(16) Il est bon de se souvenir de ce que F. Lassalle (dont Engels disait qu'il était un hégélien de la vieille école, en opposition au dilettante Proudhon) écrivait dans son *Système des droits acquis*, dans un passage cité par Plekhanov dans son *Essai sur le développement de la conception moniste de l'histoire* :

« A chaque page de ses œuvres, Hegel ne cesse de préciser inlassablement que la philosophie s'identifie à la totalité de l'expérience, qu'elle exige en premier lieu l'approfondissement des sciences expérimentales... Les faits sans pensée n'ont jamais qu'une valeur relative, et la pensée sans faits possède tout juste le sens d'une chimère. La philosophie n'est et ne peut être que la conscience que les sciences expérimentales prennent d'elles-mêmes. »

Le parallélisme non seulement avec les citations ci-dessus de Claude Bernard, mais avec la polémique marxiste contre « l'empirisme privé de pensée » est évident. Toutefois, Hegel trouve sa limite insurmontable quand il affirme que la nature et l'histoire sont la réalisation (objectivation) de l'idée dans ses déterminations nécessaires (son idéalisme étant absolu et objectif), et donc que les lois naturelles et historiques, même vérifiées par l'expérience, peuvent être déduites par un procédé purement logique, et superposées aux données expérimentales. Pour ne pas tomber dans un subjectivisme à la Fichte (et à la limite dans le solipsisme) le monisme idéaliste hégélien tombe dans un dualisme tendanciel caractéristique, voire dans le platonisme (c'est-à-dire les événements réels, relatifs, conçus comme « copies de prototypes absolus », ou, comme dit Marx, les fruits réels comme déterminations profanes du vrai Fruit, du concept Fruit).

(17) Dans le Livre III de la Science de la logique de Hegel se trouve, écrit Lénine dans les Cahiers philosophiques, « un passage très intéressant (...) où Hegel réfute Kant sur le plan de la théorie de la connaissance (c'est ce passage qu'Engels avait probablement en vue dans le Feuerbach quand il écrivait que l'essentiel contre Kant avait déjà été dit par Hegel, pour autant que ce soit possible du point de vue idéaliste), révélant la duplicité, l'inconséquence de Kant, ses hésitations pour ainsi dire, entre l'empirisme (= matérialisme) et l'idéalisme ; Hegel mène toute son argumentation entièrement et exclusivement du point de vue d'un idéalisme plus conséquent ».

L'argumentation de Hegel se termine comme suit :

« On ne doit donc pas considérer que la pensée abstrayante met simplement de côté la matière sensible (...) ». Elle consiste plutôt « à réduire cette matière, en tant que simple phénomène, à l'essentiel qui se manifeste seulement dans son concept. »

Lénine commente : « Au fond, Hegel a entièrement raison contre Kant. La pensée s'élevant du concret à l'abstrait ne s'éloigne pas — si elle est vraie (et Kant comme tous les philosophes parle de la pensée

dialectique dite objective qui domine dans toute la nature, et la dialectique dite subjective, la pensée dialectique, n'est que le reflet du mouvement qui dans la nature se manifeste toujours par des oppositions qui, par leurs contrastes continuels et leur résolution finale l'une dans l'autre, c'est-à-dire dans des formes supérieures, conditionnent la vie même de la nature ». (Dialectique de la nature).

On ne peut donc pas déduire le processus réel des lois dialectiques, mais sans les méthodes de la pensée dialectique, c'est-à-dire en usant de catégories rigides et statiques et d'oppositions formelles, il est impossible de saisir de façon adéquate aucun processus et événement concret, de s'en faire une représentation exacte en reconstruisant l'enchaînement dynamique de ses déterminations, en le replaçant donc dans une totalité en dehors de tout système fermé : l'« abstraction raisonnable » dont Marx parle dans l'Introduction à la critique de l'économie politique est un procédé typiquement dialectique mais qui renverse la conception hégélienne. Selon ce texte, « la méthode scientifiquement correcte » est celle qui part de certains abstractions telles que « travail, division du travail, besoin, valeur d'échange » pour aboutir « à l'Etat, à l'échange entre les nations et au marché mondial », par exemple, c'est-à-dire qui va du simple au concret, mais qui y aboutit « non comme à la représentation chaotique d'un ensemble mais comme à une riche totalité faite de nombreuses déterminations et relations ».

Et Marx précise : « Le concret est concret parce qu'il est la synthèse de multiples déterminations, donc unité de la diversité. C'est pourquoi il apparaît dans la pensée comme procès de synthèse, comme résultat, non comme point de départ, bien qu'il soit le véritable point de départ et par suite également le point de départ de l'intuition et de la représentation. La première démarche (n.d.r. celle qui va du concret à l'abstrait) a réduit la plénitude de la représentation à une détermination abstraite ; avec la seconde, les déterminations abstraites conduisent à la reproduction du concret par la voie de la pensée. C'est pourquoi Hegel est tombé dans l'illusion de concevoir le réel comme le résultat de la pensée, qui partant d'elle-même, se concentre sur elle-même et s'approfondit

vraie) — de la vérité, mais s'approche d'elle. Les abstractions de matière, de loi naturelle, l'abstraction de valeur, etc., en un mot toutes les abstractions scientifiques (justes, sérieuses, pas arbitraires) reflètent la nature plus profondément, plus exactement, plus complètement ».

Plékhanov, polémiqum contre le néo-kantisme bernsteinien (Le « cant » contre Kant, 1901) fait référence au paragraphe LXXX de l'Encyclopédie :

« La pensée, en tant qu'activité de l'entendement, consiste en déterminations rigides qui s'excluent l'une l'autre. Ces limitations de l'abstrait lui paraissent douées d'une existence solide ».

Supplément au paragraphe

« Il faut rendre son dû à la pensée de l'entendement et, tout de même, reconnaître son mérite, lequel consiste en ce que, sans la pensée de l'entendement, il serait impossible de parvenir à rien de solide et de déterminé, aussi bien dans le domaine de la théorie qu'en pratique. La connaissance commence lorsque les objets existants sont pris dans leur différence déterminante. Ainsi, par exemple, dans l'étude de la nature on distingue des substances, des forces, des espèces déterminées, etc., que l'on fixe dans leur isolement les unes des autres. Le succès ultérieur de la science consiste dans le passage du point de vue de l'entendement à celui de la raison, laquelle étudie chacun de ces phénomènes, que l'entendement avait fixés comme séparés par un abîme de tous les autres, dans le processus de son passage à un autre phénomène, dans le processus de son apparition et de sa destruction ».

Et voici le commentaire de Plékhanov :

« Quiconque peut, derrière les mots, voir les concepts auxquels ils se relient, sans se laisser intimider par le curieux vocabulaire de Hegel, conviendra que le chemin qu'il indique à la recherche est justement celui que la science de notre époque a suivi (les sciences de la nature, par exemple) pour réaliser ses plus brillantes découvertes théoriques ».

Donc, Hegel savait très bien que « la méthode d'aller de l'abstrait au concret » est « la façon dont la pensée s'approprie le concret ». Mais pour l'idéaliste absolu qu'était Hegel, il ne s'agit pas seulement de « la façon de s'approprier le concret », mais de la genèse même du réel (« comme résultat de la pensée qui, partant d'elle-même, se résume et s'approfondit en elle-même »), c'est-à-dire du « processus de formation du concret lui-même ».

elle-même, alors que la méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret est simplement le moyen pour la pensée de s'appropriier le concret, de le reproduire sous la forme d'un concret pensé. (18) (...) L'exemple du travail montre d'une façon frappante que même les catégories les plus abstraites, bien que valables — précisément à cause de leur nature abstraite — pour toutes les époques, n'en sont pas moins sous la forme déterminée de cette abstraction le produit de conditions historiques et ne restent pleinement valables que pour ces conditions et dans le cadre de celles-ci. »

« La démarche de la pensée abstraite qui va du simple au complexe » peut ou non correspondre « au processus historique réel » (Marx dit : ça dépend ; elle le peut dans un sens et elle ne le peut pas dans l'autre), « Ainsi bien qu'historiquement la catégorie la plus simple puisse avoir existé avant la plus concrète, elle peut appartenir dans son complet développement — en compréhension et en extension — précisément à une forme de société complexe, alors que la catégorie la plus concrète se trouvait déjà pleinement développée dans une société moins évoluée. » (19)

Même là, la prétention de déduire les déterminations réelles de la méthode dialectique revient à interpréter de façon idéaliste la dialectique elle-même. Mais il faut souligner qu'elle constitue une règle de pensée correspondant à une réalité objective, et non pas « un simple instrument de démonstration » : (Anti-Duhring) ou pire encore une façon scolastique d'exposer des phénomènes dont l'enchaînement serait par lui-même évident ou du moins pourrait être formulé de n'importe quelle autre manière. D'ailleurs sans la dialectique concrète-abstraite, subjective et objective, Marx n'aurait pas pu tracer les grandes lignes de sa recherche expérimentale. Si on ne peut découvrir les phénomènes dans les lois de la dialectique, ces lois servent à les saisir dans leur mouvement et leurs relations réciproques : à son propre insu, c'est la pensée dialectique de Darwin qui lui a permis d'échapper à la conception métaphysique d'espèces fixes et immuables, de chercher ou en tout cas de reconnaître les données fournies exclusivement par l'observation et l'expérience qui confirmaient l'hypothèse de départ (évidemment elle aussi dialectique) d'une évolution des espèces. (20)

(18) Dans la *Dialectique de la Nature*, Engels écrit que « la théorie darwinienne doit être démontrée comme la preuve pratique de la conception hégélienne de la liaison interne entre nécessité et hasard ».

(19) Introduction à l'*Anti-Duhring* : le matérialisme moderne « ... est essentiellement dialectique et n'a que faire d'une philosophie placée au-dessus des autres sciences. Dès lors que chaque science spéciale est invitée à se rendre un compte exact de la place qu'elle occupe dans l'enchaînement général des choses et de la connaissance des choses, toute science particulière de l'enchaînement général devient superflue. De toute l'ancienne philosophie, il ne reste plus alors à l'état indépendant, que la doctrine de la pensée et de ses lois, la logique formelle et la dialectique. Tout le reste se résout dans la science positive de la nature et de l'histoire ».

Dialectique de la nature : « Ce n'est que lorsque la science de la nature et de l'histoire aura assimilé la dialectique que tout le bric-à-brac philosophique — à l'exception de la pure théorie de la pensée — deviendra superflu et se perdra dans la science positive ».

Déjà, en 1845, Marx et Engels parlaient de « science réelle et positive » : le dépassement de la philosophie en tant que somme du savoir ou en tant que branche autonome de la connaissance n'est donc pas le fruit du « scientisme positiviste d'Engels », comme le soutiennent bien des « marxologues » d'aujourd'hui (sur la trace des premiers révisionnistes néo-kantien et néo-idéalistes).

(20) Dans l'« Ancienne préface à l'*Anti-Duhring* sur la dialectique » (Cf. *Dialectique de la nature*, éd. soc. 1968), Engels écrivait : « Nous sommes tous d'accord sur le fait que dans tout le domaine scientifique, dans la nature comme dans l'histoire, il faut partir des faits donnés, donc dans la science de la nature des diverses formes réelles et formes de mouvement de la matière, qu'en conséquence, dans la science théorique de la nature, les enchaînements ne doivent pas être introduits dans les faits par construction, mais découverts en partant d'eux, et que, une fois découverts, ils doivent être attestés par l'expérience, dans la mesure où c'est possible ». On voit ici à quel point est fondée l'habitude d'opposer... Claude Bernard à Engels comme la « méthode expérimentale » à la « chimère hégélienne ».

Matérialisme dialectique : science et non philosophie

Dans l'*Anti-Duhring*, Engels souligne que : « La logique formelle elle-même est avant tout une méthode pour découvrir de nouveaux résultats, pour progresser du connu à l'inconnu et la même chose vaut pour la dialectique, mais dans un sens beaucoup plus élevé puisque celle-ci déborde l'horizon étroit de la logique formelle et contient en germe une conception plus compréhensible du monde. » Dans *Ludwig Feuerbach*, il précise : « Mais cette conception met fin à la philosophie dans le domaine de l'histoire, tout comme la conception dialectique de la nature rend aussi impossible qu'inutile toute philosophie de la nature. Partout désormais, il s'agit non plus d'inventer des liaisons imaginaires, mais de découvrir les liaisons réelles. Il ne reste désormais plus à la philosophie, chassée de la nature et de l'histoire, que le règne de la pensée pure, dans la mesure où il continue à subsister : la doctrine des lois du processus de la pensée, la logique et la dialectique ». Cette dernière affirmation est fondamentale. On la retrouve dans les mêmes termes dans l'introduction de l'*Anti-Duhring* et dans la *Dialectique de la nature*. Elle dérive évidemment d'un passage de la première partie de l'*Idéologie allemande* (1845-46) où l'on trouve également le germe de la définition du rôle de l'abstraction que nous avons vu plus haut et que Marx donnera dix ans plus tard : « C'est là où cesse la spéculation, c'est dans la vie réelle, que commence donc la science réelle, positive, l'exposé de l'activité pratique, du processus de développement pratique des hommes. Les phrases creuses sur la conscience cessent, et un savoir réel doit les remplacer. Dès lors que la réalité est exposée, la philosophie perd toute possibilité d'autonomie. A sa place on pourra tout au plus mettre une synthèse des résultats les plus généraux qu'il est possible d'abstraire de l'étude du développement historique des hommes. Prises en soi, détachées de l'histoire réelle, ces abstractions n'ont absolument aucune valeur. Elles peuvent tout au plus servir à classer plus aisément le matériel historique, à indiquer la succession de ses stratifications particulières. Mais elles ne donnent en aucune façon, comme la philosophie, une recette, ou un schéma qui permettrait de découper et de classer les époques historiques ». (21)

(21) Naturellement, les néo-kantien(ne)s ne sont pas d'accord, pas plus que les révisionnistes qui s'inspirent du néo-kantisme (de Bernstein et C. Schmidt aux « austro-marxistes » et aux partisans modernes d'un mariage entre marxisme et néo-criticisme). Du reste, même Mao tombe dans le kantisme le plus banal sans s'en apercevoir, tout comme les empirio-criticistes « marxisants » fustigés par Lénine. En réalité, Marx a dépassé Kant en dépassant Hegel, justement parce que Hegel lui-même a dépassé la gnoseologie typique du kantisme (et du néo-kantisme comme le note Engels). En effet, comme l'écrivait Lénine dans les *Cahiers philosophiques*, « l'idéalisme intelligent est plus près du matérialisme intelligent que du matérialisme vulgaire. Idéalisme dialectique à la place d'intelligent ; métaphysique, atrophie, mort, grossier à la place de vulgaire ».

« Quand un idéaliste critique les bases de l'idéalisme d'un autre idéaliste, c'est toujours le matérialisme qui y gagne. (Cf. Aristote versus Platon, Hegel versus Kant, etc.).

Commentant la Préface à la seconde édition de la « *Science de la Logique* », à propos des remarques qui y sont dirigées contre la « philosophie critique » (c'est-à-dire contre le criticisme kantien), Lénine note :

« A mon avis, l'essence de la démonstration est 1) chez Kant, la connaissance sépare (exclut) la nature et l'homme ; en réalité, elle les unit ; 2) chez Kant, l'« abstraction vide » de la chose-en-soi (prend la place) du processus vivant, du mouvement de notre connaissance qui va toujours plus au fond des choses (...). Hegel exige au contraire des abstractions qui correspondent à la chose : « le concept objectif des choses constitue leur nature elle-même », selon lui ; il exige que les abstractions — pour s'exprimer en matérialiste — correspondent à un approfondissement réel de notre connaissance du monde (...). Il exige une logique dans laquelle les formes doivent être pleines de contenu, les formes du contenu vivant, réel, liées indissolublement au contenu ».

Dans l'introduction, concept général de la Logique, Lénine note en se référant aussi au *Capital* de

Dans l'avertissement final de la deuxième édition allemande du *Capital* (24-1-1873), Marx écrivait dans un passage connu que nous ne nous aventurerons pas à paraphraser : « Certes, le procédé d'exposition doit se distinguer formellement du procédé d'investigation. A l'investigation de faire la matière sienne dans tous ses détails, d'en analyser les diverses formes de développement et de découvrir leur lien intime. Une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y réussit, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa reproduction idéale, ce mirage peut faire croire à une construction a priori.

« Ma méthode dialectique non seulement diffère par la base de la méthode hégélienne, mais elle en est l'exact opposé. Pour Hegel le mouvement de la pensée qu'il va jusqu'à transformer en un sujet autonome sous le nom d'Idee, est le démiurge de la réalité, laquelle n'est que la forme phénoménale de l'Idee. Pour moi au contraire le mouvement de la pensée n'est que la transposition et la traduction du mouvement réel dans le cerveau de l'homme. (...) Mais bien que (...) Hegel défigure la dialectique par le mysticisme, ce n'en est pas moins lui qui en a le premier exposé le mouvement d'ensemble. Chez lui, elle marche sur la tête ; il suffit de la remettre sur les pieds pour dégager le noyau rationnel de son enveloppe mystique. Sous sa forme mystique, la dialectique devint une mode en Allemagne parce qu'elle semblait glorifier l'état de choses existant. Sous sa forme rationnelle, elle est un scandale et une abomination pour la bourgeoisie et ses idéologues, parce que dans la conception positive de l'ordre existant, elle inclut en même temps l'intelligence de sa négation, de sa destruction nécessaire ; parce que, saisissant le mouvement même, dont toute forme constituée n'est qu'une configuration transitoire, elle ne s'en laisse imposer par rien et est essentiellement critique et révolutionnaire. »

Marx : « une formule magnifique : « non seulement un universel abstrait », mais un universel tel qu'il embrasse toute la richesse du particulier, de l'individuel, du singulier... ». Il souligne l'autre phrase hégélienne :

« Ainsi, l'élément logique n'est estimé à sa valeur que lorsqu'il est devenu le résultat de l'expérience des sciences », notant ce que sont, selon Hegel, les résultats de la philosophie de Kant : « que la raison ne peut connaître aucun contenu véritable, et qu'en ce qui concerne la vérité absolue, on doit s'en remettre à la foi ».

En passant, Lénine fait quelques autres annotations importantes au livre I de la *Science de la Logique* : « Kantisme = métaphysique » ; « L'idéalisme de Kant et de Fichte... reste dans le dualisme (...) de l'être et de l'être pour soi ». Dans ses commentaires au livre III, on lit également : « Le caractère fini, transitoire, relatif, conditionné de la connaissance humaine (...) a été conçu par Kant comme subjectivisme et non comme la dialectique de l'Idee (= de la nature elle-même) puisqu'il a séparé la connaissance de l'objet ». En outre, chose très importante si l'on considère l'aspect « criticiste », « phénoméniste » du pragmatisme (y compris celui de Mao), Lénine écrit qu'indubitablement « la pratique constitue pour Hegel un anneau dans l'analyse du processus de la connaissance, et précisément le passage à la vérité objective (chez Hegel : « absolue »). Marx se rattache donc directement à Hegel quand il introduit le critère de la pratique dans la théorie de la connaissance (Cf. Thèses sur Feuerbach). Non seulement la conscience humaine reflète le monde objectif, mais elle le crée aussi ». Cette affirmation n'autorise cependant aucune interprétation de type instrumentaliste : même pour Hegel, « le monde objectif suit son propre chemin » et la praxis de l'homme rencontre, étant donné qu'elle a ce monde objectif face à elle, des « obstacles » à la réalisation de ses buts ; elle se heurte même à des « impossibilités »... Le bien, le bon, les pieux désirs restent un devoir être subjectif... Sarcasme sur « les purs espaces de la pensée transparente » (...) auxquels on oppose « les ténèbres de la réalité objective » (...). La connaissance... trouve en face d'elle l'être véritable comme réalité existant indépendamment de l'opinion subjective (c'est là du pur matérialisme). La volonté de l'homme, sa praxis fait elle-même obstacle à la réalisation de son but... du fait qu'elle se sépare de la connaissance et ne considère pas la réalité extérieure comme l'être véritable (comme la réalité objective). L'unification de la connaissance avec la praxis est nécessaire (...). Le résultat de l'activité est la vérification de la connaissance subjective et le critère de l'objectivité vraiment existante ».

La conception matérialiste dialectique du monde permet donc d'interpréter les données expérimentales dans leurs rapports réciproques (22) et donc de parvenir à une image en mouvement des phénomènes étudiés qui reproduit avec le maximum de fidélité et de sûreté leur dynamique objective. Or la connaissance de celle-ci est une condition indispensable non seulement pour prévoir l'issue des processus, mais également pour intervenir dans leur dynamique, c'est-à-dire l'utiliser et la modifier, dès le moment où cette connaissance devient le patrimoine d'un mouvement matériel réel et se transforme par là même elle aussi en force matérielle.

Cette caractérisation n'est pas complète mais elle n'en indique pas moins la configuration réelle du matérialisme dialectique comme il a été compris par ceux qui en ont donné des formulations classiques et comme il a été restauré en particulier par Lénine. Nous nous attacherons maintenant à démontrer que :

1) de la Théorie, du MONISME MATERIALISTE, qui appréhende en une seule vision synthétique et déterministe le devenir de la société humaine fondé sur le facteur économique, et le développement des processus naturels, la pensée Mao Tsé-Toung fait une métaphysique vulgaire, platement évolutionniste, philosophie des essences antinomiques où la résolution des fameuses « contradictions », abstraction vide au moins aussi insaisissable que la chose en soi kantienne, est laissée à la discrétion de la toute puissante et signifiante « volonté humaine ».

2) de la Gnoséologie, de la théorie de la connaissance matérialiste et dialectique, ne demeure qu'une confuse conception idéaliste, mauvaise version d'un kantisme édulcoré, mêlant l'empirisme privé de pensée et le rationalisme positiviste pédant, où l'incompréhension de la théorie marxiste de la praxis débouche sur le pragmatisme petit-bourgeois anglo-saxon.

3) des Principes et de la Tactique, de la nécessité absolue pour le prolétariat de se constituer en parti distinct et autonome, de l'exercice de la dictature et de l'utilisation de la terreur et de la violence révolutionnaire, de l'intervention despotique dans l'économie, il ne reste qu'un démocratisme vulgaire fondé sur l'interclassisme, c'est-à-dire la collaboration des classes où le prolétariat se voit « provisoirement » subordonné à la domination politique de sa bourgeoisie nationale, en fait asservi aux fins de l'accumulation primitive classique capitaliste.

Quant au Programme... Il est repoussé aux calendes, si calendes il y a, la classe ouvrière étant conviée selon la perspective néo-menchevique de la révolution par étapes, aux festivités productivistes de l'accumulation industrielle où le développement de l'économie marchande et de l'état rationnel national populaire se présentent comme les préalables obligés... de la construction du socialisme ! ! !

4) enfin c'est en une série de recettes, où le concept est défini par sa fonction instrumentale, et non comme l'image intellectuelle abstraite des différents moments d'un processus réel pensé dans l'unité de son développement, que dégénère la méthode, la Dialectique.

(22) Cf. la réponse à John Lewis d'Althusser, in *Marxism Today* (oct.-nov. 1972), revue des staliniens anglais éditée en volume par Maspéro. On pourra juger de la consistance des critiques d'Althusser à Staline d'après la citation suivante : « Staline ne peut pas (...) être réduit à la déviation à laquelle nous attachons son nom (...). Il a eu d'autres mérites devant l'histoire. Il a compris qu'il fallait renoncer au miracle imminent de la « révolution mondiale » et donc entreprendre « l'édification du socialisme » dans un seul pays, et il en a tiré les conséquences (...). Notre histoire passe aussi par là ». Oui, seulement les conséquences en question sont... la contre-révolution par laquelle est passée l'histoire récente et qui hypothèque l'avenir du prolétariat mondial !

« Le problème fondamental de toute la philosophie »

Dans son « Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande », Engels définit l'antinomie entre matérialisme et idéalisme comme le secret de l'histoire de la philosophie comprise telle un processus critique de connaissance de soi, interrogeant ses sources, et, en particulier, les données immédiates de tout « savoir » :

« La grande question fondamentale de toute philosophie et spécialement de la philosophie moderne est celle du rapport de la pensée à l'être... La question de la position de la pensée par rapport à l'être qui a joué aussi du reste un grand rôle dans la scolastique médiévale, la question de savoir quel est l'élément primordial, l'esprit ou la nature — cette question a pris vis-à-vis de l'église la forme aiguë : le monde a-t-il été créé par Dieu ou existe-t-il de toute éternité ?

« Selon qu'ils répondaient de telle ou telle façon à cette question, les philosophes se divisaient en deux grands camps. Ceux qui affirmaient le caractère primordial de l'esprit par rapport à la nature, et qui admettaient par conséquent en dernière instance une création du monde de quelque espèce qu'elle fût (...) formaient le camp de l'IDÉALISME. Les autres qui considéraient la nature comme l'élément primordial, appartenaient aux différentes écoles du MATERIALISME.

« Mais la question du rapport de la pensée à l'être a encore un autre aspect : quelle relation y a-t-il entre nos idées sur le monde environnant et ce monde lui-même ? Notre pensée est-elle en état de connaître le monde réel ? Pouvons-nous dans nos représentations et conceptions du monde réel avoir une image fidèle de la réalité ? En langage philosophique, c'est la question de l'identité de l'être et de la pensée et l'immense majorité des philosophes y répond de façon affirmative. Chez Hegel, par exemple, cette réponse affirmative se comprend d'elle-même puisque ce que nous connaissons du monde réel est précisément son contenu conforme à l'Idée, ce qui fait du monde une réalisation progressive de l'Idée absolue, laquelle a existé quelque part de toute éternité, antérieurement au monde et indépendamment de lui. Il est tout à fait évident qu'il est possible à la pensée de connaître un contenu qui dès le départ était un contenu d'idées. (...) Ce qui est ici à prouver est déjà contenu tacitement dans les prémisses. (...)

« Mais il existe encore toute une série d'autres philosophes qui contestent la possibilité d'une connaissance du monde ou du moins d'une connaissance complète. Parmi les modernes, Hume et Kant appartiennent à cette catégorie (...) L'essentiel de la réfutation de cette manière de voir a déjà été donné par Hegel, dans la mesure où cela était possible du point de vue idéaliste. (23)

« (...) La réfutation la plus frappante de cette lubie philosophique, comme d'ailleurs de toutes les autres, est la pratique, notamment l'expérience et l'industrie. Si nous pouvons démontrer la justesse de notre conception d'un phénomène naturel en le créant nous-mêmes, en le produisant à l'aide de ses conditions, et, qui plus est, en le faisant servir à nos fins, c'en est fini de la « chose en soi » insaisissable de Kant. »

Dans la préface à l'édition anglaise (1892) de *Socialisme utopique et Socialisme scientifique*, Engels poursuit :

(23) « Les hommes ont une histoire parce qu'ils doivent produire leur vie, et qu'ils le doivent, précisément, d'une manière déterminée : cela est dû à leur organisation physique ; il en va de même pour leur conscience ». (Note de Marx).

« Notre agnostique admet aussi que toute notre connaissance est basée sur les données fournies par les sens : mais il s'empresse d'ajouter : « Comment savoir si nos sens nous fournissent des images exactes des objets perçus par leur intermédiaire ? » et il continue, en nous informant que, quand il parle des objets ou de leurs qualités, il n'entend pas en réalité ces objets et ces qualités dont on ne peut rien savoir de certain, mais simplement les impressions qu'ils ont produites sur ses sens. Voilà certes un genre de conception qu'il semble difficile de combattre avec des arguments. Mais avant l'argumentation était l'action. Im Anfang war die Tat *. Et l'action humaine a résolu la difficulté bien avant que la subtilité humaine l'eût inventée. The proof of the pudding is in the eating **. Du moment que nous employons ces objets à notre propre usage d'après les qualités que nous percevons en eux, nous soumettons à une épreuve infaillible l'exactitude ou l'inexactitude de nos perceptions sensorielles. Si ces perceptions sont fausses, l'usage de l'objet qu'elles nous ont suggéré est faux ; par conséquent notre tentative doit échouer. Mais si nous réussissons à atteindre notre but, si nous constatons que l'objet correspond à la représentation que nous en avons, qu'il donne ce que nous attendions de son usage, c'est la preuve positive que, dans le cadre de ces limites, nos perceptions de l'objet et de ses qualités concordent avec la réalité en dehors de nous. Et si par contre nous échouons, nous ne sommes généralement pas longs à découvrir la cause de notre insuccès ; nous trouvons que la perception qui a servi de base à notre tentative, ou bien était par elle-même incomplète ou superficielle, ou bien avait été rattachée d'une façon que ne justifiait pas la réalité aux données d'autres perceptions, c'est ce que nous appelons raisonner à faux. Aussi souvent que nous aurons pris le soin d'éduquer et d'utiliser correctement nos sens et de refermer notre action dans les limites prescrites par nos perceptions correctement obtenues et correctement utilisées, aussi souvent nous trouverons que le résultat de notre action démontre la conformité de nos perceptions avec la nature objective des objets perçus. Jusqu'ici il n'y a pas un seul exemple que les perceptions de nos sens, scientifiquement contrôlées, aient engendré dans notre cerveau des représentations du monde extérieur, qui soient, par leur nature même, en désaccord avec la réalité ou qu'il y ait incompatibilité immanente entre le monde extérieur et les perceptions sensorielles que nous en avons.

« Et voici que paraît l'agnostique néo-kantien, et il dit : « Nous pouvons certes percevoir peut-être correctement les qualités d'un objet, mais par aucun processus des sens ou de la pensée, nous ne pouvons saisir la chose elle-même. La chose en soi est au-delà de notre connaissance. » Hegel, depuis longtemps, a déjà répondu : « Si vous connaissez toutes les qualités d'une chose, vous connaissez la chose elle-même ; il ne reste plus que le fait que ladite chose existe en dehors de vous, et dès que vos sens vous ont appris ce fait, vous avez saisi le dernier reste de la chose en soi, le célèbre inconnaissable, le Ding an sich de Kant. » Il est juste d'ajouter que, du temps de Kant, notre connaissance des objets naturels était si fragmentaire qu'il pouvait se croire en droit de supposer, au-delà du peu que nous connaissions de chacun d'eux, une mystérieuse « chose en soi ». Mais ces insaisissables choses ont été les unes après les autres saisies, analysées et, ce qui est plus, reproduites par les progrès gigantesques de la science : ce que nous pouvons produire, nous ne pouvons pas prétendre le considérer comme inconnaissable. »

* « Au début était l'action » (Goethe)

** La preuve que le pudding existe est qu'on le mange.

Nous aurons l'occasion de revenir sur l'agnosticisme de Hume ou de Kant. Prenons maintenant un exemple : soit à définir l'origine, la genèse et le sens global des multiples formes de l'idéologie (art, droit, religion...), c'est-à-dire des systèmes de représentation par où les hommes prennent plus ou moins conscience selon le cas, de leurs conditions d'existence tant naturelles que sociales. Deux possibilités s'offrent à nous : nous pouvons envisager ces formes du point de vue idéaliste ; idéalisme religieux tout d'abord pour lequel l'ensemble des productions intellectuelles manifeste la capacité quasi divine de l'humanité à connaître le sens de la création et à célébrer les perfections célestes ; idéalisme spéculatif bourgeois ensuite, lequel au nom du Principe Anthropologique rapporte les productions idéologiques à une nature humaine invariante au sein d'une histoire sans profondeur et semblable par-delà les frontières nationales, malgré la diversité des mœurs et des traditions ; idéalisme historique maintenant, et pour remonter cursivement le cours de cette orientation, hégélien, postulant le développement nécessaire des formes culturelles comme la condition d'avènement progressif d'une fantomatique « Idée » qui leur préexisterait, leur conférerait sens et réalité au terme du long parcours de son actualisation dans le temps ; idéalisme structuraliste enfin, positiviste et anhistorique, ultime visage de cette tradition desséchée, qui perçoit le devenir social comme l'effet d'un pur jeu formel de structures d'où le cours réel de la vie et de la lutte de classe sont exclues.

Par contre, si nous examinons ces mêmes idéologies non plus dans le kaléidoscope de l'idéalisme, mais dans l'optique du matérialisme de Marx, nous dirons que :

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être, c'est à l'inverse leur être qui détermine leur conscience. »

Dans ce bref extrait de la préface à la « Contribution à la critique de l'économie politique » sont jetées les bases de la doctrine matérialiste dialectique des conceptions idéalistes concernant l'origine et la genèse de l'idéologie. Pour le matérialisme dialectico-historique, les idéologies (l'art, le droit, les religions, en somme les formes multiples de la « conscience » humaine) ne sont pas les produits de la « libre » activité de la « raison » ou de l'esprit pur dégagé des contingences matérielles (version de l'idéalisme bourgeois) ; elles ne sont pas davantage des déterminations d'une Idée antérieure au Moi individuel et collectif empirique (pour Hegel, l'Idée n'est pas la pensée de Pierre ou de Paul, ni le produit de la pensée associée d'un nombre de Pierre ou de Paul, mais la réalité dans son devenir, ce qui légitime le terme d'« idéalisme objectif » qui sert à le désigner). Pour comprendre les idéologies il ne suffit pas de les considérer comme des totalités intellectuelles abstraites qui recèleraient en elles-mêmes le principe de leur existence ; il ne suffit pas non plus de les resituer à l'intérieur de la succession de ces séquences idéales qui composent les instances idéologiques du « tout social », selon les règles définies par une certaine orientation « marxiste » actuellement en vogue dans les milieux « cultivés » des organisations opportunistes (cf : les structuralistes du P.C.F. (24). Il faut au contraire

(24) Concepts déjà exprimés par Marx dans La question juive de 1843, II : « Le Juif s'est émancipé d'une manière juive, non seulement en se rendant maître du marché financier, mais parce que, grâce à lui et par lui, l'argent est devenu une puissance mondiale, et l'esprit pratique juif l'esprit pratique des peuples chrétiens. Les Juifs se sont émancipés dans la mesure même où les chrétiens sont devenus

les mettre en rapport avec le terrain réel dans lequel elles ont germé c'est-à-dire avec l'ensemblé des conditions matérielles qui les ont rendues possibles : le mode de production et d'échange, et le degré de la division du travail qui lui correspond.

C'est précisément ce qui permet à Marx et Engels de rompre « avec leur conscience idéologique d'autrefois » et d'écrire :

« Les prémisses dont nous partons ne sont pas des bases arbitraires, des dogmes ; ce sont des bases réelles dont on ne peut faire abstraction qu'en imagination. Ce sont les individus réels, leurs actions et leurs conditions d'existence matérielles, celles qu'ils ont trouvées toutes prêtes, comme aussi celles qui sont nées de leurs propres actions. Ces bases sont donc vérifiables par voie purement empirique. » (Idéologie Allemande)

Le sens de toute idéologie doit être cherché dans les conditions premières de l'histoire humaine : l'existence d'êtres humains vivants et le milieu naturel de leur développement. Et ce développement n'est ni celui de la conscience, ni celui d'une quelconque forme de l'idéologie (religion, philosophie, etc.). Il concerne la production des moyens d'existence :

« On peut distinguer les hommes des animaux par la conscience, par la religion et par tout ce que l'on voudra. Mais ils commencèrent à se distinguer des animaux lorsqu'ils commencèrent à produire leurs moyens d'existence, progrès conditionné par leur organisation corporelle. En produisant leurs moyens d'existence, les hommes produisent indirectement leur vie matérielle elle-même (...). La façon dont les individus manifestent leur vie reflète très exactement ce qu'ils sont. Ce qu'ils sont coïncide donc avec leur production, aussi bien avec ce qu'ils produisent qu'avec la façon dont ils le produisent. Ce que sont les individus dépend donc des conditions matérielles de leur production.

« Cette production n'apparaît qu'avec l'accroissement de la population. A son tour elle présuppose des relations entre les individus. La forme de ces relations est à son tour conditionnée par la production. (...)

« La production des idées, des représentations et de la conscience est d'abord directement et intimement mêlée à l'activité et au commerce matériels des hommes, elle est le langage de la vie réelle. Les représentations, la pensée, le commerce intellectuel des hommes apparaissent ici encore comme l'émanation directe de leur comportement matériel. Il en va de même de la production intellectuelle telle qu'elle se présente dans la langue de la politique, des lois, de la morale, de la religion, de la métaphysique, etc., d'un peuple. Ce sont les hommes qui sont les producteurs de leurs représentations, de leurs idées, etc., mais les hommes réels, agissants, tels qu'ils sont conditionnés par un développement déterminé de leurs forces productives et des rapports qui leur correspondent, y com-

Juifs (...). Le judaïsme s'est perpétué dans la société chrétienne et y a même reçu son développement le plus élevé (...). Le judaïsme atteint son apogée avec la perfection de la société bourgeoise ; mais la société bourgeoise n'atteint sa perfection que dans le monde chrétien. Ce n'est que sous le règne du christianisme, qui extériorise tous les rapports nationaux, naturels, moraux et théoriques de l'homme, que la société bourgeoise pouvait se séparer complètement de la voie de l'Etat, déchirer tous les liens généreux de l'homme et mettre à leur place l'égoïsme, le besoin égoïste, décomposer le monde des hommes en un monde d'individus atomistiques, hostiles les uns aux autres (...). Le christianisme est la pensée sublime du judaïsme, le judaïsme est la mise en pratique vulgaire du christianisme ; mais cette mise en pratique ne pouvait devenir générale qu'après que le christianisme, en tant que religion parfaite, eût achevé, du moins en théorie, de rendre l'homme étranger à lui-même et à la nature. Ce n'est qu'alors que le judaïsme put arriver à la domination générale et extérioriser l'homme et la nature aliénés à eux-mêmes, en faire un objet tributaire du besoin égoïste et du trafic. L'aliénation, c'est la pratique du désaisissement. De même que l'homme, tant qu'il est sous l'emprise de la religion, ne sait concrétiser son être qu'en en faisant un être fantastique et étranger, de même il ne peut, sous l'influence du besoin égoïste, s'affirmer pratiquement et produire des objets pratiques qu'en soumettant ses produits ainsi que son activité à la domination d'une entité étrangère et en leur attribuant la signification d'une entité étrangère, l'argent ».

pris les formes les plus larges que ceux-ci peuvent prendre. La conscience ne peut jamais être autre chose que l'être conscient, et l'être des hommes est leur processus de vie réel. Et si dans toute l'idéologie, les hommes et leurs rapports nous apparaissent comme dans une chambre noire, ce phénomène découle de leur processus de vie historique, absolument comme le renversement des objets sur la rétine découle de leur processus physique immédiat. »

La dernière phrase, en particulier, montre bien que pour nous, le problème n'est pas (comme ce serait le cas pour des rationalistes) de montrer les « erreurs » ou les « mensonges » du maoïsme, mais de montrer **comment et pourquoi** cette forme idéologique a pu et dû se constituer, quelle est sa **fonction historique**, quel est le sens de ses contradictions et de ses absurdités. Nous citerons ici un autre extrait de l'**Idéologie allemande**, car il est utile de faire parler les classiques eux-mêmes contre les légions de falsificateurs :

« A l'encontre de la philosophie qui descend du ciel sur la terre, ici on remonte de la terre au ciel. Autrement dit, on ne part pas de ce que les hommes disent, s'imaginent, se représentent, non plus que de ce qu'ils disent, s'imaginent, se représentent qu'ils sont eux-mêmes pour aboutir ensuite aux hommes en chair et en os. On part au contraire des hommes dans leur activité réelle, et c'est à partir de leur processus de vie réelle que l'on explique le développement des reflets et des échos que ce processus vital cause dans l'idéologie. Même les fantasmagories qui se forment dans le cerveau humain sont des sublimations nécessaires du processus de leur vie matérielle que l'on peut constater empiriquement et qui est lié à des présuppositions matérielles. Par conséquent la morale, la religion, la métaphysique, etc., ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent perdent jusqu'à l'apparence d'une autonomie. Elles n'ont pas d'histoire, elles n'ont pas de développement ; ce sont au contraire les hommes qui, en développant leur production et leurs rapports matériels, transforment, en même temps que cette réalité qui leur est propre, leur pensée et les produits de leur pensée. Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience. Dans la première façon de considérer les choses, on part de la conscience comme si elle était l'individu vivant ; dans la seconde façon, qui correspond à la vie réelle, on part des individus réels et vivants eux-mêmes et l'on considère la conscience uniquement comme leur conscience.

« Cette façon de considérer les choses n'est pas dépourvue de présuppositions. (...) Ces prémisses, ce sont les hommes, non pas isolés et figés par l'imagination, mais saisis dans leur processus de développement réel et empiriquement visible, dans des conditions déterminées. Dès que l'on représente ce processus d'activité vitale, l'histoire cesse d'être une collection de faits sans vie, comme chez les empiristes qui sont eux-mêmes encore abstraits ; elle cesse aussi d'être l'action imaginaire de sujets imaginaires comme chez les idéalistes. »

Si l'**idéalisme objectif** avait dépassé l'**idéalisme subjectif**, le matérialisme dialectique appliqué à l'histoire dépasse **toute forme d'idéalisme**, dans la mesure où il remet Hegel sur ses pieds, et du même coup de « spéculation » et de « philosophie autonome ».

Si nous voulons maintenant suivre le processus de développement de la « conscience » et des multiples formes idéologiques sous lesquelles elle se présente, nous devons procéder comme Marx-Engels dans l'**Idéologie allemande** :

« La présupposition première de toute existence humaine, partant de toute histoire, (est) que les hommes doivent être à même de vivre pour pouvoir « faire l'histoire ». Mais pour vivre, il faut avant tout manger, boire, se loger, s'habiller et quelques autres choses encore. La première action historique est donc la production des moyens permettant de satisfaire ces besoins, la production de la vie matérielle elle-même (...), condition fondamentale de toute histoire (...)

« Le second point est que le premier besoin lui-même une fois satisfait, l'action de le satisfaire et l'instrument déjà acquis de cette satisfaction pousse à de nouveaux besoins, — et cette production de nouveaux besoins est la première action historique.

« Le troisième rapport qui intervient dès le début dans le développement historique est que les hommes, qui renouvellent chaque jour leur propre vie, se mettent à créer d'autres hommes, à se reproduire ; c'est le rapport entre homme et femme, parents et enfants, c'est la famille.

« Du reste, il ne faut pas comprendre ces trois aspects de l'activité sociale comme trois stades différents, mais précisément comme trois aspects (...) qui ont coexisté depuis le début de l'histoire (...) et qui se manifestent aujourd'hui encore dans l'histoire.

« Produire la vie, aussi bien la sienne, par le travail, que celle d'autrui, par la procréation, nous apparaît (...) comme un rapport double : (...) naturel (...) et social, dans ce sens que (cela suppose) l'action conjuguée de plusieurs individus (...). Il s'ensuit qu'un mode de production ou un stade industriel déterminé sont constamment liés à un mode de coopération ou à un stade social déterminés, et que ce mode de coopération est lui-même une « force productive » ; il s'ensuit que la masse des forces productives accessible aux hommes détermine l'état social, et que l'on doit par conséquent étudier (...) constamment l'histoire des hommes en liaison avec l'histoire de l'industrie et des échanges (...). Donc, d'emblée, se manifeste un système de liens matériels entre les hommes qui est conditionné par les besoins et le mode de production (...), système de liens qui prend sans cesse de nouvelles formes et présente donc une « histoire » même sans qu'il existe encore une quelconque absurdité politique ou religieuse spécialement créée pour tenir les hommes unis.

« Et c'est maintenant seulement, après avoir déjà examiné quatre moments, quatre aspects des rapports historiques originels que nous trouvons que l'homme a aussi une « conscience » (25). Mais celle-ci n'est pas d'emblée une « pure » conscience. Dès le début, une malédiction pèse sur l'« esprit », celle d'être « entaché » d'une matière qui présente ici sous forme de couches d'air agitées, de sons, en un mot, sous forme de langage. Le langage est aussi vieux que la conscience, — le langage est la conscience réelle, pratique, existant aussi pour d'autres hommes, existant donc seulement alors pour moi-même aussi et, tout comme la conscience, le langage n'apparaît qu'avec le besoin, la nécessité du commerce avec d'autres hommes (...) La conscience est donc d'emblée un produit social et le demeure aussi longtemps qu'il existe des hommes. »

Le premier moment historique et logique du développement de la conscience n'est autre que la simple perception du milieu sensible et d'une connexité limitée avec d'autres individus et d'autres êtres naturels ; c'est l'âge de la conscience dépendante « de nature animale comme, à ce stade, la vie sociale elle-même », subissant comme une fatalité les cycles naturels ressentis comme une puissance antagonique ; elle projette alors ses terreurs dans l'au-delà hypothétique d'un milieu magique composé de forces transnaturelles qu'il s'agit d'apprivoiser, pour mieux maîtriser les éléments hostiles sur lesquels la technique rudimentaire des groupes n'a pas prise. Conscience sensible, simple religion naturelle qui découvre son pendant social dans l'instinct grégaire, la nécessité ressentie comme telle de la vie en société.

Mais c'est seulement avec l'apparition de la division du travail que : « la conscience peut s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente réellement quelque chose sans représenter quelque chose de réel... A partir de ce moment, elle est en état de s'émanciper du monde et de passer à la formation de la théorie pure, théologie, philosophie, morale... » (ibid.)

C'est ainsi qu'à l'augmentation de la productivité, à la croissance des besoins de la production et du commerce, à la substitution des rapports mercantiles réguliers au simple

troc contingent et marginal, à la naissance de la monnaie comme support de la première circulation des marchandises et médiation de la transformation des valeurs d'usage domestiques en valeurs d'échanges sociales, correspond un processus de développement de la division du travail qui, liée à la toute puissante loi de la valeur, supporte le fétichisme de la marchandise et les formations idéologiques idéalistes naissant sur le fond de la dissolution des premières communautés humaines : l'art, la philosophie, la jurisprudence, la religion et les premières expressions magico-techniques de la science.

« De génération en génération, le travail lui-même devint différent, plus parfait, plus varié. A la chasse et à l'élevage s'adjoignirent l'agriculture ; à celles-ci s'ajoutèrent le filage, le tissage ; le travail des métaux, la poterie, la navigation ; l'art et la science apparurent enfin à côté du commerce et de l'industrie, les tribus se transformèrent en nations et en états, le droit et la politique se développèrent et en même temps qu'eux le reflet fantastique des choses dans le cerveau de l'homme : la religion. Devant toutes ces formations qui se présentaient au premier chef comme des produits du cerveau et qui semblent dominer les sociétés humaines, les produits plus modestes du travail des mains passèrent au second plan ; et cela d'autant plus que l'esprit qui établissait le plan de travail et... avait la possibilité de faire exécuter par d'autres mains que les siennes propres le travail projeté. C'est à l'esprit, au développement et à l'activité du cerveau que fut attribué tout le mérite du développement rapide de la société ; LES HOMMES S'HABITUERENT A EXPLIQUER LEUR ACTIVITE PAR LEURS PENSEES AU LIEU DE L'EXPLIQUER PAR LEURS BESOINS... ET C'EST AINSI QU'AVEC LE TEMPS ON VIT NAITRE CETTE CONCEPTION IDEALISTE DU MONDE QUI SURTOUT DEPUIS LE DECLIN DE L'ANTI-QUITE A DOMINE LES ESPRITS. » (F. Engels : Dialectique de la nature)

Toute idéologie (religion, système déterminé de philosophie, forme esthétique...) peut être définie comme un processus de Reconnaissance/Méconnaissance intellectuelle et abstraite de la réalité naturelle et sociale, sur le fond de laquelle elle voit le jour ; cette méconnaissance articule trois aspects : elle renverse les rapports réels ; elle se pense comme forme de conscience autonome dégagée de ses fondements matériels ; par suite, elle s'illusionne sur sa signification véritable, et contribue à mystifier celui ou ceux qui la propagent en omettant d'en rechercher les conditions d'apparition historiques.

Renversement, autonomie, illusion, telles sont les expressions de la méconnaissance idéologique de la réalité.

L'idéologie démocratique bourgeoise sous sa forme classique, au XVIII^e siècle

La thèse classique du marxisme quant au sens de la révolution démocratique bourgeoise dans l'aire européenne se résume tout entière dans cette constatation lapidaire : elle exprima essentiellement l'antagonisme politique de deux classes dont l'une incarnait des rapports de production désuets et réactionnaires, tandis que l'autre reflétait l'essor impétueux et irrésistible des nouvelles puissances productives, dont la plus manifeste était l'extension de la division du travail.

Les fondements matériels, historiques, économiques et politiques de l'idéologie démocratique, quelle que soit l'aire géohistorique de sa manifestation, étaient et restent :

1) la tâche de libération de la production des barrières féodales, de l'économie naturelle et de l'étroitesse du marché intérieur propre au féodalisme qui, liées à la paupérisation des masses populaires soumises à l'exploitation du servage, constituent autant d'obstacles à la production et à la circulation des marchandises sortant de la manufacture.

2) la libération de la force de travail, facteur le plus important du procès de production bourgeois, par la liquidation du système de la jurande, de la corporation et du servage.

3) la lutte contre l'éparpillement de l'appareil d'état, le manque de sécurité publique et les absurdités douanières et commerciales, constituant autant de freins pour la nouvelle production et le nouveau commerce.

La bourgeoisie d'Europe occidentale devait, comme porte-parole de nouveaux rapports de production, se débarrasser de ces obstacles ; elle s'attaqua au féodalisme par la critique, sapant l'idéologie propre à l'ancien mode de production sénéscent et lui opposant la force de ses armes intellectuelles. L'économie politique, la théorie du droit naturel et le matérialisme en philosophie constituèrent la véritable Sainte Trinité de l'idéologie bourgeoise révolutionnaire, les leviers de sa prise de conscience et de sa cohésion politique.

Au début, on assiste au phénomène complexe de la Réforme, et en particulier du calvinisme, qui oppose au « paganisme » d'une aristocratie corrompue et prodigue un retour apparent au christianisme originel, phénomène qui se produit, *mutatis mutandi*, dans les références continues du jacobinisme à l'antiquité romaine et à Sparte :

« Mais si peu héroïque que soit la société bourgeoise, l'héroïsme, l'abnégation, la terreur, la guerre civile et les guerres extérieures n'en avaient pas moins été nécessaires pour la mettre au monde. Et ses gladiateurs trouvèrent dans les traditions strictement classiques de la République romaine les idéaux et les formes d'art, les illusions dont ils avaient besoin pour se dissimuler à eux-mêmes le contenu étroitement bourgeois de leurs luttes et pour maintenir leur enthousiasme au niveau de la grande tragédie historique. C'est ainsi qu'à une autre étape de développement un siècle plus tôt, Cromwell et le peuple anglais avaient emprunté à l'Ancien Testament le langage, les passions et les illusions nécessaires à leur révolution bourgeoise. Lorsque le véritable but fut atteint, c'est-à-dire lorsque fut réalisée la transformation bourgeoise de la société anglaise, Locke évinça Habacuc ». (Le dix-huit brumaire de Louis Bonaparte)

Puritaine ou « libertine », s'inspirant de la Bible ou de la philosophie des lumières, athée ou déiste, matérialiste sur le plan des sciences naturelles ou imbue de la « religion du cœur » de Jean-Jacques Rousseau, l'idéologie de la révolution bourgeoise exalte selon les cas l'« utilité » ou le « devoir », mais elle aboutit dans tous les cas à l'économie politique, dont le droit naturel et le contrat social lui-même ne sont que des paraphrases mystico-allégoriques. Malgré leur apparente incompatibilité, le puritanisme de Cromwell et le rousseauisme de Robespierre ne sont que la transfiguration idéale des contenus de l'économie politique, la transposition doctrinale du mode capitaliste de production réel. Certes, les chefs de la révolution française ne furent aucunement favorables aux survivants de la philosophie des lumières (des encyclopédistes comme Roland de la Platière et Condorcet furent décapités comme Girondins) et ne montrèrent pas plus de sympathie pour les disciples du matérialisme d'Holbach ou d'Helvétius (il suffit de penser à la liquidation des Hébertistes). Néanmoins, la grande révolution a renforcé l'élément spécifiquement révolutionnaire de la philosophie des Lumières d'avant 1789. De même, les diatribes passionnées de Robespierre contre l'oligarchie mercantile anglaise, la philosophie d'usuriers des Britanniques, etc., n'empêchèrent pas le jacobinisme lui-même de lutter objectivement pour réaliser de façon encore plus conséquente et radicale les principes défendus par Cromwell sous le pseudonyme de la « liberté de conscience » et surtout de culte et exprimés par Locke dans le langage du « concrétisme » empiriste et du libéralisme modéré.

Dans le système de la production mercantile, les échanges entre les marchandises comme les rapports entre les hommes, dans la mesure où ceux-ci n'apparaissent dans la sphère sociale — c'est-à-dire sur le marché, qu'en tant que supports de travail ou, plus généralement, de marchandises, sont réglés par la loi de la valeur ; et celle-ci fixe comme équivalentes les valeurs d'échange recelant une même quantité de travail

social nécessaire à leur fabrication. Tel est le fondement de la société du mercantilisme généralisé et de son idéologie, c'est-à-dire de la forme de conscience théorique de ce processus dont les catégories fondamentales sont la liberté et l'égalité : l'idéalisme démocratique.

Référons-nous au texte célèbre de la section I du Capital : « Le caractère fétiche de la marchandise et son secret » où Marx analyse la genèse économique de l'idéologie bourgeoise :

« Une société où le produit du travail prend généralement la forme de marchandise et où, par conséquent, le rapport le plus général entre les producteurs consiste à comparer les valeurs de leurs produits et, sous cette enveloppe des choses, à comparer les uns aux autres leurs travaux privés à titre de travail humain égal, une telle société trouve dans le christianisme avec son culte de l'homme abstrait, et surtout dans ses types bourgeois, protestantisme, déisme, etc., le complément religieux le plus convenable ».

Et dans la II^e section, chapitre VI (L'achat et la vente de la force de travail), il ajoute :

« La sphère de la circulation des marchandises, où s'accomplissent la vente et l'achat de la force de travail, est en réalité un véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen. Ce qui y règne seul, c'est Liberté, Egalité, Propriété et Bentham. Liberté ! car ni l'acheteur ni le vendeur d'une marchandise n'agissent par contrainte ; au contraire, ils ne sont déterminés que par leur libre arbitre. Ils passent contrat ensemble en qualité de personnes libres et possédant les mêmes droits. Le contrat est le libre produit dans lequel leurs volontés se donnent une expression juridique commune. Egalité ! car ils n'entrent en rapport l'un avec l'autre qu'à titre de possesseurs de marchandise, et ils échangent équivalent contre équivalent, Propriété ! car chacun ne dispose que de ce qui lui appartient. Bentham ! car pour chacun d'eux, il ne s'agit que de lui-même. La seule force qui les mette en présence et en rapport est celle de leur égoïsme, de leur profit particulier, de leurs intérêts privés. Chacun ne pense qu'à lui, personne ne s'inquiète de l'autre, et c'est précisément pour cela qu'en vertu d'une harmonie préétablie des choses, ou sous les auspices d'une providence toute ingénieuse, travaillant chacun pour soi, chacun chez soi, ils travaillent du même coup à l'utilité générale, à l'intérêt commun. »

Ainsi, la loi de la valeur constitue le fondement de la circulation des marchandises et la base réelle de la démocratie comme forme de conscience et superstructure idéologique adéquate à la société du mercantilisme généralisé : la seconde (l'idéologie) n'est que le reflet abstrait de la première (la relation sociale « fétichisée » dans la marchandise) dans la tête des hommes ; mais justement en raison du renversement effectué par l'idéologie, ceux-ci attribuent ce rapport à leur pensée, leur volonté, leurs actes particuliers, s'imaginant être les « agents de l'histoire », alors qu'ils sont seulement les jouets des lois rigoureuses du capital.

Si nous revenons maintenant au fond qui, malgré des différences très importantes (26), est commun aux idéologies de la bourgeoisie révolutionnaire à la veille de la révolution française, c'est-à-dire à la philosophie des lumières en général, nous dirons qu'elle est la manifestation exemplaire de la conscience inversée du développement de la production capitaliste et de la société bourgeoise. En effet, elle n'attribue pas ce développement (qui conduit nécessairement à une grande révolution) à des raisons objectives, matérielles, historiquement déterminées, telles que l'accentuation de la division du travail (coopération et manufacture), l'extension du marché, l'essor des forces productives freiné par des rapports de production périmés et par un absolutisme monarchique qui, sous sa forme élisabéthaine ou colbertiste, avait favorisé l'accumulation primitive, mais qui avait cessé d'être nécessaire. Tout au contraire, l'idéologie des Lumières pré suppose que la société est composée d'individus liés par un « contrat social » (Locke, Hume, Rousseau) ; chacun d'entre eux est porteur d'une parcelle de la Raison universelle et doté d'une parcelle

correspondante de « droits naturels », et possède donc une volonté « propre » dont seuls les despotes et les prêtres empêchent la manifestation, l'autorité de l'épée et le prestige du charlatanisme religieux ayant depuis les époques les plus reculées dévié l'opinion « naturellement » droite et tournée vers l'utilité aussi bien des individus qu'en général de la grande majorité. Ces individus, guidés par la raison, dont le dieu des déistes est un pseudonyme transparent (le semi-athée Anacharsis Cloots la verra avec joie hissée pour quelque temps sur les autels par Hébert et Chaumette), et stimulés par les progrès des connaissances s'unissent dans une société où ils sont libres et égaux en droit. La démocratie ou liberté des personnes, comme expression politique de la société civile, constitue le prolongement naturel du mercantilisme universalisé : mais pour l'idéalisme démocratique de la bourgeoisie révolutionnaire, la base de cette démocratie est au contraire la volonté éclairée des individus, libérée s'il le faut par la force de l'oppression « physique et spirituelle » exercée par les nobles, les prêtres et leurs satellites ; la liberté de commerce est présentée comme une conséquence de cette liberté naturelle... Il faut noter ici que même les représentants les plus avancés du matérialisme du XVIII^e siècle n'échappèrent pas en définitive à cette conception générale. Comme Plekhanov l'écrivit dans *Essai sur l'histoire du matérialisme* (III, Marx - 1892-1893) :

« Si les philosophes du XVIII^e siècle se souvenaient que l'homme est un produit du milieu social ambiant, ils déniaient à l'« opinion publique » — qui, selon leurs dires, mène le monde — toute influence sur ce milieu. Leur logique trébuchait à chaque pas sur l'un ou l'autre aspect de cette antinomie. Le matérialisme dialectique la résout aisément. Pour les matérialistes dialectiques, l'opinion des hommes mène effectivement le monde, puisque chez l'homme, comme dit Engels (dans *Ludwig Feuerbach*), « toutes les forces motrices de ses actions doivent nécessairement passer par son cerveau, se transformer en mobiles de sa volonté ». (n.d.r. : Dans le même texte Engels ajoute : « Tout ce qui met les hommes en mouvement doit passer par leurs cerveaux, mais la forme que cela revêt dans leurs cerveaux dépend beaucoup des circonstances ».) Il n'empêche que l'« opinion publique » a bien ses racines dans le milieu social et, en dernière analyse, dans les rapports économiques ; il n'empêche également que toute « opinion publique » donnée vieillit dès que le mode de production qui la forge commence à vieillir. L'économie forme l'« opinion publique » qui, elle, mène le monde. (...) Les philosophes du XVIII^e siècle croyaient que « le législateur vient à bout de tout » : il s'agissait en effet d'instaurer, ou de restaurer, les droits de l'homme (le projet utopique bien connu de Morelly, publié en 1755, ne s'intitulait pas par hasard *Code de la Nature*) ».

La série des concepts de l'idéologie démocratique-bourgeoise est donc la conscience, la volonté, la liberté et la constitution, codification juridique du consensus général ou « pacte social », censé se renouveler réellement dans la « démocratie directe » ou considéré comme une « fiction juridique » utile et bénéfique. C'est là le renversement idéaliste de la problématique réelle, que seul le matérialisme historique a mise en évidence en ramenant le processus de la vie sociale à ses bases objectives : marché, échange, division du travail, mode de production, niveau des forces productives et rapports « inter-humains » correspondants.

Si nous voulons caractériser succinctement cette forme de conscience sociale mystifiée, nous la ramènerons à deux concepts : la Nature et la Raison, alpha et oméga de la philosophie des Lumières. Ils constituent en quelque sorte le pivot de la pensée du XVIII^e siècle, empiriste en gnoséologie et idéaliste dans ses conceptions de l'histoire et de l'homme. Produit et apologie de la révolution démocratique-bourgeoise de Chine, dont l'ampleur et l'importance sont considérables, la « pensée de Mao » est sous certains aspects — et non des moindres — fille de la philosophie des Lumières. Ce n'est pas par hasard, car si, une fois devenue conservatrice, la bourgeoisie a gardé certains éléments de celle-ci, quitte à les traduire dans son langage modéré voire christianisant, à l'origine, la philosophie des Lumières était une expression typique de l'idéologie révolutionnaire bourgeoise.

DOCUMENT :

La gauche communiste d'Italie et la résolution de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre

Le texte que nous reproduisons ci-dessous en italique est paru, sous la signature de A. Bordiga dans « La voce » de Castellammare di Stabia, le 8 décembre 1912, sous le titre « Le congrès socialiste international de Bâle ». Il présente un intérêt historique évident et confirme sur le plan politique l'étroite concordance dans l'appréciation des événements entre la Gauche communiste du parti socialiste italien — déjà en gestation — et Lénine et les bolcheviques. Cet accord qui découle de l'identité de vues sur la nécessité d'une « **restauration intégrale du marxisme** » sera souligné ultérieurement au cours de la première guerre mondiale dans la formulation par la Gauche Communiste de directives voisines de celles de Lénine — même si elles ne furent pas aussi précisément exprimées et développées — sur la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » et sur le « défaitisme révolutionnaire ». On peut lire dans le volume de la *Storia della Sinistra comunista 1912-1919* (Reprint 1972, pages 86-87) :

« Le congrès de Bâle de Novembre 1912 lança un mémorable manifeste contre la guerre à l'occasion de l'éclatement de la guerre balkanique pour laquelle l'Autriche et la Russie se tenaient sur le pied de guerre. Les principes établis à Stuttgart (1907) insistaient non seulement sur l'« interdiction pour les socialistes d'appuyer la guerre nationale » mais invitaient fermement la classe ouvrière et les sections de l'Internationale à faire tous les efforts pour prévenir l'éclatement du conflit, et dans le cas où ces efforts eussent été vains, à agir pour y mettre fin « en profitant de la crise économique et politique créée par la guerre pour mettre en mouvement dans leurs profondeurs toutes les couches populaires et précipiter la chute de la domination capitaliste ». La notion de prise du pouvoir est ici parfaitement claire même si la formulation doctrinale aurait pu être meilleure. On ne peut abattre le système social capitaliste sans renverser la domination politique de la bourgeoisie. Cela est vrai aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Et en période de guerre, les conditions sont encore meilleures pour atteindre cet objectif révolutionnaire.

Ces mêmes concepts qui furent confirmés au congrès de 1912 avaient été rappelés au congrès de Copenhague en 1910. En 1915, Lénine souligna que le manifeste de Bâle avait donné deux exemples historiques explicites : la Commune de Paris de 1871 et la révolution russe de 1905, dans lesquelles, profitant des revers de l'Etat national dans la guerre, le prolétariat avait eu recours à la guerre civile et à l'insurrection armée, parvenant dans le premier cas à conquérir le pouvoir (notion historique du défaitisme prolétarien).

Dans les motions des congrès mondiaux de la II^e Internationale, jamais les formules insidieuses de la droite — que Lénine condamna comme révisionnistes et opportunistes — ne purent l'emporter. Ces formules affirmaient que l'action des partis socialistes dans les pays en guerre devait être subordonnée au préalable stupide de la « simultanéité des deux côtés du front. »

Comme l'indique Lénine (« Sophismes des social-chauvinistes », Sozialdemokrat n° 41, 1^{er} mai 1915) :

« Pour la première fois dans l'histoire, les socialistes de tous les pays belligérants, longtemps avant la guerre, se sont réunis et ont dit : « Nous tirerons parti de la conflagration pour hâter le krach du capitalisme » (1907, motion de Stuttgart). Ils pensaient donc que les conditions objectives de ce krach, c'est-à-dire de la révolution socialiste, étaient mûres. Ils dressaient donc devant les gouvernements la menace de la révolution. A Bâle (1912), ils s'exprimaient plus nettement encore en rappelant la Commune et la Révolution russe d'octobre-décembre 1905, c'est-à-dire la guerre civile ». « La bourgeoisie trompe les masses en justifiant le brigandage impérialiste par l'ancienne idéologie de la guerre nationale. Le prolétariat dénonce cette duperie en proclamant le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Ce mot d'ordre, précisément, est indiqué par les résolutions de Stuttgart et de Bâle qui prévoyaient non la guerre en général, mais la guerre actuelle, et parlaient non de « défendre la patrie », mais de « hâter le krach du capitalisme », d'utiliser à cet effet la crise suscitée par la guerre, de suivre l'exemple de la Commune. La Commune a été une transformation de la guerre des peuples en guerre civile. » (Lénine : « Situation et tâches de l'Internationale socialiste », Sozialdemokrat n° 33, 1^{er} novembre 1914.)

« La guerre civile — écrivait Zinoviev dans « Le mot d'ordre de la Social-démocratie révolutionnaire » (Sozialdemokrat n° 34, 5 décembre 1914) — ne signifie pas forcément la grève militaire, ni cet antimilitarisme spécifique (à la Hervé et autres « infantilistes » devenus par la suite patriotes) qui, ne voyant pas l'ensemble des phénomènes, s'imaginait qu'il y a une panacée contre le militarisme considéré comme tel, en dehors de la lutte pour la révolution sociale. La guerre civile, il n'est pas certain que nous puissions l'organiser du jour au lendemain. Mais tous, comme un seul homme, nous devons fermement prendre conscience que cette tâche est devant nous pressante, impérieuse, quotidienne, agissante. Nous devons considérer le danger bien en face. Une époque d'immenses difficultés s'ouvre pour nous, pour notre génération socialiste. Pour rester des socialistes, nous ne pouvons pas nous borner à reprendre, au gré des circonstances, les devises des idéalistes bourgeois. Nous devons lever l'étendard de la guerre civile. Une Internationale réellement digne de ce nom renaîtra sous son égide, ou l'Internationale ne fera que végéter. Notre tâche est de nous préparer aux batailles qui viennent, de nous éduquer et d'éduquer tout le mouvement ouvrier dans la pensée que nous devons vaincre ou mourir sous le drapeau de la guerre civile. »

Le vote du 4 août par lequel les partis de la social-démocratie internationale manifestaient leur alignement sur leurs impérialismes respectifs, fut donc un renie-

ment des engagements pris à Stuttgart et à Bâle et non le corollaire des insuffisances et des ambiguïtés qui marquent accessoirement les résolutions :

« Le krach de la II^e Internationale s'est exprimé avec le plus de relief dans la flagrante trahison de la majorité des partis socialistes d'Europe qui ont renié leurs convictions et leurs solennelles résolutions de Stuttgart et de Bâle. » (Lénine, « Le krach de la II^e Internationale » *Kommunist*, n° 1-2, 1915, par. IX.).

Lénine indique à ce propos combien est illusoire l'idée qu'une plus grande précision théorique aurait pu prévenir la déviation opportuniste (l'opportunisme ne se laisse pas prendre au piège de formules, aussi précises qu'elles soient, et est parfaitement disposé à admettre des « principes » qu'il transforme en « icônes inoffensives »). Mieux encore, les professions de foi orthodoxes (en paroles) et même l'emploi d'une terminologie « extrémiste » constituent souvent la feuille de vigne « idéologique » qui cache la nudité de l'opportunisme, et ceci tant qu'aux déclarations vibrantes sur les « objectifs à atteindre » ne correspondent pas un plan tactique et une structure organisationnelle, en bref une volonté agissante qui permette de lutter effectivement pour de tels objectifs — lesquels ne sont autrement que les lieux communs de la rhétorique apocalyptique de comices agricoles (et électoraux).

La présupposition idéaliste qui affirme que la déviation opportuniste ou la volte-face complète (on passe de la référence à l'exemple de la Commune de Paris au défensisme social-chauviniste), sont à mettre sur le compte d'une absence de rigueur ou de lacunes dans la théorie, cherche à masquer la racine sociale de l'opportunisme ou de l'immédiatisme et adopte un de leurs arguments préférés : la nécessité de « mettre à jour » ou de « clarifier » les formulations classiques... « équivoques » ! Au contraire, la déformation théorique (révisionniste) est la conséquence du passage pratique dans le camp bourgeois : passage qui peut aussi arriver — cas du centrisme — sans reniement ou modification même explicite des « thèses générales », voir, une fois de plus, le cas Kautsky.

« Y a-t-il des arguments de fait sur la façon dont, avant la guerre actuelle, prévoyant la guerre actuelle, les partis socialistes considéraient leurs tâches et leur tactique ? Indiscutablement. Il y a la résolution du congrès socialiste international de Bâle (1912) que nous reproduisons, avec la résolution du congrès de la social-démocratie allemande de la même année, à titre de rappel des « paroles oubliées » du socialisme. Dressant le bilan de l'énorme labeur de propagande et d'agitation contre la guerre accompli dans tous les pays, cette résolution donne l'expression la plus exacte, la plus complète, la plus solennelle, la plus formelle, des opinions socialistes sur la guerre et de la tactique socialiste vis-à-vis de la guerre. On ne peut pas ne pas considérer comme une trahison le seul fait que pas une des notabilités de l'Internationale d'hier et du social-chauvinisme d'aujourd'hui, — ni Hyndman, ni Quesde, ni Kautsky, ni Plekhanov, — ne se décide à rappeler à ses lecteurs cette résolution ; que tous ils la passent sous silence ou n'en citent — comme le fait Kautsky — que des passages secondaires. Les résolutions les plus extrémistes, les plus archi-révolutionnaires ; puis, de ces résolutions, l'oubli le plus éhonté ou le reniement : voilà encore une des manifestations les plus frappantes du krach de l'Internationale, — et aussi une des preuves les plus frappantes de ce que croire à l'« amendement » du socialisme, à son « redressement » par des résolutions, n'est plus permis qu'aux gens dont la naïveté sans exemple se confond avec le désir de perpétuer à jamais l'ancienne hypocrisie. » (ibid., § 1) (...) « Le manifeste de Bâle dit que :

1) La guerre provoquera une crise économique et politique ;

2) Les ouvriers considéreraient leur participation à la guerre comme un crime, — considéreraient comme un crime « de tirer les uns sur les autres pour les bénéfices capitalistes, l'honneur des dynasties, l'exécution des traités secrets », et que la guerre provoquera parmi les ouvriers l'indignation et la révolte ;

3) Cette crise et cet état d'esprit des ouvriers doivent être exploités par les socialistes afin de « soulever les peuples et de hâter le krach du capitalisme » ;

4) « Les gouvernements » — tous sans exception — « ne peuvent commencer la guerre sans danger pour eux-mêmes » ;

5) Les gouvernements craignent la révolution prolétarienne » ;

6) Les gouvernements « doivent se souvenir » de la Commune de Paris (c'est-à-dire de la guerre civile), de la Révolution russe de 1905, etc.

Autant d'idées tout-à-fait claires ; on n'y trouve pas de garantie de révolution ; on y insiste sur des définitions précises des faits et des tendances. Quiconque, à propos de ces idées et de ces raisonnements, dit que l'offensive attendue de la révolution ne s'est pas produite, prend vis-à-vis de la révolution une attitude non point marxiste, mais digne d'un Strouvé, une attitude de mouchard, de renégat. (...) Le manquement des partis socialistes actuels à ces devoirs constitue leur trahison, leur mort politique, leur renonciation à leur tâche, leur passage à la bourgeoisie. » (Ibid., § II).

*
**

La tentation de proclamer sic et simpliciter : « tout est faux, tout est à refaire », de jeter l'enfant — à savoir les tendances saines existant dans la II^e Internationale — avec l'eau du bain, était évidente chez ceux qui dès 1921 prétendaient avoir découvert le... 4 août de la III^e Internationale (c'est-à-dire avec une douzaine d'années d'avance sur sa faillite définitive favorisée par le Komintern stalinien et l'extermination du prolétariat combattant en Allemagne). Le problème pour ces prédicateurs géniaux n'était nullement de séparer les tissus sains des tissus gangrénés et de circonscrire au maximum la plaie, mais de se retrancher dans une tribune... de papier (pour découvrir ensuite que toutes les parties étaient congénitalement cancéreuses, ou naturellement bourgeoises et autres amabilités de ce type). Cette tactique permettant ensuite aisément à ces messieurs de démontrer « 1) qu'ils avaient tout prévu de tout temps (toute action, organisation, etc., est en elle-même impure et destinée à dégénérer, puisque le seul moyen de ne pas se tromper est de ne rien faire, c'est-à-dire d'attendre l'inévitable initiative des masses « en personne » et la maturation intellectuelle de tous les prolétaires « un par un » ; 2) de ne pas s'être « sali les mains » (chose très importante chez ces « matérialistes » adorateurs de « l'esprit des masses »), nom avantageux pour la « fuite devant les responsabilités » propre à l'intellectualisme petit-bourgeois et à l'« anarchisme de grand-seigneur ». Un bon exemple de cette attitude infantile est donné par l'habituel Görter cité par Zinoviev dans un article important (« La deuxième Internationale et le problème de la guerre : — Renonçons-nous à notre héritage ? » Cahier n° 2 du Sozialdemokrat, octobre 1916), où le représentant de la « Gauche Allemande » répète son refrain éternel : « Je vous l'avais bien dit ».

« Celui qui connaissait de près la situation de la social-démocratie internationale avait vu depuis longtemps que la crise (la politique du 4 août) était imminente. Le congrès de Stuttgart fut le dernier où l'on prit sérieusement position contre l'impérialisme. A Copenhague déjà commençaient les hésitations ; à Bâle, ce fut la déroute.

Plus fort devenait l'impérialisme, plus grand le danger de guerre, plus celle-ci était proche, et plus, semblait-il, l'Internationale devenait pusillanime. A Bâle, on sonnait encore de la trompette. Mais à travers les phrases ronflantes de Jaurès, les vaines menaces de Keir Hardie, les lamentations peureuses de Victor Adler sur la fin de la civilisation, les pâles et insignifiantes déclarations de Haase, le bruit et les éclats, les fanfaronnades de tout le Congrès, — à travers tout cela, on percevait nettement le manque de volonté, d'effort, de force pour une action quelconque... La bourgeoisie qui, grâce à sa propre décomposition, a du flair quand il s'agit de reconnaître une pourriture morale, devina immédiatement la corruption intime du congrès et de l'Internationale. Elle sentit que, de ce côté-là, elle n'était nullement menacée. »

Il y a beaucoup de vrai, commente Zinoviev, dans ce que dit le marxiste hollandais. La bourgeoisie effectivement, flairait la faiblesse de la II^e Internationale et savait que, du côté de la majorité opportuniste, sa fidèle sujette, il n'y avait aucun danger. Sembat, actuellement ministre, dans son livre Faites un Roi, paru peu de temps après Bâle, raconte avec quelle ironie les bourgeois français parlaient de ce Congrès qu'ils appelaient un « Grand Pardon ». « Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark » : ce pressentiment existait aussi chez beaucoup de socialistes. Mais tâchons de ne pas nous distinguer par « l'esprit de l'escalier ». Reconnaissons-le honnêtement : aucun d'entre nous ne pouvait imaginer qu'on verrait quelque chose approchant, même de loin, ce dont nous fûmes témoins le 4 août... Il n'est pas juste de dire qu'à Bâle, ce fut la déroute. Les partis social-démocrates officiels « d'Europe » ne connurent la débâcle que le 4 août 1914. A Bâle, aucun mot n'avait été prononcé pour demander aux masses ouvrières de « défendre la patrie » dans la guerre imminente. Au contraire, on avait parlé pour les prolétaires du monde entier de l'exemple de la Commune, de l'exemple de 1905 ; on avait dit que c'était « un crime de tirer les uns sur les autres » ; que la guerre prochaine se ferait à cause des intérêts d'une poignée de capitalistes.

Qu'on veuille bien nous comprendre : nous ne nions pas la justesse du sévère jugement porté par Görter sur les leaders qui donnaient le ton au congrès de Bâle. Nous savons que les opportunistes, dans tous les pays, ne pouvaient croire à la révolution. Nous nous représentons fort bien comment on traita l'affaire dans cette cuisine diplomatique de la II^e Internationale où fut accommodée la résolution de Bâle. Nous savons également, de même que le camarade Görter, que ceux qui s'occupaient de cette cuisine à Bâle croyaient fort peu à ce qu'ils disaient eux-mêmes dans leur manifeste. (...) Mais une question se pose malgré tout, une question sérieuse : que disait donc le Congrès de Bâle aux masses ouvrières du monde entier ? Car les ouvriers socialistes croyaient alors sincèrement à la moindre parole de l'Internationale. Ils prenaient pour argent comptant les termes du manifeste. Ensuite, il faut se demander pourquoi même les diplomates opportunistes se crurent obligés de parler aux masses comme ils le firent, et non autrement ; pourquoi ils leur dirent tout autre chose que ce qu'ils disent maintenant. Nous faisons cette observation sans vouloir disculper les Adler, les Vandervelde, les Scheidemann et les Renaudel. Bien au contraire ! Leur faute n'en est que plus grande, leur chute plus profonde, leur trahison plus honteuse. » (§ VII)... « La tâche des révolutionnaires marxistes consiste à montrer que, pendant les vingt-cinq ans d'existence de la II^e Internationale, deux tendances essentielles s'y sont combattues avec des alternatives de succès et de revers : le marxisme et l'opportunisme. Nous ne voulons pas effacer toute l'histoire de la II^e Internationale. Nous ne renions pas ce qu'il y avait en elle de marxiste. »

Parmi ces éléments marxistes aux côtés du Parti Bolchevique -- dans une première lutte commune pour la revendication et l'application intégrale du marxis-

me révolutionnaire — l'histoire nous autorise à placer les premières manifestations de notre courant, qui devait se révéler par la suite le seul vraiment bolchevique de l'occident capitaliste avancé : constatation qui, pour des révolutionnaires, est plus un motif de tristesse que d'orgueil puisque c'est dans l'incapacité générale du mouvement « communiste » européen (même dans son expression la plus généreuse comme celle des spartakistes) à atteindre la clarté théorique et la solidité d'action du bolchévisme, que réside en dernière analyse l'explication de l'« octobre manqué » d'Allemagne et d'Europe, et de la contre-révolution européenne, donc Russe, donc mondiale, qui domine encore aujourd'hui.

Que le lecteur trouve dans cette brève page, non pas tant la confirmation de la foi profonde dans les déclarations de l'Internationale qui animait alors les révolutionnaires, que l'interprétation précise du Manifeste de Bâle. Interprétation qui insiste sur ce fait qu'à la déclaration de guerre, il faudra riposter non seulement par la grève générale (arme insuffisante sinon comme première réaction en cas de mobilisation) mais par l'insurrection armée, c'est-à-dire par la guerre civile. Et ceci dès 1912 !

Que cette page reste donc comme pierre milliaire sur notre chemin, celui même de Lénine.

* *

« En plus d'un demi-siècle les travailleurs du monde entier ont constitué une grandiose association révolutionnaire : l'Internationale Socialiste.

Née comme affirmation audacieuse de quelques idéalistes, elle est aujourd'hui devenue une force vivante et agissante dans l'histoire. Les gouvernements de la bourgeoisie qui dominent le monde doivent désormais compter avec elle. Cette vaste fédération des partis socialistes de nombreux pays, parmi lesquels notre parti socialiste italien, se donne ouvertement pour but ultime de mettre fin au régime capitaliste actuel, qui exploite jusqu'au sang les masses laborieuses. Elle se propose au moyen de la lutte de classe de regrouper en un seul faisceau les prolétaires du monde pour donner l'assaut final aux capitalistes, dans le but de les exproprier par la force, de tout ce qu'ils possèdent et qu'ils ont accumulé par l'exploitation des travailleurs. Elle se propose d'enlever aux bourgeois la propriété des usines, des fabriques, de la terre, des bâtiments pour en faire une propriété commune, et donner à tous les travailleurs le produit intégral du travail. Ce sont ces principes élémentaires que nous voulons rappeler ici sans emphase pour commenter dignement le congrès tenu par l'Internationale à Bâle.

Nos adversaires habituels se moquent de ces phrases, et les qualifient de formules moisies de révolutionnaires. Ils répètent à satiété que la Révolution Sociale, même si elle arrive un jour, est encore loin de notre époque. Ils qualifient d'utopie l'abolition de la propriété privée que nous proposons.

Ces soi-disant défenseurs de la démocratie nous accusent de planer dans les nuages et de ne pas nous soucier des intérêts véritables et pratiques du prolétariat, et de ses avantages immédiats. Ils se rassurent en disant que les ouvriers nous suivent tant qu'il s'agit pour eux d'obtenir une amélioration purement égoïste de leur sort, mais qu'ils sont parfaitement indifférents à notre propagande révolutionnaire.

Eh bien, notre congrès de Bâle est une gifle pour la mauvaise foi et l'arrogance de nos adversaires de toutes les couleurs. Il s'agissait de ceci : la guerre balkani-

que menace de s'étendre à toute l'Europe. L'Autriche et la Russie se disputent l'hégémonie dans les régions balkaniques et voudraient s'emparer, sur le cadavre de la défunte Turquie, de quatre petits Etats pour s'en partager les restes. L'Autriche est soutenue par l'Italie et l'Allemagne, la Russie par l'Angleterre et la France.

Une guerre européenne est proche. Les peuples vont être jetés les uns contre les autres pour se tuer, se massacrer, se déchiqueter, sur terre, sur mer et dans les airs. Les gouvernements préparent des forces de destruction effroyables, la vie est sur le point d'être paralysée et l'Europe se précipite vers les ténèbres sanglantes de la barbarie.

Mais l'Internationale Socialiste a jeté l'alarme. De toutes les parties d'Europe, des millions de prolétaires organisés dans les syndicats, des millions de socialistes ont répondu à l'appel. Par la bouche de leurs représentants à Bâle, les travailleurs crient aux gouvernants un avertissement qui est un défi : Osez proclamer la guerre et nous réagirons par tous les moyens. Si nous devons mourir, nous ne mourrons pas en tuant nos frères, mais nous nous sacrifions pour la cause de l'émancipation ouvrière, en tentant de renverser pour toujours la domination bourgeoise.

Au moment où sera annoncé l'ordre de mobilisation, nous proclamerons la grève générale illimitée, à la déclaration de guerre nous répondrons par l'insurrection armée. Ce sera la Révolution Sociale...

Les phrases deviennent réalité. La révolution n'est plus le rêve de demain, mais la menace d'aujourd'hui. Les bourgeois sceptiques ont pâli, les gouvernements ont fait marche arrière. Peut-être n'oseront-ils pas. S'ils osent, le mot d'ordre est lancé. Les socialistes sont prêts.

Les prolétaires d'Europe ont affirmé depuis Bâle que leur lutte n'est pas seulement la lutte quotidienne pour arracher à la glotonnerie des patrons les moyens indispensables pour vivre, mais qu'ils sont prêts à sacrifier jusqu'à leur vie pour leur libération complète de l'esclavage du capital.

La bourgeoisie ferait bien de ne pas compter trop sur l'apathie de la classe ouvrière. Les masses italiennes, elles aussi, répondront. La grève contre la guerre de Tripolitaine, qui n'avait pas réussi alors, réussira cette fois. Le peuple a eu trop de désillusions. Même notre prolétariat désorganisé saura surprendre ceux qui aujourd'hui le foulent au pied impunément. L'histoire des insurrections est l'histoire des surprises. Les bourgeois le savent bien !

Et sachons, camarades socialistes, être demain s'il le faut, à notre place, à l'avant-garde ! »

Aux Editions " PROGRAMME COMMUNISTE "

EN LANGUE FRANÇAISE :

- ⊙ **La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages** 4,00 F
- ⊙ **Octobre 1917 et la révolution socialiste future, numéro spécial du " Prolétaire "** 0,50 F
- ⊙ **Les fondements du communisme révolutionnaire, ronéotypé** épuisé
- ⊙ **Mouvements revendicatifs et socialisme** 1,50 F
- ⊙ **Revue " Programme Communiste " :**
- N^{os} 1 à 42 épuisés
- N^{os} 45 à 47, 50, 56 4,00 F
- N^{os} doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 55 7,00 F
- N^{os} 53-54, 59, 60 5,00 F
- N^o 57 - **Le trotskysme** 6,00 F
- N^o 58 - **La gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international** 10,00 F
- ⊙ **Journal " Le Prolétaire " - Collections reliées :**
(les numéros 1 à 30 sont épuisés).
- Volume I : du n^o 31 au n^o 71 (décembre 1969) ... 30,00 F
- Volume II : du n^o 72 au n^o 117 (années 1970-1971) 30,00 F
- ⊙ **Série : « les textes du Parti Communiste International » :**
- 1. **Communisme et fascisme, 158 pages** 8,00 F
- 2. **Parti et classe, 60 pages** 4,00 F
- 3. **Le principe démocratique, 24 pages** 1,50 F
- 4. **Éléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages** 4,00 F
- 5. **Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme »** 5,00 F
- 6. **Force, violence, dictature dans la lutte de classes...** 4,00 F
- 7. **Défense de la continuité du programme communiste, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours** 15,00 F

EN LANGUE ITALIENNE :

- ⊙ **Storia della sinistra comunista, vol. I, 424 pages** 30,00 F
- ⊙ **Storia della sinistra comunista, vol. II** 40,00 F
- ⊙ **O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale** 7,00 F
- ⊙ **La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin, 110 pages** 7,00 F

- ⊙ **Chi siamo e che cosa vogliamo** 1,50 F
- ⊙ **Série : « I testi del partito comunista internazionale » :**
- 1. **Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario**, 62 pages 7,00 F
- 2. **In difesa della continuità del programma comunista**, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
- 3. **Elementi d'economia marxista** 12,00 F
- 4. **Partito e classe** 15,00 F
- 5. **" L'estremismo malattia infantile del comunismo "**, condanna dei futuri rinnegati 9,00 F
- 6. **Per l'organica sistemazione dei principi comunisti**.. 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

- ⊙ **Die frage der revolutionaren partei**, 56 pages 4,00 F
- ⊙ **Revolution und Konterrevolution in Russland** 6,00 F
- ⊙ **Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus** 6,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE :

- ⊙ **Que es el partido comunista internacional. Que fué el frente popular. Espana 1936** épuisé
- ⊙ **El Programu Comunista**, revue mensuelle, le numéro.. 1,00 F
- ⊙ **Série : « Los textos del partido comunista internacional » :**
- 1. **Los fundamentos del comunismo revolucionario**, 4,00 F
- 2. **Fuerza violencia y dictadura en la lucha de clase**... 4,00 F
- 3. **Partido y clase** 4,00 F

EN LANGUE ANGLAISE :

- ⊙ **Appeal for the international reorganisation of the revolutionary marxist movement. Fundamental points for joining the International Communist Party** épuisé
- ⊙ **Presentation of the International Communist Party** en préparation
- ⊙ **Why Russia is not socialist** en préparation
- ⊙ **Force, violence, dictatorship in the class struggle** — en préparation
- ⊙ **Série : « The Texts of the International Communist Party » :**
- 1. **The Fundamentals of Revolutionary Communism**... 4,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE :

- ⊙ **Série : « Os textos do partido comunista internacional » :**
- 1. **Teses caracteristicas do partido : bases de adesão**.. 3,00 F

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 80 Centimes — 8 FB — 100 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1900 Lires

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires

Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "

30 F — 300 FB — 3600 Lires

Il programma comunista

journal bimensuel

Le numéro : 0,80 F — 8 FB — 100 Lires

Abonnement annuel: 20 F — 200 FB — 2500 Lires

Directeur de la Publication : F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à :
"PROGRAMME COMMUNISTE" - B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
C. C. P. 2202-22 Marseille

Imp. " Lino-Imp ", 1-3-5, Bd Schloessing (ex-bd Desplaces)
Marseille (10°)

Distribué par les N. M. P. P.